



MERCREDI 20 MAI 2020

« Il n'existe plus assez d'énergie dans le monde (fin du pétrole) pour entreprendre une démondialisation (parce que cela impliquerait des reconstructions massives demandant beaucoup d'énergie dont nous ne disposons plus). »

\$ ÉCONOMIE \$

- ▶ **Comprendre notre pandémie - Prévisions économiques** (Gail Tverberg) p.1
- ▶ **Taux de déclin des champs de pétrole géants et pic pétrolier** (Alice Friedemann) p.9
- ▶ **Notre destin est scellé, les vaccins n'auront pas d'importance : Quatre longs cycles s'alignent** (Charles Hugh Smith) p.24
- ▶ **COVID-19 Décès en contexte : Combien de personnes meurent chaque jour ?** p.28
- ▶ **Ron Paul Rages : L'écoute des "experts" en matière de virus a conduit à la mort et au désespoir** p.31

- ▶ **Nous sacrifions l'économie pour rien** (George Gilder) p.36
- ▶ **George Gilder : Ennemi de la société ?** (Brian Maher) p.38
- ▶ **Hickman : COVID-19 défie l'hyperbole** p.42
- ▶ **La dette peut-elle être gonflée ?** p.48
- ▶ **"Ce n'est pas un exercice gratuit" - Les conséquences involontaires de l'inflation monétaire** p.52
- ▶ **Les énormes dépenses des Etats-Unis ! Et ça c'était avant le Covid-19...** p.58
- ▶ **68% des travailleurs au chômage aux États-Unis "sont éligibles à des paiements supérieurs à la perte de leurs revenus".** (Michael Snyder) p.59
- ▶ **Quand l'orage gronde vient le vent des idées courtes** (François Leclerc) p.61
- ▶ **« Merkron et le dernier plan bidon ! »** (Charles Sannat) p.62
- ▶ **Pour réfléchir: nous perdons nos facultés et possibilités d'adaptation.** (Bruno Bertez) p.68
- ▶ **A lire. Les différentes étapes de la fuite devant la monnaie. Les marchés tiennent les banques centrales par les c...les.** (Bruno Bertez) p.69
- ▶ **Éditorial. L'inflation, la monnaie, les déficits, le jeu et pour finir la destruction puis la guerre.** (Bruno Bertez) p.71
- ▶ **Essai: Est-ce que l'aménagement politique actuel va suffire à faire tenir les 95% de salariés tranquilles face à la paupérisation?** (Bruno Bertez) p.74
- ▶ **Mais qui a retiré leur indépendance aux banques centrales ?** (Nicolas Perrin) p.77
- ▶ **Une bulle cynique** (Bruno Bertez) p.87
- ▶ **La Nouvelle dépression (2/2)** (Jim Rickards) p.89
- ▶ **Comment devenir riche dans l'économie actuelle** (Bill Bonner) p.91

<<>> <<>> <<>> <<>> (0) <<>> <<>> <<>> <<>>

Comprendre notre pandémie - Prévisions économiques

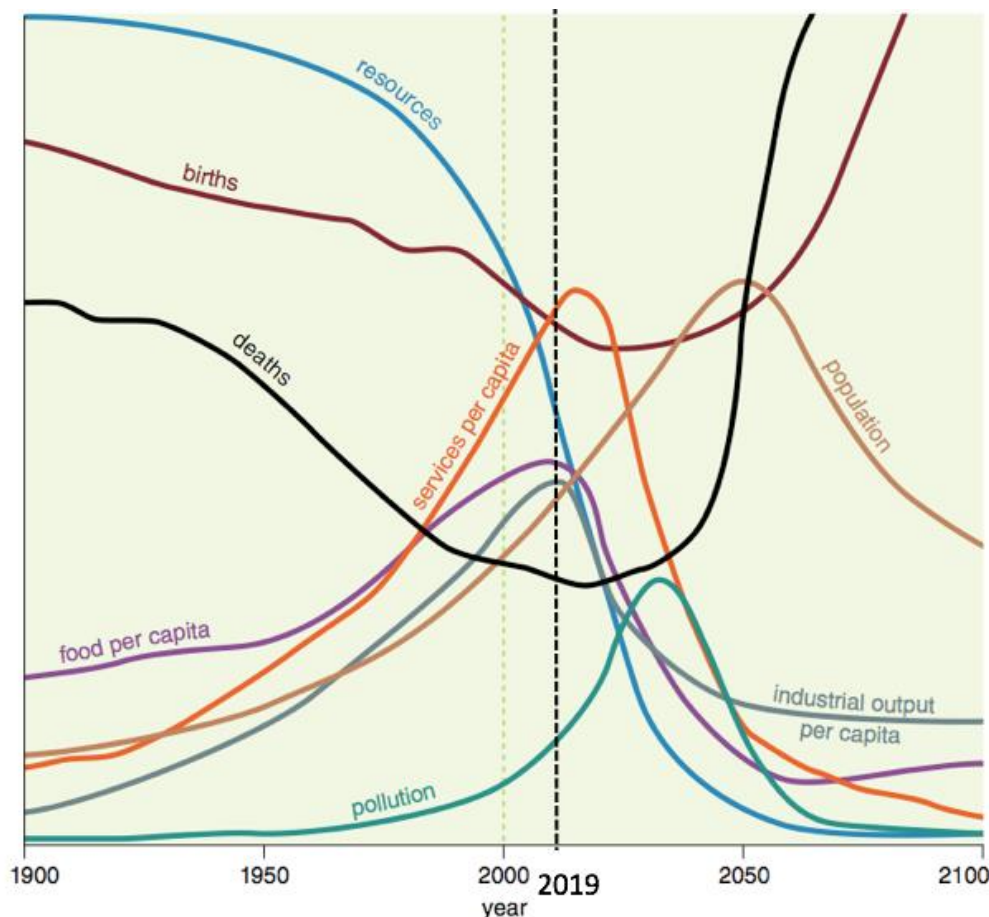
par Gail Tverberg Posté le 13 mai 2020

Le problème numéro un du monde aujourd'hui est que la population mondiale est trop importante pour sa base de ressources. Certains ont qualifié cette situation de dépassement. L'économie mondiale est mûre pour un changement majeur, tel que la pandémie actuelle, afin de rééquilibrer la situation. Le changement ne vient pas nécessairement du coronavirus lui-même. Il est plutôt probable qu'il provienne d'une réaction en chaîne déclenchée par le coronavirus et de la réaction des gouvernements du monde entier face au coronavirus.

Laissez-moi vous expliquer ce qui se passe.

[1] L'économie mondiale atteint les limites de la croissance, comme le décrit le livre au titre similaire.

Une façon de voir la situation dans laquelle nous nous trouvons est la modélisation de la consommation des ressources et de la croissance démographique décrite dans le livre de 1972, *The Limits to Growth*, par Donella Meadows et al. Son scénario de base semble suggérer que le monde atteindra ses limites à peu près maintenant. Le graphique 1 montre la prévision de base de ce livre, ainsi qu'une ligne que j'ai ajoutée pour donner mon impression sur la situation réelle de l'économie en 2019, par rapport à la disponibilité des ressources.



Graphique 1. Scénario de base de 1972 "Limites de la croissance", imprimé à l'aide des graphiques d'aujourd'hui par Charles Hall et John Day dans "Revisiting Limits to Growth After Peak Oil", avec ajout d'une ligne en pointillé correspondant à l'endroit où l'économie mondiale semble se trouver en 2019.

En 2019, l'économie mondiale semblait être très proche d'amorcer une trajectoire descendante. Aujourd'hui, il me semble que nous avons atteint le tournant et que nous sommes sur la pente descendante. La pandémie est le catalyseur de ce changement vers une tendance à la baisse. Elle n'est certainement pas la cause unique de ce changement. Si la dynamique sous-jacente n'avait pas été en place, l'impact du virus aurait probablement été beaucoup moins important.

Le modèle de 1972 omet deux éléments importants de l'économie qui rendent probablement la trajectoire descendante plus abrupte que ce que montre la figure 1. Tout d'abord, le modèle exclut la dette et, en fait, l'ensemble du système financier. Après la crise de 2008, de nombreuses personnes ont fortement soupçonné que le système financier jouerait un rôle important alors que nous atteignons les limites d'un monde fini, car les défauts de paiement de la dette sont susceptibles de perturber le système financier mondial.

Ce modèle ne tient pas compte non plus de la lutte permanente de l'homme contre les agents pathogènes. Le problème des agents pathogènes s'aggrave à mesure que la population mondiale devient plus dense, ce qui facilite la transmission. Le problème s'aggrave également à mesure qu'une plus grande partie de la population devient plus sensible, soit parce qu'elle est âgée, soit parce qu'elle présente des problèmes de santé sous-jacents qui ont été masqués par un système médical de plus en plus complexe et coûteux.

Par conséquent, nous ne pouvons pas vraiment croire la partie de la figure 1 qui est postérieure à 2020. Les futures baisses de la population, de la production industrielle par habitant et de la nourriture par habitant semblent toutes être plus prononcées que ce que montre le graphique, car les problèmes de dette et de pathogènes vont probablement accélérer le déclin de l'économie.

[2] C'est bien plus que la population qui a dépassé les limites.

Le problème n'est pas simplement qu'il y a trop de personnes par rapport aux ressources. Le monde semble avoir

- Trop de centres commerciaux et de magasins
- Trop d'entreprises de toutes sortes, dont beaucoup ne sont pas très rentables pour leurs propriétaires
- Les gouvernements qui ont des programmes trop étendus, que les contribuables ne peuvent pas vraiment se permettre
- Trop de dettes
- Une quantité inabordable de promesses de pension
- Des taux d'intérêt trop bas
- Trop de gens avec des salaires faibles ou pas de salaire du tout
- Un système de santé trop coûteux
- Un système éducatif trop coûteux

L'économie mondiale doit se contracter de plusieurs manières à la fois, simultanément, pour gérer dans les limites de ses ressources. On ne sait pas exactement quelle part d'une économie (ou de plusieurs petites économies) subsistera après ce rétrécissement.

[3] L'économie est, à bien des égards, semblable au corps humain. En termes de physique, les deux sont des structures dissipatives. Ce sont tous deux des systèmes auto-organisés alimentés par de l'énergie (nourriture pour les humains ; mélange de produits énergétiques induisant le pétrole, le charbon, le gaz naturel, la biomasse brûlée et l'électricité pour l'économie).

Le corps humain va essayer de résoudre des problèmes mineurs. Par exemple, si la main d'une personne est coupée, le sang aura tendance à coaguler pour éviter une trop grande perte de sang, et la peau aura tendance à se développer pour remplacer la peau manquante. De même, si les entreprises d'une région disparaissent à cause d'une tornade, les anciens propriétaires auront tendance à les reconstruire ou de nouvelles entreprises viendront les remplacer, pour autant que des ressources adéquates soient disponibles.

Dans les deux systèmes, il y a cependant un point au-delà duquel les problèmes ne peuvent plus être résolus. Nous savons que de nombreuses personnes meurent dans des accidents de voiture si les blessures sont trop graves, par exemple. De même, l'économie mondiale peut "s'effondrer" si les conditions s'écartent trop de ce qui est nécessaire à la poursuite de la croissance économique. En fait, à ce stade, l'économie mondiale peut être si proche du bord en ce qui concerne les ressources, en particulier les ressources énergétiques, que même une pandémie mineure pourrait la pousser dans un cycle permanent de contraction.

[4] Les gouvernements du monde entier sont mal placés pour résoudre la crise actuelle des ressources et de la pandémie.

Dans notre économie en réseau, une base de ressources trop faible par rapport à la population se manifeste de façon étrange : Elle apparaît comme une crise d'accessibilité qui conduit à des prix très bas pour le pétrole. Elle se manifeste également par des prix terriblement bas pour de nombreux autres produits de base, notamment le cuivre, le lithium, le charbon et même l'électricité en gros. Ces prix bas sont dus au fait qu'une trop grande partie de la population ne peut se permettre d'acheter des produits finis, tels que des voitures et des maisons, fabriqués à partir de ces matières premières. Les récents arrêts de production ont soudainement augmenté le nombre de personnes à faible revenu ou sans revenu, faisant baisser encore plus les prix des produits de base.

Si les ressources étaient plus abondantes et très peu coûteuses à produire, comme c'était le cas il y a 50 ou 70 ans, les salaires des travailleurs pourraient être beaucoup plus élevés, par rapport au coût des ressources. Les travailleurs des usines pourraient se permettre d'acheter des véhicules, par exemple, et contribuer ainsi à maintenir la demande d'automobiles à un niveau élevé. Si nous examinons la question de plus près, nous constatons que les ressources énergétiques de toutes sortes (énergie fossile, énergie nucléaire, biomasse brûlée et autres énergies renouvelables) doivent être extraordinairement bon marché et abondantes pour maintenir la croissance du système. Sans "excédent d'énergie" provenant de nombreuses sources, qui augmente avec la population, l'ensemble du système tend à s'effondrer.

Les gouvernements du monde entier ne peuvent pas imprimer les ressources. Ce qu'ils peuvent imprimer, c'est la dette. La dette peut être considérée comme une promesse de biens et de services futurs, qu'il soit raisonnable ou non de croire que ces biens et services futurs se matérialiseront réellement, compte tenu des contraintes en matière de ressources.

Nous constatons que l'utilisation des fermetures pour résoudre les problèmes de COVID-19 cause un énorme préjudice économique. Le coût de l'atténuation de ces dommages semble déraisonnablement élevé. Par exemple, aux États-Unis, des études sur les anticorps suggèrent qu'environ 5 % de la population a été infectée par COVID-19. Le nombre total de décès associés à ce niveau d'infection de 5 % est peut-être de 100 000, en supposant que le nombre de décès déclarés à ce jour (environ 80 000) doit être quelque peu augmenté, pour correspondre aux quelque 5 % de la population qui ont, consciemment ou non, déjà été infectés.

Si nous estimons que le nombre moyen d'années de vie perdues est de 13 ans par personne, alors le nombre total d'années de vie perdues serait d'environ 1 300 000. Si nous estimons que le Trésor américain a dû emprunter 3 000 milliards de dollars pour atténuer ces dommages, le coût par année de vie perdue est de 3 000 milliards de dollars divisés par 1,3 million, soit 2,3 millions de dollars par année de vie perdue. Ce montant est tout à fait absurde.

Il est clair que les États-Unis ne peuvent pas étendre cette approche, car la proportion de la population affectée par COVID-19 passe sans cesse de 5 % à quelque 70 ou 80 %, en l'absence de vaccin. Nous n'avons pas d'autre choix que d'utiliser une approche différente.

[5] COVID-19 aurait le moins d'impact sur l'économie mondiale si les gens pouvaient ne pas prêter attention à la pandémie et se contenter de la "laisser courir"[5]. Bien sûr, même sans tentatives d'atténuation, COVID-19 pourrait faire chuter l'économie mondiale, étant donné le niveau de détresse de l'économie actuelle et les arrêts de production subis jusqu'à présent.

La fermeture d'une économie a un impact négatif énorme sur cette économie car un grand nombre de travailleurs en bonne santé ne sont plus en mesure de fabriquer des biens et des services. En conséquence, ils n'ont plus de salaire, ce qui fait que leur "demande" diminue considérablement. Si l'économie connaissait déjà une crise d'accessibilité aux biens fabriqués à partir de matières premières, la fermeture de l'économie a tendance à aggraver considérablement cette crise d'accessibilité. Les prix des produits de base ont tendance à baisser encore plus qu'avant la crise.

En 1957-1958, la pandémie asiatique, qui a également débuté en Chine, a frappé le monde entier. Le nombre de décès a augmenté dans la fourchette de la pandémie actuelle, par rapport à la population. Le taux de mortalité mondial était estimé à 0,67 %. Ce chiffre n'est pas très différent du taux de mortalité de 0,61 % pour COVID-19, qui peut être calculé à partir de mon estimation ci-dessus (100 000 décès par rapport à 5 % de la population américaine de 330 millions d'habitants).

La pandémie de 1957-58 n'a pratiquement pas entraîné de fermeture aux États-Unis. Lorsque les médecins ou les infirmières sont tombés malades eux-mêmes, les services ont tout simplement été fermés. Les patients potentiels étaient priés de rester chez eux et de prendre de l'aspirine, à moins qu'un cas grave ne se déclare. Avec cette approche, les États-Unis ont encore été confrontés à une courte récession, mais l'économie a rapidement repris sa croissance. Les populations semblaient atteindre assez rapidement l'immunité collective.

Si le monde avait pu adopter une approche similaire cette fois-ci, l'économie aurait quand même subi des effets négatifs. Un petit pourcentage de la population serait mort. Certaines entreprises auraient peut-être dû être fermées pour une courte période alors que trop de travailleurs étaient malades. Mais l'énorme charge que représente la perte d'emplois pour une part importante de l'économie aurait pu être évitée. L'économie aurait eu au moins une petite chance de rebondir rapidement.

[6] Le virus à l'origine de COVID-19 ressemble beaucoup à un croisement de laboratoire entre le SRAS et le VIH, ce qui rend faible la probabilité d'un vaccin rapide.

En fait, le professeur Luc Montagnier, codécouvreur du virus du sida et prix Nobel de médecine, affirme que le nouveau coronavirus est le résultat d'une tentative de fabrication d'un vaccin contre le virus du sida. Il estime que la libération accidentelle de ce virus est à l'origine de la pandémie actuelle.

Si le COVID-19 était simplement un autre virus de la grippe, semblable à beaucoup de ceux que nous avons vus, alors obtenir un vaccin qui fonctionnerait passablement bien serait un exercice relativement facile. On peut raisonnablement s'attendre à ce qu'au moins un des essais de vaccin qui ont été lancés fonctionne, et une solution ne serait pas loin.

Malheureusement, le SRAS et le VIH sont assez différents des virus de la grippe. Nous n'avons jamais trouvé de vaccin pour l'un ou l'autre. Si une personne a déjà eu le SRAS une fois et qu'elle est ensuite exposée à une version légèrement mutée du SRAS, les symptômes de la seconde infection semblent être pires que ceux de la première. Cette caractéristique empêche de trouver un vaccin approprié. Nous ne savons pas si le virus à l'origine de la COVID-19 aura une caractéristique similaire.

Nous savons que des scientifiques d'un certain nombre de pays ont travaillé sur des expériences dites de "gain de fonction" avec des virus. Ces expériences très risquées visent à rendre les virus soit plus virulents, soit plus transmissibles, soit les deux. En fait, des expériences se déroulaient à Wuhan, dans deux laboratoires différents, avec des virus qui ne semblent pas trop différents du virus à l'origine de COVID-19.

Nous ne savons pas avec certitude s'il y a eu un accident qui a provoqué la libération d'un de ces virus à fonction gainée à Wuhan. Nous savons cependant que la Chine a mené de nombreuses activités de dissimulation pour dissuader les autres de découvrir ce qui s'est réellement passé à Wuhan.

Nous savons également que le Dr Fauci, un conseiller COVID-19 bien connu, a participé à cette activité de recherche chinoise. L'organisation de M. Fauci, l'Institut national des allergies et des maladies infectieuses, a financé en partie les expériences fonctionnelles sur les coronavirus des chauves-souris à Wuhan. Bien que l'intention de ces expériences semble avoir été pour le bien de l'humanité, il semblerait que le jugement du Dr Fauci ait erré dans le sens d'un risque trop important pour la population mondiale.

[7] Nous nous faisons probablement des illusions sur notre capacité à contenir le virus qui est à l'origine de COVID-19.

Nous apprenons peu à peu que le virus responsable de la COVID-19 se propage facilement, même par des personnes qui ne présentent aucun symptôme de la maladie. Le virus peut se propager sur de longues distances par l'air. Les tests visant à déterminer si une personne est malade ont tendance à produire beaucoup de faux négatifs ; de ce fait, il est pratiquement impossible de savoir si une personne en particulier est atteinte ou non de la maladie.

La Chine constate qu'elle ne peut pas vraiment contenir le virus qui cause le COVID-19. Un récent article du South China Morning Post indique qu'environ 14 millions de personnes doivent être testées dans la région de Wuhan dans les dix prochains jours pour essayer de contrôler une nouvelle épidémie du virus.

Il devient également évident que même en Chine, les mesures de verrouillage ont eu un impact très négatif sur l'économie. Selon le Wall Street Journal, les données économiques de la Chine indiquent qu'une reprise en forme de V est peu probable. Les chaînes d'approvisionnement ont été brisées ; les prix de gros des produits de base (à l'exclusion des denrées alimentaires) ont eu tendance à baisser. Le chômage est de plus en plus un problème.

[8] Si l'on considère le nombre de décès par million par pays, il est difficile de voir que les mesures de verrouillage sont très utiles pour réduire la propagation des maladies. Les masques semblent être plus bénéfiques.

Si nous comparons les taux de mortalité des pays d'Asie de l'Est portant des masques aux taux de mortalité ailleurs, nous constatons que les taux de mortalité dans les pays d'Asie de l'Est portant des masques sont considérablement plus faibles.

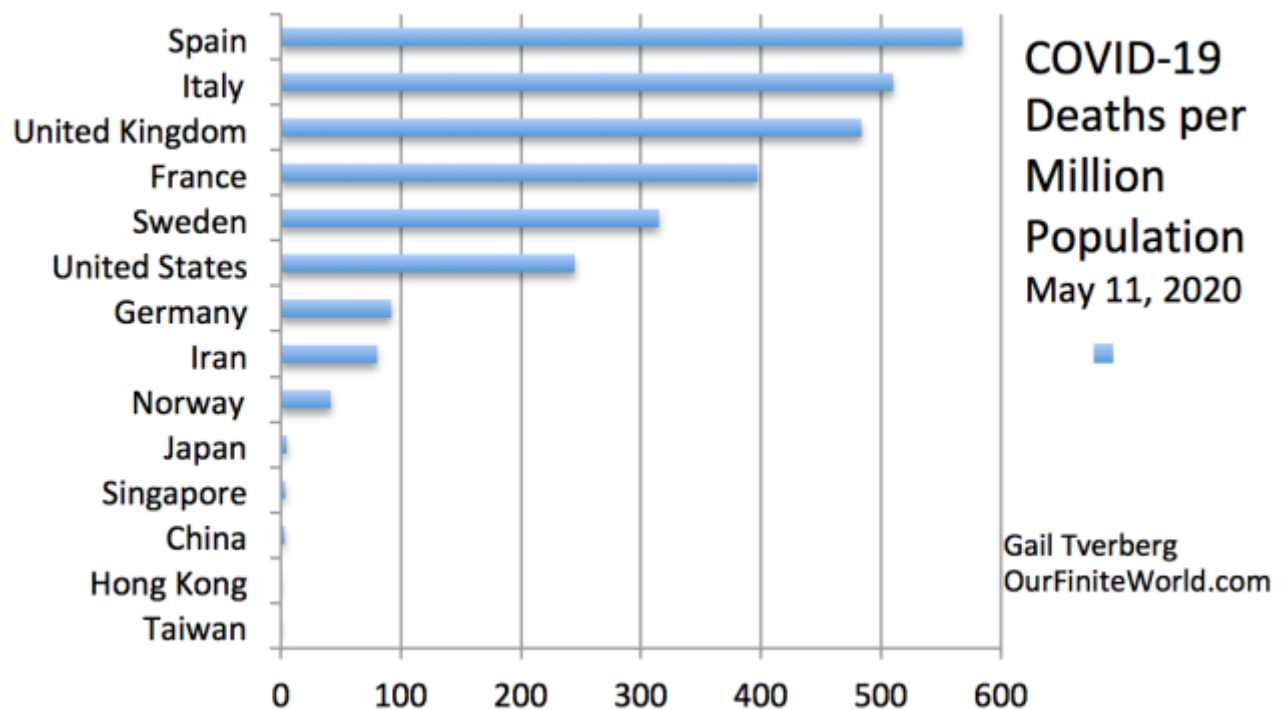


Figure 2. Taux de mortalité par million d'habitants de certains pays exposés à long terme au virus causant la COVID-19, sur la base des données de mortalité de Johns Hopkins au 11 mai 2020.

En regardant ce graphique, on se demande presque si les mesures de confinement sont une réponse aux demandes des citoyens de "faire quelque chose" en réponse à une augmentation déjà évidente du nombre de cas. Les pays connus pour leurs verrouillages sévères sont en haut du tableau, et non en bas.

En fait, un article académique de Thomas Meunier est intitulé "Les politiques de verrouillage total dans les pays d'Europe occidentale n'ont pas d'impact évident sur l'épidémie de COVID-19". Le résumé dit : "En comparant la trajectoire de l'épidémie avant et après le confinement, nous ne trouvons aucune preuve de discontinuité dans le taux de croissance, le temps de doublement et les tendances du nombre de reproduction. . . Nous montrons également que les pays voisins qui appliquent des mesures d'éloignement social moins restrictives (par opposition au confinement à domicile par la police) connaissent une évolution temporelle de l'épidémie très similaire".

Il me semble que les confinements ont été populaires auprès des gouvernements du monde entier pour toute une série de raisons qui ont peu à voir avec la propagation de COVID-19 :

- Les lockdowns donnent une excuse pour fermer les frontières aux visiteurs et aux marchandises venant de l'extérieur. C'était une direction dans laquelle de nombreux pays se dirigeaient déjà, dans une tentative d'augmenter les salaires des travailleurs locaux.
- Les lockdowns peuvent être utilisés pour cacher le fait que des usines doivent être fermées en raison de ruptures dans les lignes d'approvisionnement ailleurs dans le monde.
- De nombreux pays ont été confrontés à des protestations gouvernementales en raison des bas salaires par rapport aux prix des services de base. Les lockdowns ont tendance à maintenir les manifestants à l'intérieur.
- Les fermetures donnent l'impression de protéger les personnes âgées. Comme il y a beaucoup d'électeurs âgés, les politiciens doivent les courtiser.

[9] Une personne se demande si le Dr Fauci et les membres de l'Organisation mondiale de la santé sont influencés par les souhaits des fabricants de vaccins et des grandes entreprises pharmaceutiques.

La recommandation d'essayer d'"aplatir la courbe" est, en partie, une tentative de donner aux fabricants de vaccins et aux sociétés pharmaceutiques plus de temps pour travailler sur leurs produits. Est-ce vraiment la meilleure recommandation ? Je suis peut-être trop soupçonneux, mais nous avons récemment été confrontés à une épidémie d'opiacés qui a été encouragée par les fabricants d'Oxycontin et d'autres opioïdes. Nous n'avons pas besoin d'une autre expérience similaire, cette fois-ci parrainée par les fabricants de vaccins et d'autres produits pharmaceutiques.

La tentation des chercheurs est de choisir les solutions qui seraient les meilleures du point de vue de leurs propres intérêts commerciaux. Si un chercheur tire une grande partie de son financement des vaccins et des grands intérêts pharmaceutiques, la tentation sera de "pousser" les solutions qui sont bénéfiques pour ces intérêts. Dans certains cas, les chercheurs peuvent faire breveter des approches, même lorsque la recherche est financée par des subventions gouvernementales. Dans ce cas, ils peuvent bénéficier directement d'un nouveau vaccin ou d'un nouveau médicament.

Lorsque des solutions potentielles sont discutées par le Dr Fauci et l'Organisation mondiale de la santé, personne n'évoque l'amélioration de l'immunité des personnes afin qu'elles puissent mieux lutter contre le nouveau coronavirus. Rares sont ceux qui évoquent les masques. Au lieu de cela, on nous met en garde contre une "ouverture trop précoce". D'une certaine manière, cela ressemble à : "Laissez-nous beaucoup de clients qui pourraient être prêts à payer un prix élevé pour notre vaccin".

[10] La combinaison de (a) l'activité du virus et (b) nos réactions au virus peut se traduire par une démolition lente et contrôlée de l'économie mondiale.

Je pense que ce que nous vivons ressemble un peu à un boulon à bascule qui tourne et tourne, qui descend le long d'une vis. Lorsque le boulon à bascule se déplace, je l'imagine comme étant similaire au virus et à nos réactions aux virus qui frappent différentes parties de l'économie mondiale.



Figure 3. Image de la façon dont l'auteur voit COVID-19 comme pouvant frapper l'économie plusieurs fois, de multiples façons, alors que son impact continue à se faire sentir dans différentes parties du monde.

Si nous regardons en arrière, le virus et les réactions au virus ont d'abord frappé la Chine. La reprise en Chine est lente, en partie à cause de la réduction de la demande extérieure maintenant que le virus frappe d'autres parties du monde. En fait, de nouveaux licenciements ont eu lieu après la fin des fermetures chinoises, car il est

alors apparu clairement que certains employeurs devaient réduire en permanence leurs activités pour répondre à la nouvelle baisse de la demande de leur produit.

Les prix des produits de base, y compris du pétrole, sont maintenant déprimés en raison de la faiblesse de la demande mondiale. On peut s'attendre à ce que ces bas prix entraînent progressivement la fermeture des puits et des mines qui extraient ces produits. Les centres de traitement fermeront également, ce qui rendra ces produits moins disponibles même si la demande augmente temporairement.

Comme un pays est frappé par des maladies et/ou des fermetures, on peut s'attendre à ce que les lignes d'approvisionnement pour la fabrication dans le monde entier soient perturbées. Cela entraînera d'autres fermetures d'entreprises, dont certaines seront permanentes. Les défauts de paiement ont tendance à se produire au fur et à mesure que les entreprises ferment et que des licenciements ont lieu.

Avec tous ces licenciements, les gouvernements constateront que leurs recettes fiscales sont moins élevées. On peut s'attendre à ce que les problèmes de financement public qui en résultent entraînent de nouvelles séries de licenciements.

On peut s'attendre à ce que les catastrophes naturelles telles que les ouragans, les tornades, les inondations, les tremblements de terre et les incendies de forêt continuent à se produire. Les exigences de distanciation sociale, l'insuffisance des recettes fiscales et la rupture des lignes d'approvisionnement rendront l'atténuation de toutes ces catastrophes plus difficiles. Les lignes électriques qui tombent risquent de rester coupées en permanence ; les ponts endommagés risquent de ne jamais être réparés.

Dans un premier temps, on peut s'attendre à ce que les pays riches tentent d'aider le plus grand nombre possible de travailleurs licenciés en leur accordant des prêts et des allocations temporaires. Mais, après quelques mois, même avec cette approche, de nombreux citoyens et entreprises ne seront probablement pas en mesure de payer leur loyer. On peut s'attendre à ce que les taux de défaut de paiement des prêts immobiliers et des prêts automobiles augmentent pour une raison similaire.

On peut s'attendre à voir se succéder les faillites d'entreprises et les licenciements d'employés. Les systèmes financiers seront de plus en plus sollicités. Les retraites risquent de faire défaut. Les taux de mortalité vont augmenter, en partie à cause des épidémies de toutes sortes et en partie à cause des problèmes croissants de famine. En fait, dans certains pays pauvres, les citoyens à faible revenu ont déjà du mal à se procurer une alimentation suffisante. À terme, nous pouvons nous attendre à l'effondrement des gouvernements (semblable à celui du gouvernement central de l'Union soviétique) et au renversement des gouvernements.

À plus long terme, une fois cette démolition terminée, il se peut qu'il reste des morceaux d'économie. Ces nouvelles économies seront toutefois beaucoup plus petites et moins dépendantes les unes des autres. Les monnaies seront probablement moins interchangeables. Les personnes restantes devront apprendre à se débrouiller avec beaucoup moins de biens que ceux qui sont disponibles aujourd'hui. Ce sera un monde très différent.

Taux de déclin des champs de pétrole géants et pic pétrolier

Alice Friedemann Posté le 16 mai 2020 par energyskeptic

Préface. Sur les quelque 47 500 compagnies pétrolières dans le monde, 507 d'entre elles, soit environ 1 %, sont des géants du pétrole qui détiennent près des deux tiers de tout le pétrole qui a été ou sera jamais produit, les

100 plus grands géants, les "éléphants", fournissant près de la moitié de tout le pétrole aujourd'hui. Depuis les années 1960, le monde a consommé plus de pétrole que ce qui a été découvert, et la taille moyenne du nouveau pétrole a diminué, nous laissant fortement dépendants du pétrole géant original découvert il y a plus de 50 ans (Alekklett et al. 2012).

Étant donné que les géants du pétrole dominent la production de pétrole, le rythme auquel ils déclinent est un bon indicateur des taux de déclin futurs du monde. En 2007, les 261 géants ayant dépassé leur phase de plateau déclinaient à un taux moyen de 6 % par an. Leur taux de déclin continuera à augmenter de 0,15 % par an, pour atteindre 6,15, 6,3, 6,45 %, etc. D'ici 2030, ces géants, et les autres géants qui les rejoindront, déclineront à un taux moyen de plus de 9 % par an (Hook 2009 ; AIE 2010).

Tôt ou tard, ce calcul dicte des pénuries d'approvisionnement. Hallock et al. (2014). Lorsque les taux de déclin sont de 6 % et plus, il ne faudra que 16 ans pour avoir seulement 10 % du pétrole qui existait au pic de production.

Il semble que le pic mondial de production de pétrole brut ait eu lieu en novembre 2018 (voir le tableau 1 de la question "Will covid-19 delay peak oil ?") Il ne faudra pas longtemps pour atteindre plus de 6 %. C'est une excellente nouvelle pour le changement climatique, car le charbon et le gaz naturel sont également au plus haut. Il est donc possible que le CO2 soit inférieur à 400 ppm d'ici 2100, car les océans et les terres absorbent des quantités de CO2 toujours plus faibles.

Extraits de : Hook, M., Hirsch, R., Alekklett, K. Juin 2009. Taux de déclin des champs pétroliers géants et leur influence sur la production pétrolière mondiale. Politique énergétique 37(6) : 2262-2272

Tendances futures des taux de déclin des champs pétrolifères géants

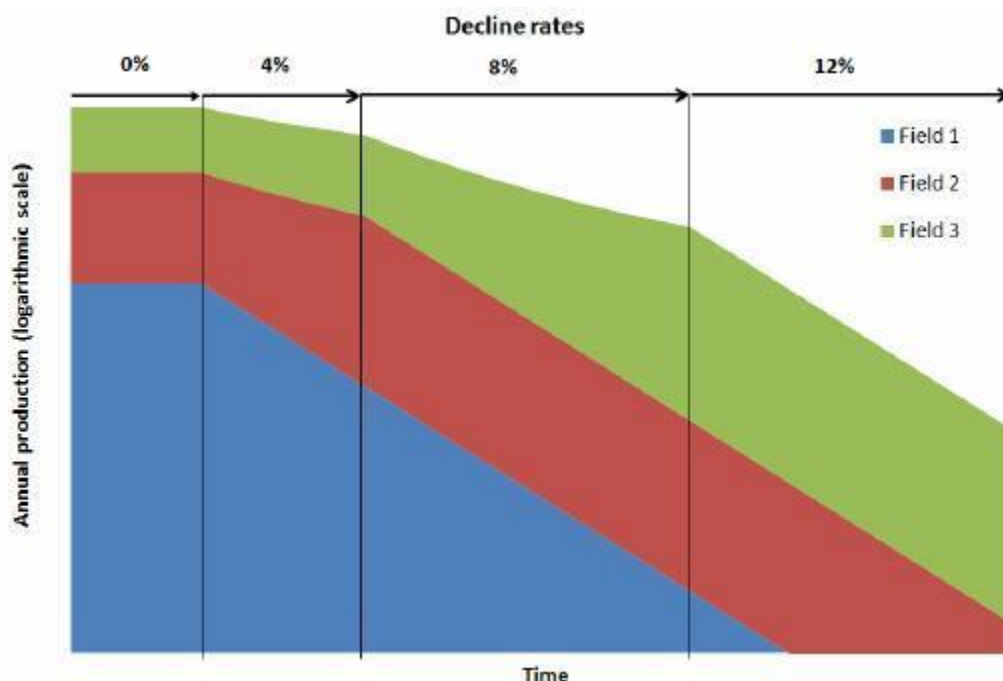


Figure 7. Le taux de déclin de la production pétrolière existante au sein de la production pétrolière mondiale totale augmentera avec le temps. Cela s'explique par le fait que de plus en plus de champs déclinent au fil du

temps. À titre d'illustration, considérons trois champs pétrolifères identiques qui commencent à décliner à trois moments différents, chacun avec un taux de déclin de 12 %, similaire à la moyenne de 13 % que l'on trouve typiquement en Norvège. Dans cet exemple, le taux de déclin global commence à zéro et augmente progressivement.

L'analyse de notre ensemble de données sur les 331 champs géants remontant dans le temps a montré que le taux de déclin moyen mondial était proche de 0 % jusqu'en 1960 environ, lorsque le déclin global a commencé à augmenter, alors que de plus en plus de champs pétroliers géants quittaient la phase de plateau. Par la suite, la production des nouveaux géants n'a pas réussi à compenser le déclin de la production des géants existants. Le taux moyen de déclin des champs pétrolifères géants s'est avéré augmenter d'environ 0,15 % par an. En extrapolant la tendance 1960-2005, on obtient un taux de déclin moyen de près de 10 % d'ici 2030 (figure 10). Cette tendance des gisements géants devrait avoir une forte influence sur le futur taux de déclin mondial de la production de pétrole.

En 2030, le taux de déclin des pays hors OPEP devrait être de 11 %, celui des pays de l'OPEP de 8 % seulement, pour des raisons expliquées plus en détail ci-dessous.

Le taux de déclin pondéré par la production se comporte quelque peu différemment, surtout depuis 1985, par rapport au taux de déclin moyen. **Ce changement s'explique par l'introduction de nouvelles technologies, notamment les techniques de forage et de fracturation horizontales, dans de nombreux grands gisements de l'ex-Union soviétique et du Moyen-Orient. Grâce aux nouvelles technologies, il a été possible de stopper le déclin de nombreux géants et de maintenir la production stable pendant un certain temps. À terme, la moyenne et les baisses pondérées de la production doivent se succéder. On ne peut pas s'attendre à ce que le déclin pondéré de la production, actuellement stable, se poursuive longtemps dans l'avenir, une fois que les champs améliorés par la technologie auront atteint le début final du déclin.** Le monde a eu un faux sentiment de sécurité, créé temporairement par le retard dans l'introduction de technologies dans des domaines sous-développés.

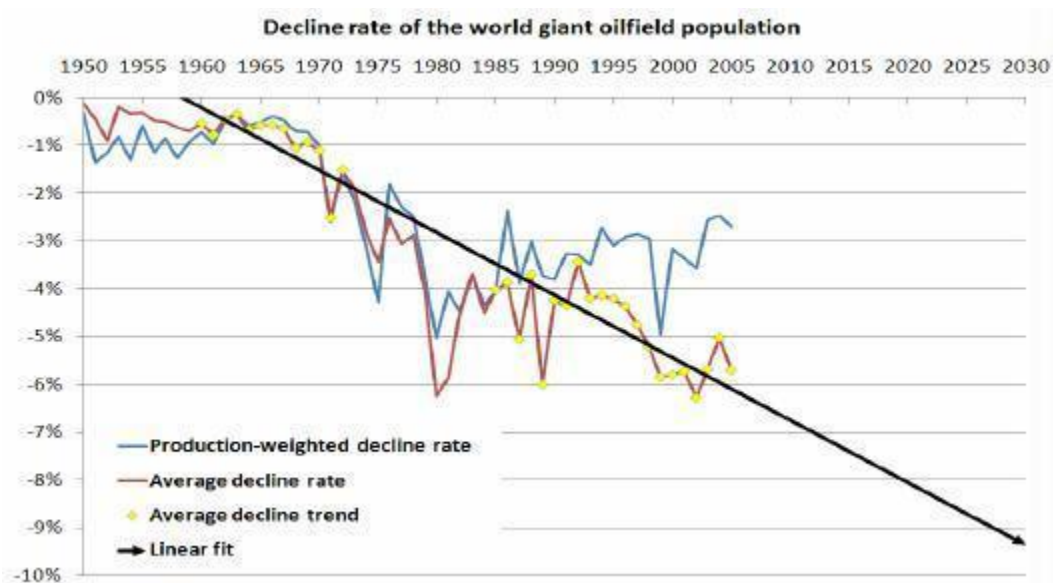


Figure 10 : Le taux de déclin des champs pétroliers géants du monde. La tendance à l'augmentation du taux de déclin moyen est très claire et s'explique par la diminution constante des volumes de nouveaux gisements découverts et par le déclin de la production des nouveaux champs géants. La période 1973-1982 n'a pas été prise en compte car la production a été délibérément réduite pendant cette période par l'OPEP. La divergence

entre les deux taux de déclin après 1985 est due à l'introduction de nouvelles technologies et à la renaissance de champs géants, principalement au Moyen-Orient et en Russie.

À l'avenir, plus le nombre de champs géants en déclin augmentera, plus les taux de déclin moyens de tous les géants augmenteront. Depuis les années 1970, la part des champs pétrolifères géants en déclin a augmenté, ce qui montre la maturité globale et le manque de nouveaux champs mis en production. De nombreux géants ont été en production pendant de nombreuses décennies sans atteindre le début du déclin, mais tôt ou tard ils finiront par le faire. **D'ici 2030, on peut s'attendre à ce que 80 % de la production totale des champs pétroliers géants proviennent de champs en déclin, si l'on extrapole la tendance depuis 1985.** Cette part pourrait être encore plus élevée lorsque d'importants "super-géants" de l'OPEP, tels que Ghawar ou Safaniyah, quitteront la phase de plateau dans les années à venir.

Les plus importants contributeurs à la production totale de pétrole dans le monde sont les champs pétrolifères géants. En utilisant une base de données complète sur la production des champs pétroliers géants, on estime les taux moyens de déclin des champs pétroliers géants du monde. Il était nécessaire de séparer les sous-classes, car il existe de grandes différences entre les champs terrestres et offshore, ainsi qu'entre les champs non OPEP et OPEP. L'évolution des taux de déclin au cours des dernières décennies tient compte de l'impact des nouvelles technologies et techniques de production et montre clairement que le taux de déclin moyen des différents champs géants augmente avec le temps. Ces facteurs ont des implications importantes pour l'avenir, puisque les plus importants gisements de base de la production pétrolière mondiale - les champs géants - déclineront plus rapidement à l'avenir, selon nos conclusions. Notre conclusion est que le monde est confronté à un défi croissant en matière d'approvisionnement en pétrole, car le déclin de la production existante est non seulement élevé aujourd'hui, mais s'accroîtra à l'avenir.

Il est bien connu que la production de nombreux champs pétrolifères dans le monde entier est en déclin et que de plus en plus de champs se transforment en déclin chaque année. Vers le milieu de l'année 2004, la production mondiale totale de pétrole a cessé d'augmenter. Au lieu de cela, la nouvelle production n'a réussi qu'à maintenir la production mondiale de pétrole à un niveau relativement stable (figure 1).

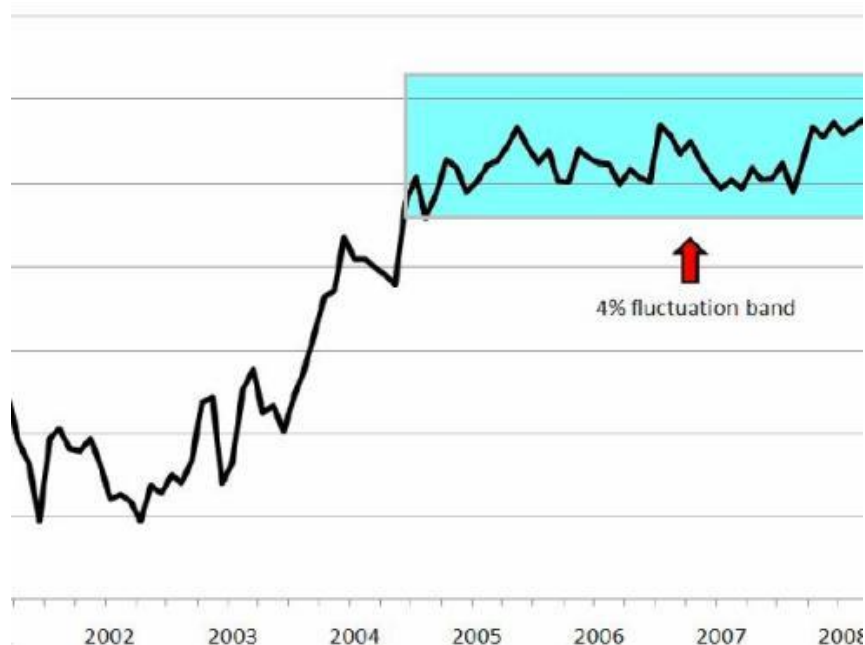


Figure 1 : Production mondiale de combustibles liquides de janvier 2001 à novembre 2008. Depuis la mi-2004, la production est restée dans une marge de fluctuation de 4 %, ce qui indique que la nouvelle production n'a pu que compenser le déclin de la production existante. Source : EIA (2009)

Une analyse récente de Cambridge Energy Research Associates a estimé que la baisse pondérée de la production de tous les champs pétroliers mondiaux existants était d'environ 4,5 % en 2006 (CERA, 2007), ce qui est conforme à la fourchette de 4 à 6 % estimée par ExxonMobil (2004). Toutefois, Andrew Gould, PDG de Schlumberger, a déclaré qu'un taux de déclin moyen précis est difficile à estimer, mais qu'un chiffre global de 8 % n'est pas une hypothèse déraisonnable (Schlumberger, 2005). T. Boone Pickens (2008), est d'accord avec Gould lors d'un récent témoignage devant la commission du Sénat américain sur l'énergie et les ressources naturelles. Duroc-Danner (2009) donne un taux de déclin moyen combiné pour le pétrole et le gaz aujourd'hui d'environ 6 %. L'Agence internationale de l'énergie (AIE) est arrivée à la conclusion que le taux de déclin moyen pondéré de la production mondiale était de 6,7 % pour les champs en période post-crête (AIE, 2008), ce qui signifie que le taux de déclin global serait moindre, puisque de nombreux champs ne sont pas encore en déclin.

Les champs pétroliers géants sont les plus grands du monde. Il y a deux façons de définir un champ pétrolier géant. La première est basée sur les ressources ultimes récupérables (URR), et la seconde est basée sur le niveau maximum de production de pétrole. La définition des URR considère que les géants ont plus de 0,5 Go de ressources ultimement récupérables.

La définition de la production suppose une production de plus de 100 000 barils par jour (b/j) pendant plus d'un an (Simmons, 2002). Dans cette analyse, nous considérons les champs de pétrole conventionnel du monde entier, quel que soit leur emplacement, par exemple en eau peu profonde ou en eau profonde, dans l'Arctique, etc. Les champs pétrolifères conventionnels font référence aux réservoirs qui permettent principalement de récupérer le pétrole sous la forme d'un liquide à écoulement libre de couleur sombre à claire (Speight, 2007). Par conséquent, les pétroles bruts plus lourds qui nécessitent des méthodes de production spéciales sont exclus.

En utilisant notre définition des champs pétrolifères géants, nous constatons qu'environ 500 (environ 1% du nombre total de champs pétrolifères mondiaux) sont classés comme géants. Leur contribution à la production mondiale de pétrole était supérieure à 60 % en 2005, les 20 plus grands champs représentant à eux seuls près de 25 % (figure 2). Les champs géants représentent environ 65 % des ressources pétrolières conventionnelles mondiales récupérables à terme (Robelius, 2007). De nombreuses études ont souligné l'importance des champs pétroliers géants, par exemple Campbell (1991), Hirsch (2008), Meng et Bentley (2008).

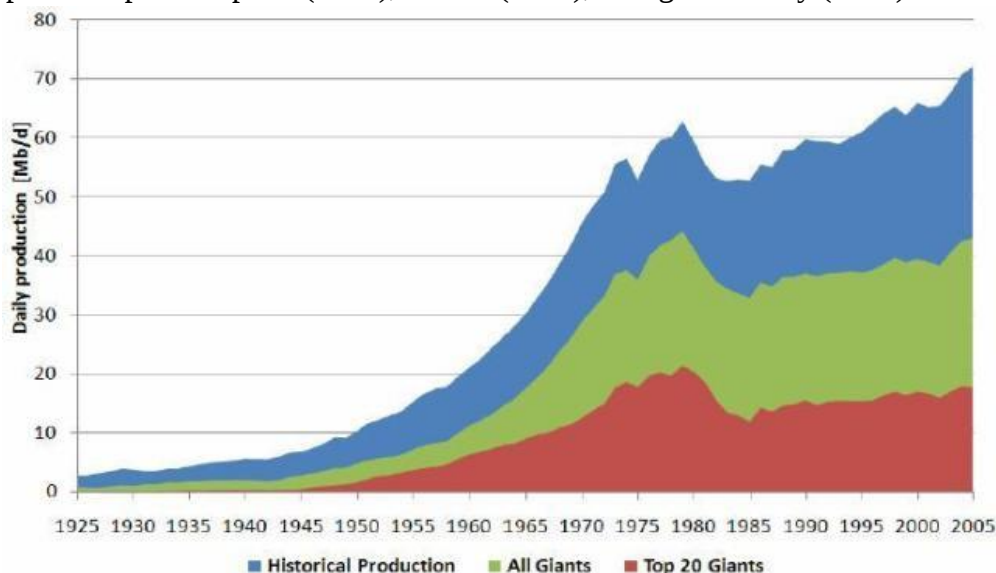


Figure 2 : Production mondiale de pétrole brut de 1925 à 2005. La domination des champs pétrolifères géants est clairement visible. Modifié d'après Robelius (2007)

La production globale des champs géants est en déclin, car la majorité des plus grands champs géants ont plus de 50 ans, et de moins en moins de nouveaux géants ont été découverts depuis la décennie des années 1960 (figure 3). La contribution moyenne d'un gisement pétrolier géant individuel à la production mondiale est inférieure à 1 %. Ainsi, à quelques exceptions près, par exemple Ghawar, la contribution d'un seul gisement est généralement faible par rapport au total. Sur cette base, notre approche consiste à estimer les comportements collectifs.

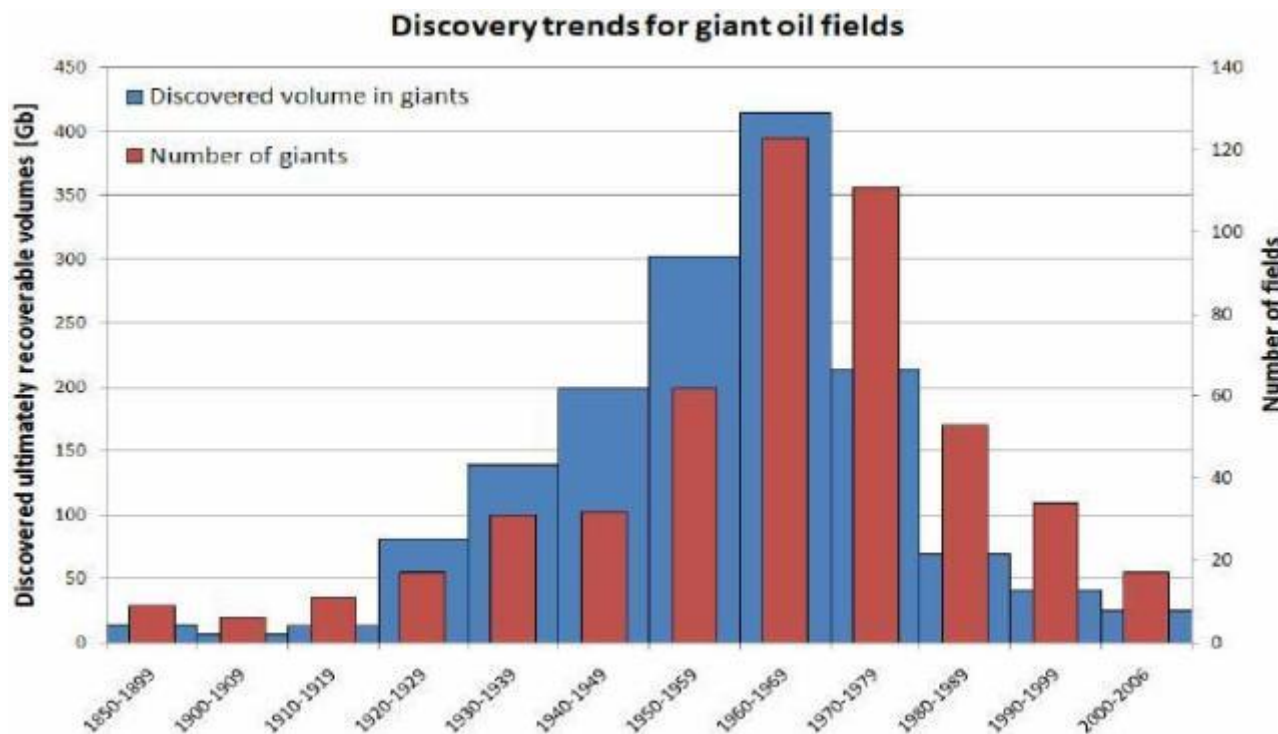


Figure 3 : Tendances des découvertes de champs pétroliers géants en nombre et en volume annuel découverts, sur la base des valeurs les plus optimistes et rétroactives des URR. Modifié d'après Robelius (2007)

Les champs dont la production est supérieure à 100 000 b/j ont été inclus dans notre analyse, mais ils ne représentent que 20 champs dans notre total. Les profils de production des champs géants présentent généralement une longue phase de plateau, plutôt que le "pic" brutal souvent observé dans les champs plus petits. La fin de la phase de plateau est le point où la production entre dans la phase de déclin. Nous avons adopté la fin du plateau comme le point où la production laisse durablement une marge de fluctuation de 4 %.

Les champs dont la production est supérieure à 100 000 b/j ont été inclus dans notre analyse, mais ils ne représentent que 20 champs dans notre total. Les profils de production des champs géants présentent généralement une longue phase de plateau, plutôt que le "pic" brutal souvent observé dans les champs plus petits. La fin de la phase de plateau est le point où la production entre dans la phase de déclin. Nous avons adopté la fin du plateau comme le point où la production laisse durablement une marge de fluctuation de 4 %.

Chaque champ est supposé avoir un taux de déclin constant, et la production d'un champ pétrolier individuel fluctue autour d'une certaine valeur moyenne dans le temps. Les figures 4 et 5 illustrent la concordance entre cette approximation et la production réelle dans quelques cas.

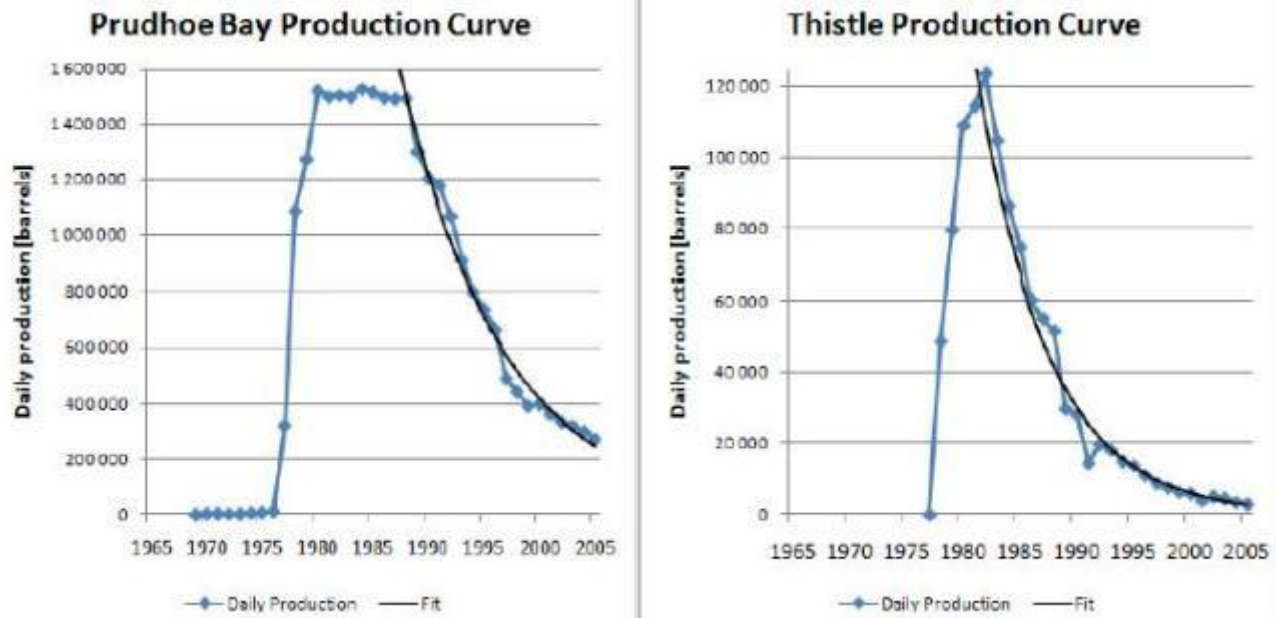


Figure 4 : Les courbes de production du géant américain Prudhoe Bay, basé à terre, et du champ offshore géant Thistle, au Royaume-Uni. Le taux de déclin moyen approximativement exponentiel est clairement visible dans ces deux champs bien exploités.

Dans certains cas, les guerres, le sabotage et les fermetures pour raisons politiques sont évidents, ce qui rend ces champs plus difficiles à décrire de manière simple. De nombreux champs de l'OPEP ont été sur un plateau pendant très longtemps, et certains ont même été mis en réserve pendant diverses périodes. Les champs non conformes, tels que Eldfisk, Ekofisk et certains champs du Nigeria, ont été traités séparément, et les perturbations de la production telles que les attaques de la guérilla ou les accidents ont été ignorées (figure 5 non représentée).

Les courbes de déclin peuvent être rendues beaucoup plus détaillées et compliquées (hyperbolique, etc.), de sorte que le modèle exponentiel simple utilisé ici doit être considéré comme un modèle simplifié pour les perspectives futures. L'un des inconvénients de la courbe de déclin exponentiel est qu'elle tend à sous-estimer la production de queue, qui s'aplatit généralement en un déclin harmonique. Cependant, les niveaux de production loin dans la région de la queue sont généralement très faibles par rapport au niveau du plateau, de sorte que cette approximation est un problème mineur pour le modèle. À court et moyen terme, la courbe de déclin exponentiel est un outil approprié pour des perspectives réalistes.

Certains champs peuvent également présenter un comportement complexe avec plusieurs phases de déclin exponentiel ou même des effondrements de production, où le déclin peut être doublé dans la phase finale de la vie du champ. Dans d'autres cas, l'introduction de nouvelles technologies peut relancer le champ et amortir temporairement le déclin de manière significative. **C'est le cas de certains champs russes, qui ont été retravaillés après la chute de l'Union soviétique. Toutefois, Höök et al. (2009) ont constaté que de tels événements sont susceptibles d'entraîner des taux de déclin plus élevés par la suite, compensant ainsi la diminution temporelle du taux de déclin.**

Taux de déclin moyen

La base de données des champs géants d'Uppsala comprend 331 champs pétroliers géants dont le TUR combiné est estimé à plus de 1130 Gb, selon les estimations adoptées par Robelius (2007). 214 champs sont terrestres (environ 65 % du total), tandis que 117 sont des installations offshore (environ 35 %). Pour calculer le taux de

déclin des géants qui étaient en déclin à la fin de 2005, nous n'avons pris en compte que les 261 champs classés comme post-plateau et en déclin. Parmi ceux-ci, 170 étaient terrestres et 91 offshore. L'AIE (2008) donne un facteur d'épuisement moyen, défini comme la production cumulative divisée par les réserves initiales de 2P, de 48% pour leurs super-géantes et géantes. Høök et al. (2009) ont constaté que la plupart des champs géants quittent la phase de plateau et atteignent le début du déclin lorsqu'environ 40 % de la RUR a été produite, et combiné au facteur d'appauvrissement moyen de l'AIE, il n'est pas surprenant que la majorité des champs soient classés comme étant en déclin.

Le taux de déclin annuel moyen des champs pétroliers géants du monde est estimé à environ -6,5 %, ce qui est conforme au taux de déclin moyen observé dans le monde de -6,5 % et au taux de déclin annuel moyen pondéré de la production de -5,8 % obtenu par l'AIE (2008). L'accord avec le taux de déclin annuel de 5,8 %, pondéré en fonction de la production, pour les grands champs, obtenu par la CERA (2007) est bon.

Taux de déclin des champs terrestres par rapport aux champs offshore Giant

- 170 terres :moyenne -4,9% médiane -4,4% pondération de la production -3,9%.
- 91 offshore : moyenne -9,4% médiane -9% pondération de la production -9,7%.

Le déclin des champs terrestres est beaucoup plus lent que celui des champs offshore, comme prévu et en accord avec l'AIE (2008) et la CERA (2007). Cette différence s'explique généralement par les capacités de production plus élevées intégrées dans les installations offshore afin de rembourser les investissements coûteux le plus rapidement possible. En outre, un nombre important de champs terrestres ont commencé à décliner bien avant l'introduction de techniques de production modernes telles que l'injection d'eau et d'autres méthodes de gestion de la pression. En comparaison, il n'y avait pratiquement pas de champs offshore en eaux profondes avant 1970. Le groupe offshore peut encore être divisé en champs de plateau et en champs en eaux profondes, où les champs en eaux profondes ont tendance à décliner plus rapidement et les champs de plateau un peu plus lentement.

Taux de déclin des champs géants de l'OPEP par rapport aux champs non OPEP

Domaines de l'OPEP

- 97 tous : moyenne -4,8% médiane -4,1% pondéré par la production -3,4%.
- 73 terres : moyenne -3,8% médiane -3,8% pondéré par la production -2,8%.
- 24 offshore : moyenne -7,7% médiane -6,1% pondéré par la production -7,5%.

Champs NON-OPEP

- 164 tous : moyenne -7,5% médiane -6,3% pondéré par la production -7,1%
- 97 terres : moyenne -5,7% médiane -4,7% pondéré par la production -5,2%.
- 67 offshore : moyenne -10% médiane -9,4% pondéré par la production -10,3%.

Le déclin moyen de tous les champs géants hors OPEP est supérieur à 7 %, ce qui indique que la production hors OPEP baisse relativement rapidement.

Le système de quotas de l'OPEP semble avoir été assez efficace pour modérer la production et maintenir la longévité des gisements, au lieu d'extraire le pétrole rapidement avec un taux de déclin élevé.

La plupart des faibles taux de déclin se retrouvent dans les champs américains qui ont atteint leur maximum avant les années 1970. En fait, la plupart des terres hors OPEP sont dominées par les champs géants américains. Le groupe offshore hors OPEP est dominé par les champs géants de la mer du Nord. De nombreux gisements, géants ou plus petits, de la mer du Nord présentent un taux de déclin élevé, par exemple en Norvège et au Royaume-Uni (Zittel, 2001 ; Höök et Aleklett, 2008).

Par rapport au groupe non-OPEP, le groupe OPEP affiche généralement des taux de déclin plus faibles. Un détail assez intrigant est que les champs de l'OPEP ont tendance à sortir de la phase de plateau avec un pourcentage plus faible de leurs volumes d'URR. Cela explique le taux de déclin plus faible. Au lieu d'un plateau prolongé, une phase de déclin plus longue avec une diminution annuelle moindre a généralement été privilégiée comme stratégie de production par rapport aux pays non membres de l'OPEP. Ce point est examiné plus en détail dans une autre étude (Höök et al, 2009). Une autre explication est que les estimations des URR de l'OPEP sont exagérées, comme le prétend l'ancien vice-président d'Aramco, Sadad al Hussein (2007).

Évolution du taux de déclin dans le temps

Il est utile de considérer l'évolution historique des taux de déclin des champs, car de nombreux champs géants sont anciens et sont passés en déclin avant qu'une grande partie de la technologie moderne des champs pétrolifères ne soit développée et mise en œuvre. L'année où les champs ont quitté le plateau de production a été utilisée pour former des sous-groupes. Par exemple, si un champ a commencé à décliner en 1950-1959, il est inclus dans le groupe des années 1950, etc. Nous pensons que l'année du début du déclin de la production est plus importante car elle reflète mieux les impacts de l'amélioration de la technologie et des stratégies de production alternatives.

D'après ces données, il est évident que les taux moyens de déclin des champs pétroliers géants en tant que groupe augmentent avec le temps, même si les taux de déclin des champs individuels sont essentiellement constants une fois qu'un champ a atteint le début du déclin.

Une conclusion importante est que des taux de déclin plus élevés doivent être appliqués aux champs géants qui entrent en déclin à l'avenir. Les niveaux de plateau prolongés et l'épuisement accru rendus possibles par une technologie nouvelle et améliorée se traduisent par des taux de déclin généralement plus élevés.

Des études de cas détaillées sur les champs pétrolifères géants suggèrent que la technologie peut prolonger la phase de plateau, mais au détriment de déclin plus prononcés dans les années ultérieures (Gowdy et Juliá, 2007). Nos résultats vérifient leur conclusion.

Étant donné qu'un grand nombre de géants importants sont soumis à des méthodes de production améliorées, telles que l'injection d'eau, l'injection de gaz, la fracturation ou d'autres mesures, il est raisonnable de s'attendre à des déclin relativement plus importants après que ces champs aient quitté leur phase de plateau.

On trouvera dans Babadagli (2007) une discussion approfondie sur le développement des champs pétrolifères arrivés à maturité et quelques exemples d'utilisation de champs géants. L'effondrement de la production du champ de Cantarell au Mexique, qui a été largement soumis à des technologies visant à augmenter la production, signifie que le champ a décliné encore plus rapidement que les scénarios pessimistes du gouvernement (Luhnow, 2007).

Pour tous les champs offshore, une tendance claire vers des taux de déclin plus élevés au fil du temps a été constatée. Pour tous les champs terrestres, la tendance n'est pas aussi claire, mais elle est similaire sur le plan de la direction. La séparation des champs de l'OPEP et des champs hors OPEP révèle des différences plus importantes. Les données pour la décennie des années 2000 sont limitées car les données sur les champs en déclin étaient moins nombreuses à la fin de 2005.

Le groupe des terres hors OPEP montre une tendance à des taux de déclin un peu plus élevés. La tendance à la hausse du taux de déclin des champs pétroliers géants offshore hors OPEP est beaucoup plus claire. Les tendances pour les champs terrestres s'écartent dans les années 1970 et 1980, ce qui est probablement dû aux deux crises pétrolières qui se sont produites au cours de ces décennies. Pour le groupe de l'OPEP, on observe une tendance à des taux de déclin plus faibles qui peut s'expliquer par le fait que les champs ont été retirés de leur phase de plateau pour des raisons politiques, ce qui a entraîné des taux de déclin moins élevés par la suite.

LAND	Decade	# fields	Mean %	Median %	Prd weight %
OPEC	pre 1960	10	-4.3	-4.7	-4
non-OPEC	pre 1960	13	-4.2	-3.8	-4.3
OPEC	1960	8	-4.9	-5.5	-5.9
non-OPEC	1960	10	-5.3	-5.4	-6
OPEC	1970	36	-2.9	-3	-2.2
non-OPEC	1970	36	-5.5	-4.7	-4.9
OPEC	1980	5	-2.8	-3	-1.9
non-OPEC	1980	20	-4.8	-4.1	-4.6
OPEC	1990	12	-5.1	-5.1	-4
non-OPEC	1990	16	-8.2	-6.3	-6.5
OPEC	2000	2	-9.8	-9.8	-10.2
non-OPEC	2000	2	-11.5	-11.5	-9.9

Offshore	Decade	# fields	Mean %	Median %	Prd weight %
OPEC	pre 1960	0	–	–	
non-OPEC	pre 1960	0	–	–	–
OPEC	1960	0	–	–	–
non-OPEC	1960	2	-2.8	-2.8	-3.7
OPEC	1970	7	-4.7	-3.9	-4.3
non-OPEC	1970	10	-6.8	-6.5	-7.9
OPEC	1980	3	-5.2	-6.3	-6.2
non-OPEC	1980	13	-8.5	-7.5	-9.3
OPEC	1990	12	-8.2	-7	-7.9
non-OPEC	1990	24	-11.5	-12.1	-11.5
OPEC	2000	2	-19.6	-19.6	-20.8
non-OPEC	2000	18	-11.7	-11.8	-10.3

Production mondiale future

Sans de bonnes données sur une grande partie des champs pétrolifères du monde, il est impossible d'établir une estimation précise de la production pétrolière mondiale future. Bien qu'il existe diverses bases de données, toutes contiennent des approximations et des estimations, de sorte qu'aucune n'est totalement définitive. Néanmoins, un certain nombre de facteurs peuvent fournir des indications sur ce qui pourrait évoluer. Tout d'abord, les champs pétrolifères géants du monde sont les principaux contributeurs à la production mondiale totale de pétrole. Deuxièmement, on constate que le déclin des petits gisements est égal ou supérieur à celui des géants (voir par exemple AIE, 2008 ; CERA, 2007). Une étude détaillée des champs norvégiens a montré que les géants ont décliné en moyenne de 13 %, tandis que les petits champs, le condensat et les LGN ont décliné de 20 % ou plus (Höök et Aleklett, 2008).

Un petit champ nécessite moins de puits pour se développer pleinement ; il est donc plus facilement épuisable. Un grand champ nécessite beaucoup plus de puits, souvent très séparés, et s'épuise donc généralement plus lentement. Il a été démontré qu'il existe une forte corrélation entre les taux d'épuisement élevés, qui sont courants dans les petits champs, et les taux de déclin élevés (Höök et al., 2009). Ainsi, les taux de déclin des champs pétroliers géants sont utiles pour estimer le déclin mondial moyen probable. En conséquence, nous pensons que le déclin de la production existante, tant pour les géants que pour les autres champs, sera d'au moins 6,5 % ou 5,5 % si on le pondère en fonction de la production.

Les conclusions de Höök et al. (2009) indiquent que les taux de déclin ne sont significatifs que dans le premier chiffre. Par conséquent, nous utilisons 6 % pour nos perspectives de production afin de refléter l'incertitude. À

titre de comparaison, dans une étude champ par champ de champs principalement géants, l'AIE (2008) a calculé un taux de déclin moyen de 6,7 % dans le monde entier pour tous les champs pétrolifères. L'AIE (2008) a déclaré que la taille des champs était un facteur déterminant du comportement de déclin des champs, notant que les grands champs déclinent relativement plus lentement que les petits. Ce raisonnement soutient également l'augmentation prévue de leur taux de déclin à l'avenir, alors que le monde se dirige vers des champs pétrolifères généralement plus petits.

L'augmentation annuelle exacte du taux de déclin moyen mondial est difficile à estimer et nécessite une base de données plus complète que celle dont nous disposons. Par conséquent, la valeur de 0,15 % par an calculée ici doit être considérée comme une estimation approximative. Le point important, cependant, est que le taux moyen de déclin de la production existante augmente clairement avec le temps. De même, la contribution des champs en déclin augmente. Par conséquent, "nous devons courir de plus en plus vite juste pour nous arrêter.

En utilisant notre déclin moyen pondéré de 6% de la production et l'extrapolation de la contribution des champs en déclin, on peut créer une perspective d'avenir pour la production mondiale de pétrole brut. En intégrant la baisse moyenne croissante, un autre avenir possible peut être envisagé. La différence entre l'utilisation d'un taux de déclin constant et un déclin croissant est de 7 Mb/j d'ici 2030 (figure 13).

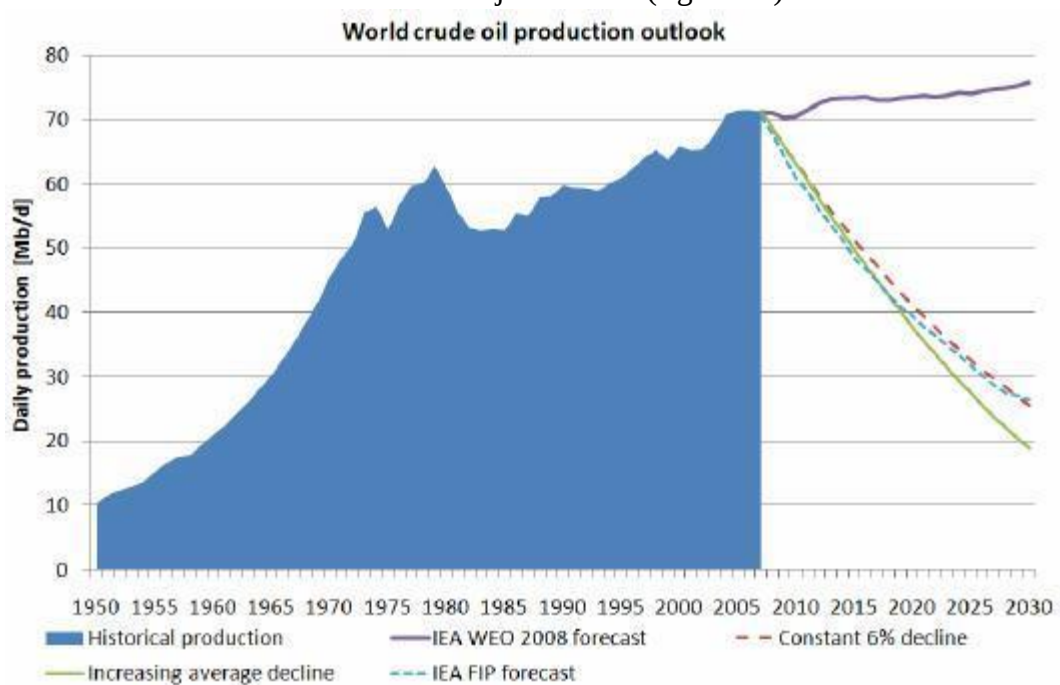


Figure 13 : La production mondiale historique de pétrole ainsi qu'une prévision du pétrole brut utilisant le scénario de référence du World Energy Outlook 2008 de l'AIE. Un taux de déclin constant de la production existante de 6 %, combiné à une part croissante des champs en déclin, est présenté comme une possibilité. Notre autre scénario est un cas de déclin moyen croissant. Les prévisions de l'AIE WEO 2008 pour les champs en production (FIP) sont comparées à nos propres estimations des taux de déclin raisonnables et de la contribution des champs en déclin. La prévision de l'AIE est raisonnable à court terme, mais vers 2030, elle semble biaisée de façon optimiste. L'utilisation d'un taux de déclin constant par rapport à un taux croissant peut signifier jusqu'à 7 Mb/j de capacité de production d'ici 2030.

Conclusion

À partir d'une base de données complète sur la production des champs pétroliers géants, nous avons estimé les taux moyens de déclin des champs pétroliers géants du monde qui ont dépassé leur phase de plateau. Comme il

existe de grandes différences entre les champs terrestres et offshore et les champs hors OPEP et OPEP, il a été nécessaire de les séparer en différentes sous-classes. Afin d'obtenir une prévision réaliste des taux de déclin futurs des champs géants, les sous-classes ont été traitées séparément afin de mieux refléter leurs différents comportements. Ainsi, notre taux total moyen de déclin des champs géants post-plateau de 6,5 % et celui de la CERA de 6,3 % sont en bon accord, et notre taux de déclin des champs géants pondéré par la production de 5,5 % se compare raisonnablement aux 6,5 % de l'AIE et aux 5,8 % de la CERA. Les champs offshore déclinent plus rapidement que les champs terrestres, et les champs de l'OPEP déclinent moins vite que les champs hors OPEP. Il existe de petites différences dans les ensembles de données et les définitions entre les études, mais les résultats de ces trois études peuvent être considérés comme approximativement équivalents.

L'évolution des taux de déclin au fil du temps inclut l'impact des nouvelles technologies et techniques de production et montre clairement que les taux de déclin moyens sont en augmentation. Cela confirme les résultats de Gowdy et Julia (2007). En outre, les niveaux de plateau prolongés se font au prix de taux de déclin ultérieurs plus élevés. Cette conclusion est conforme aux conclusions de l'AIE (2008) concernant les tendances du déclin moyen. Les tendances du taux de déclin moyen et du taux de déclin pondéré en fonction de la production indiquent que le transfert de technologie, principalement vers le Moyen-Orient, a pu freiner le déclin dans de nombreux domaines hautement productifs (figures 10, 11 et 12). Cela ne peut pas continuer et, en fin de compte, le déclin pondéré en fonction de la production doit se rapprocher du taux de déclin moyen, comme dans le cas de la Norvège (figure 9). Il est difficile d'estimer comment le déclin pondéré en fonction de la production se comportera à l'avenir, mais une augmentation semble inévitable. On peut s'attendre à ce que les taux de déclin futurs des champs géants qui n'ont pas encore quitté la phase de plateau soient plus élevés que ceux qui sont actuellement en déclin. Ceci est en accord avec une récente déclaration de Paulo Roberto Costa, directeur de Petrobras en aval, concernant un déclin de 10 % des champs matures (2008). Le crash du champ de Cantarell au Mexique et les expériences des géants de la mer du Nord sont un exemple frappant de ce qui peut arriver à d'autres champs pétroliers géants dans le futur.

Ces découvertes ont de grandes implications pour l'avenir, puisque la plus importante base de production pétrolière mondiale - les champs pétrolifères géants - va décliner plus rapidement. À l'extrême, un déclin annuel potentiel de 10 % à Ghawar serait très difficile à compenser et créerait de graves problèmes pour l'Arabie saoudite et le monde. Le comportement futur des autres géants, notamment de l'OPEP, sera un facteur clé pour l'approvisionnement futur en pétrole. Sur la base du comportement de déclin des géants, des estimations du taux de déclin de la production pétrolière mondiale sont possibles en raison de la grande influence des géants. De nombreuses études ont montré que les petits gisements, les condensats et les LGN déclineront au moins aussi vite ou plus vite que les champs pétroliers géants, une fois que le début du déclin sera atteint (CERA, 2007 ; Höök et Aleklett, 2008 ; AIE, 2008). Par conséquent, nous pensons qu'il existe une base solide pour croire que les champs pétrolifères géants peuvent être utilisés pour fixer un plancher pour les hypothèses de taux de déclin futurs. En conclusion, cette analyse montre que le taux moyen de déclin des champs pétrolifères géants a augmenté avec le temps, ce qui reflète le fait que de plus en plus de champs entrent dans la phase de déclin et que de moins en moins de nouveaux champs géants sont découverts. Cette augmentation est en partie due aux nouvelles technologies qui ont permis de maintenir temporairement la production au détriment d'un déclin ultérieur plus rapide. L'AIE (2008) a également constaté des taux de déclin moyens croissants. La différence entre l'utilisation d'un déclin constant de la production existante et un taux de déclin croissant est significative et pourrait représenter une différence de 7 Mb/j d'ici 2030 (figure 13). D'ici 2030, la production des champs actuellement en exploitation pourrait avoir diminué de plus de 50 % en accord avec l'AIE (2008). La lutte pour maintenir la production et compenser le déclin de la production existante deviendra de plus en plus difficile. Notre conclusion est que le monde sera confronté à un défi croissant en matière d'approvisionnement en pétrole, car le déclin de la production existante est non seulement élevé, mais aussi en augmentation.

Plus de détails sur ce qui précède

L'AIE (2008) utilise une classification similaire dans son étude. L'AIE classe les "super-géants" comme des champs ayant plus de 5 Go de réserves initiales de 2P, les "géants" contiennent plus de 500 millions de barils de réserves initiales de 2P, et les "grands champs" contiennent des réserves initiales de plus de 100 millions de barils. Dans l'AIE (2008), les super-géantes sont traitées comme une sous-classe, alors que cette étude les inclut dans la catégorie des géantes. Au total, l'AIE couvre 317 champs supergéants et géants, ce qui rend leur ensemble de données similaire au nôtre. La pondération de leur production est effectuée en utilisant la production cumulative de chaque champ dans la moyenne.

Le CERA (2007) n'a pas traité les champs pétroliers géants de la même manière que cette étude. Leur étude a plutôt été réalisée sur un ensemble de "grands champs", classés comme des champs ayant plus de 300 millions de barils de réserves de pétrole et de condensat 2P initialement présentes. Au total, leur ensemble de données représente 1 155 milliards de barils de réserves 2P en place à l'origine, ce qui représente environ la moitié de la production annuelle mondiale actuelle. En conséquence, leur ensemble de données est considéré comme approximativement égal à celui utilisé dans cette étude. En ce qui concerne la pondération de la production, CERA (2007) prend en compte la dernière production de pétrole et de condensats de chaque champ pour le calcul de la moyenne.

En raison des différences financières et pratiques entre les champs terrestres et offshore, une division est nécessaire pour établir une image complète du comportement de chaque sous-classe. Une autre division en champs OPEP et champs non-OPEP a également été faite pour mieux refléter les comportements potentiellement différents des géants gérés sans restrictions politiques de production et de ceux parfois limités par des systèmes de quotas.

L'OPEP contrôle ou contrôlait auparavant 143 des champs de notre base de données. Le Gabon ne fait plus partie de l'OPEP, mais en était autrefois membre ; par conséquent, leurs champs ont été classés comme champs OPEP parce qu'ils étaient auparavant soumis au système de quotas. L'Équateur a suspendu son adhésion à l'OPEP, mais a récemment rejoint l'organisation. Au total, l'OPEP compte 104 champs terrestres et 39 champs offshore dans sa base de données.

En dehors de l'OPEP, 190 champs ont été pris en compte, dont 110 à terre et 78 en mer. La mer du Nord, la Russie et les États-Unis étaient les régions les plus importantes au sein du groupe non-OPEP.

Le taux de déclin d'un champ est affecté par l'introduction de nouvelles technologies, les investissements, les changements de stratégies et d'autres facteurs affectant la production. L'incertitude statistique est difficile à estimer, car les données de production contiennent des influences politiques, des différences dans les définitions, les pratiques de déclaration et de nombreux autres paramètres, ce qui rend l'estimation des erreurs statistiques classiques difficile à appliquer. L'analyse statistique traditionnelle était basée sur l'hypothèse que les données de production mesurent approximativement la même chose et donnent lieu à des écarts types d'environ 5 % et peut être considérée comme une tentative approximative de chiffrer l'inexactitude (Höök et al., 2009). En comparaison, ni l'AIE (2008) ni le CERA (2007) ne fournissent d'estimations de l'incertitude et il est donc difficile de juger des variations statistiques de leurs résultats.

Le nombre de champs étant très important, notre approche a fourni des statistiques raisonnables et des valeurs moyennes, médianes et pondérées de production raisonnables pour les champs pétroliers géants en tant que groupe. Les valeurs pondérées de production ont été créées en pondérant le taux de déclin par rapport au niveau de production de pointe ou de plateau pour chaque champ, donnant ainsi une plus grande importance aux

champs à forte production. La baisse pondérée de la production est inférieure à la valeur moyenne, car les champs à forte production ont souvent tendance à être plus grands et à décliner plus lentement que les autres.

Notre destin est scellé, les vaccins n'auront pas d'importance : Quatre longs cycles s'alignent

Charles Hugh Smith Lundi 18 mai 2020

Un vaccin Covid-19, ou son absence, n'aura aucun effet en termes d'inversion de ces cycles. Appelez cela le Destin, le karma, ce que vous voulez, mais les cycles se sont alignés et rien ne peut empêcher l'effondrement de tout ce qui était stupidement présumé être permanent.

Nous aimons à penser que nous sommes aux commandes et que la technologie conquiert tout, mais l'histoire évolue selon des cycles qui sont plus grands que toute personne, société, élite ou technologie (haletante). Ma première version du graphique ci-dessous a été dessinée en 2008, lorsque la crise financière mondiale a révélé les fissures de la façade de l'histoire heureuse de la merveille permanente basée sur l'incroyable magie de l'emprunt / de l'impression de sommes d'argent toujours plus importantes, alias "argent".

Cheryl A., correspondante de longue date, m'a suggéré de revoir l'alignement des cycles à ondes longues. Commençons donc par ce que l'étude des cycles n'est pas : elle est prédictive en termes de tendances et de points de retournement, et non de cibles précises en termes de temps ou d'amplitude. En effet, l'étude des cycles est l'étude de la nature humaine telle qu'elle se joue dans les dynamiques sociales, politiques et économiques à long terme.

L'essai de Sir John Glubb de 1978, *The Fate of Empires* (Le destin des empires), succinct et très documenté, énumère ces stades de développement et de déclin social qui se manifestent par la montée et le déclin des empires :

L'ère des pionniers (phase d'éclatement ou de relance)

L'ère des conquêtes

L'ère du commerce

L'ère de l'abondance

L'âge de l'intellect

L'ère de la décadence

La pente glissante vers l'effondrement - la décadence - est caractérisée par l'avidité, la corruption, des clivages politiques internes irréconciliables, la décadence morale, la frivolité, le matérialisme - hmm, ça vous dit quelque chose ?

Le statu quo mondial a traversé l'ère de l'intellect (le postmodernisme) sans que l'on puisse en dire beaucoup sur les vastes dépenses de ressources, et il est maintenant fermement dans la phase finale de la décadence et de l'effondrement.

Tout cela correspond au modèle de la courbe en S que j'ai décrit ici à plusieurs reprises, par exemple :

The Lifecycle of States and Empires: Expansion & Collapse

Stagnation: monopoly, corruption, parasitic elites and soaring debt form self-reinforcing feedback loops. Financial trickery is seen as the "fix."

maximum expansion
Diminishing returns as virtuous cycles decay; reliance on debt increases

Maturation: growth appears permanent, promises are made to every elite and constituency.

Expansion: self-reinforcing virtuous cycles boost rapid growth; everything seems possible.

To meet all the promises made in the high-growth era, the currency is debauched by over-issuance and debt.

Collapse: despite all the assurances that "the government can't go broke," the currency crumbles, impoverishing all who own it and depend on it. The state/Empire collapses.

S-Curve of expansion, maturation, stagnation and collapse

Copyright 2019 Charles Hugh Smith

www.oftwominds.com

Comme j'en ai parlé il y a quelques mois dans la **Taxonomie de l'effondrement** (9 décembre 2019), un certain nombre d'événements ou de renversements de tendance peuvent déclencher le déclin et l'effondrement rapides de ce qui était largement considéré comme permanent.

Le livre ***Le destin de Rome : Climate, Disease, and the End of an Empire*** présente des arguments convaincants pour démontrer que l'Empire romain d'Occident centré sur la Méditerranée a souffert d'une lente transition environnementale, passant d'une ère exceptionnellement humide qui a permis la culture de céréales dans des zones auparavant marginales à une ère plus sèche qui ne permettait plus les immenses récoltes de céréales nécessaires pour nourrir l'empire.

La machinerie impériale habituée à ce qu'il y ait toujours plus quelque part refuse de réduire ses dépenses, les élites refusent de diminuer leur écrémage, et comme la graisse de l'excès des élites est conservée, le muscle de la puissance militaire et du commerce finit par se décomposer, laissant un empire creusé au bord d'un précipice attendant un dernier coup de pied dans l'abîme.

La pandémie de Covid-19 est le dernier coup de pied dans l'abîme. Les déclencheurs de l'effondrement peuvent se chevaucher, bien sûr, accélérant le déclin final, d'où notre intérêt pour les cycles à longues ondes qui s'alignent à l'époque actuelle.

Tous les systèmes complexes, étroitement liés, sont intrinsèquement fragiles et sujets à des perturbations ; nous ne voyons pas la fragilité ou les vulnérabilités avant que le déclin n'ait atteint la phase terminale.

Plus l'observateur est haut dans la pyramide des richesses et des pouvoirs, plus il est enclin à croire, par magie, que le statu quo est éternel, même s'il s'effrite autour de lui. J'ai abordé ce sujet au début du mois dans Notre effondrement inévitable : We Can't Save a Fragile Economy With Bailouts That Increase Fragility (1er mai 2020).

Examinons les quatre cycles de chevauchement et d'alignement illustrés dans ce tableau. J'aurais pu en ajouter d'autres, par exemple le cycle d'expansion et de déclin impérial de Glubb, ou le cycle d'intégration et de désintégration sociale de Peter Turchin, qu'il a expliqué dans son livre de 2016 intitulé ***Ages of Discord : human history manifestes cycles of social disintegration and integration in which the impulse to cooperate in large social structures waxes and wanes.***

Turchin a identifié des cycles de 25 ans qui se combinent en cycles d'environ 50 ans, comparables (bien que non identiques) aux cycles économiques de Kondratieff.

Ces cycles de 50 ans font partie de cycles plus longs de 150 à 200 ans qui passent de la coopération à une nouvelle ère de coopération en passant par une ère de discorde et de désintégration.

Cet ouvrage s'inspire de ses précédents livres, dont *War and Peace et War : The Rise and Fall of Empires*, auxquels j'ai fait référence dans *Following in Ancient Rome's Footsteps : La décadence morale, l'inégalité croissante des richesses* (30 septembre 2015) et *La leçon des empires : Once Privilege Limits Social Mobility, Collapse Is Inevitable* (18 avril 2016).

Ces longs cycles sont parallèles à l'analyse cyclique de David Hackett Fischer, dont le chef-d'œuvre *La Grande Vague : Price Revolutions and the Rhythm of History*, auquel j'ai fait référence à de nombreuses reprises au fil des ans, et plus récemment dans *We've Entered an Era of Rising Instability and Uncertainty* (18 juillet 2016).

Le modèle de Turchin identifie trois forces primaires dans ces cycles :

1. Une offre excédentaire de main-d'œuvre qui supprime les salaires réels (corrigés de l'inflation)
2. Une surproduction d'élites parasites
3. Une détérioration des finances de l'État central (surendettement, baisse des recettes fiscales, augmentation des dépendances de l'État, charges fiscales de la guerre, etc.)

Ces facteurs se combinent pour influencer l'ordre social, qui se caractérise par des périodes de discorde, par une diminution de la loyauté envers des intérêts particuliers égoïstes (désintégration).

Les quatre cycles décrits sont les suivants :

1. Le cycle d'expansion et de contraction du crédit, qui se trouve maintenant dans la phase finale d'expansion insoutenable du crédit (bulle) qui conduira inévitablement à la renonciation à la dette (effondrement du crédit) et à la dépression mondiale.
2. Le cycle générationnel (4 générations ou environ 80 ans) de l'histoire américaine qui conduit à un bouleversement social, politique et économique qui change la nation (la Révolution américaine : 1781 + 80 ans = guerre civile, 1861 + 80 ans = 1941, Seconde Guerre mondiale + 80 ans = 2021) tel que décrit dans le livre *The Fourth Turning*.
3. Le cycle de plus de 100 ans d'inflation des prix et de stagnation du pouvoir d'achat des salaires, qui a commencé vers 1901, atteint maintenant le stade final de troubles généralisés, de pénuries, de famines, de conflits et de crises. (On peut considérer que cela correspond au cycle de désordre et de désintégration sociale de Turchin).
4. Le cycle démographique : la main-d'œuvre cesse de s'accroître et commence à se réduire tandis que la population de personnes âgées dépendantes explose davantage, ce qui entraîne une baisse des revenus et de l'assiette fiscale tout comme les impôts doivent augmenter pour payer les soins de la population croissante de personnes âgées. (Il s'agit là d'une des dynamiques de la détérioration des finances de l'État central de Turin).

Tous ces cycles se sont alignés autour de la crise financière mondiale de 2008-2009, et les élites n'ont rien fait d'autre que d'enfoncer le clou depuis plus d'une décennie dans une explosion ad hoc de TINA (il n'y a pas d'alternative). Rien de ce qui est cassé n'a été réparé ; tout ce qui a été fait, c'est que des billions de devises ont été empruntées ou imprimées sur papier au cours de la dissolution, de la décadence et du déclin.

-- Le cycle démographique n'a fait que s'accélérer.

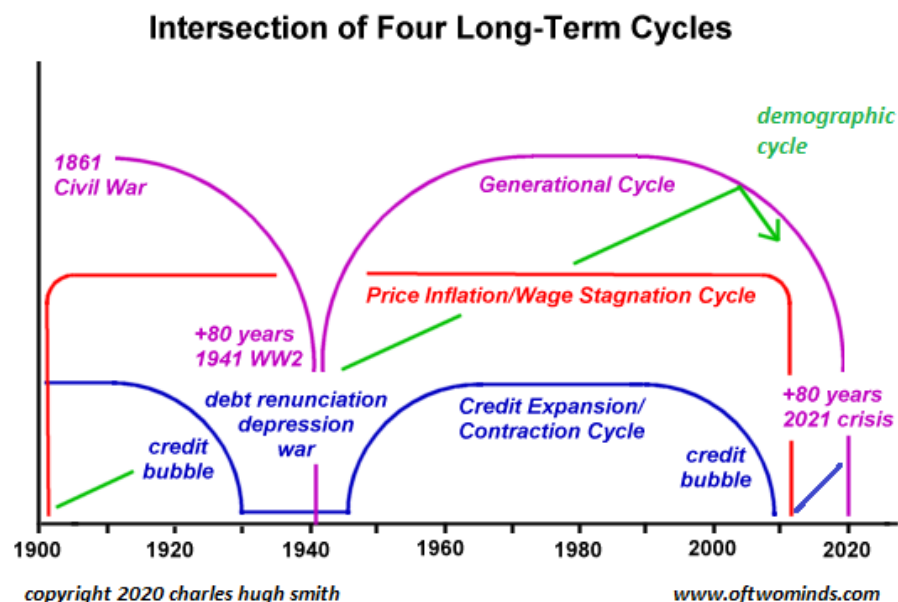
-- L'expansion du crédit a maintenant atteint des extrêmes que personne ne pensait possibles, et encore moins nécessaires, il y a seulement 15 ans.

-- Le cycle générationnel se déroule parfaitement, avec Trump, Brexit, Yellow Vests, etc. qui ont tous éclaté quelques années avant le début de la crise terminale en 2021.

-- L'inflation des actifs a explosé depuis la fin des années 1990 dans une classe d'actifs après l'autre jusqu'à présent, c'est la bulle "Tout". Malgré les affirmations officielles de faible inflation, les coûts des soins de santé, de la garde d'enfants, de l'enseignement supérieur, du loyer et d'autres biens essentiels ont explosé au cours de la dernière décennie, et le coût des biens échangeables commence maintenant à s'accélérer alors que la mondialisation et la financiarisation détruisent les longues chaînes d'approvisionnement et les sociétés zombies.

L'épuisement des ressources et les conflits géopolitiques pourraient créer des pénuries que le statu quo a longtemps considérées comme "impossibles" - des pénuries qui pourraient faire grimper les prix des produits de première nécessité.

L'avenir ne sera pas aussi placide, sûr et prévisible que le statu quo voudrait vous le faire croire. Un vaccin Covid-19, ou son absence, n'aura aucun effet en termes de renversement de ces cycles. Appelez cela le Destin, le karma, ce que vous voulez, mais les cycles se sont alignés et rien ne peut empêcher l'effondrement de tout ce qui était stupidement présumé être permanent.



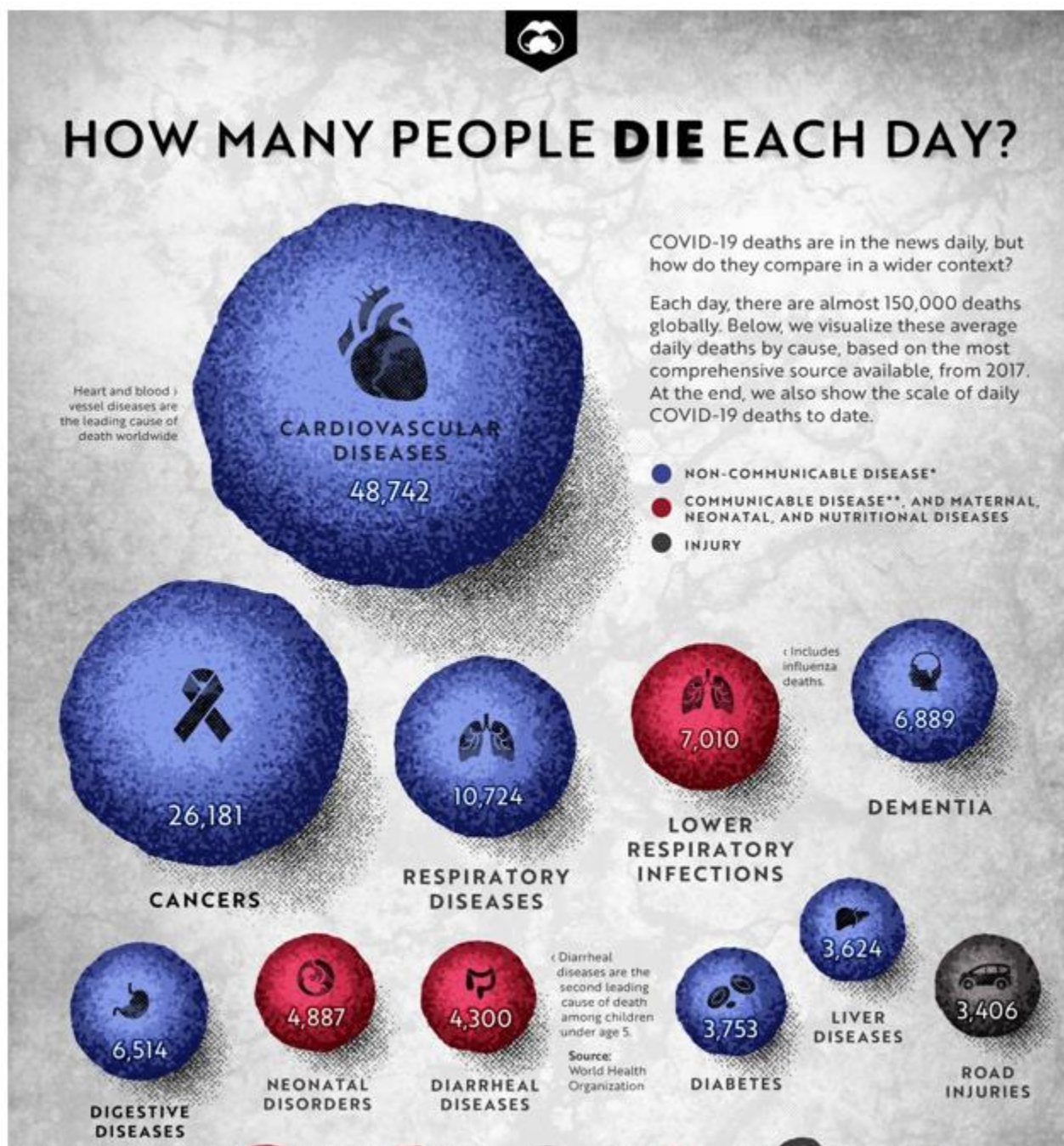
COVID-19 Décès en contexte : Combien de personnes meurent chaque jour ?

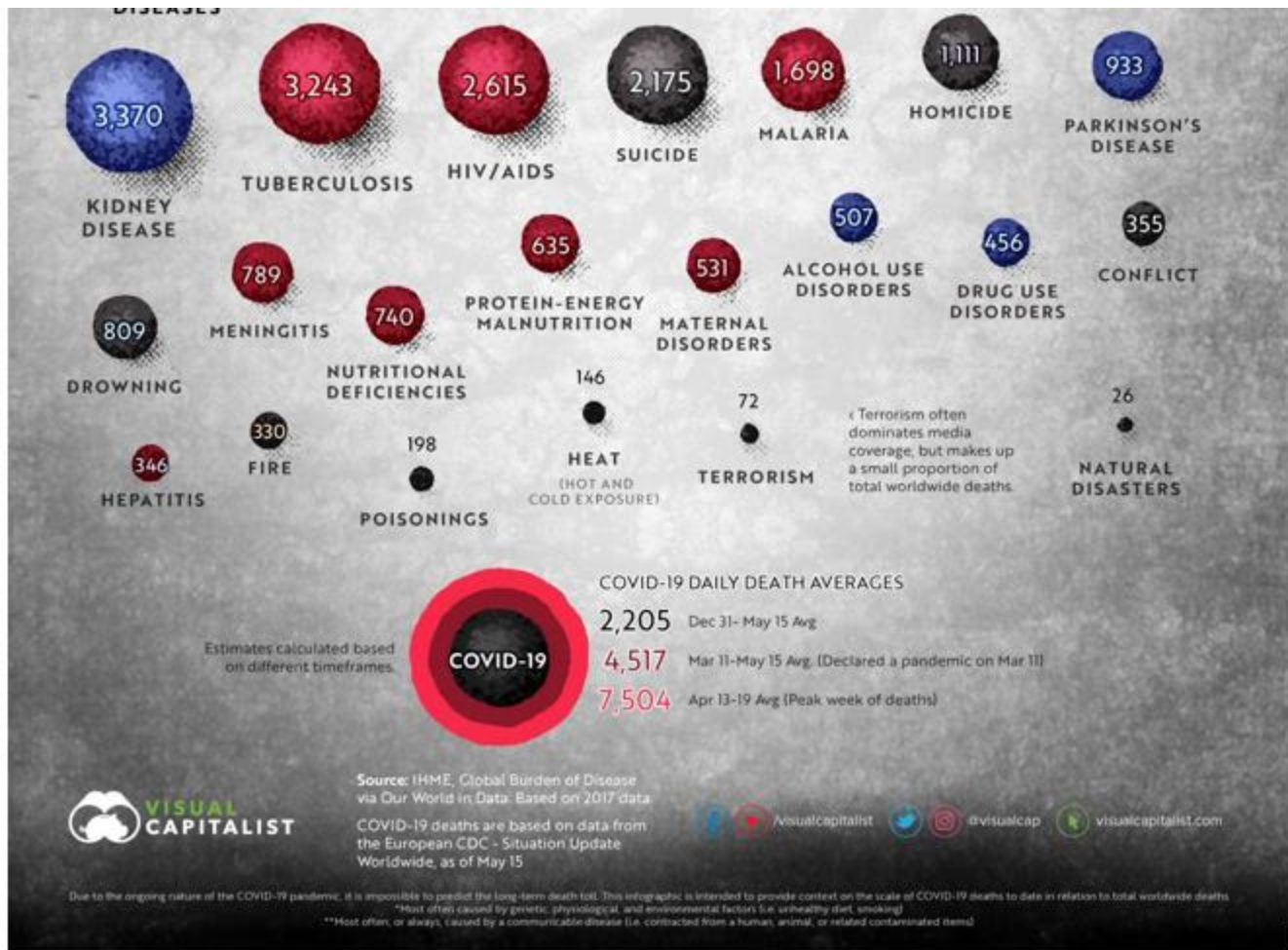
par Tyler Durden Tue, 19/05/2020 - ZeroHedge.com

Alors que la pandémie COVID-19 fait rage, les médias continuent de diffuser des statistiques à fond.

Cependant, comme le note Jenna Ross, de Visual Capitalist, sans cadre de référence, des chiffres tels que le nombre de morts peuvent être difficiles à interpréter. Les décès attribués au virus, par exemple, sont souvent mesurés en milliers de personnes par jour dans le monde - mais ce chiffre est-il un peu ou beaucoup, par rapport aux causes typiques de décès ?

Le graphique d'aujourd'hui utilise les données de Notre monde en données pour mettre en contexte le nombre total de décès quotidiens dans le monde. Il indique également le nombre de personnes qui meurent chaque jour de causes spécifiques.





Décès dans le monde entier par cause

Près de 150 000 personnes meurent chaque jour dans le monde, selon les dernières recherches exhaustives publiées en 2017. Quelles sont les maladies les plus mortelles et combien de vies meurent-elles par jour ?

Voici le nombre de personnes qui meurent chaque jour en moyenne, classées par cause :

Rank	Cause	Daily Deaths
#1	Cardiovascular diseases	48,742
#2	Cancers	26,181
#3	Respiratory diseases	10,724
#4	Lower respiratory infections	7,010
#5	Dementia	6,889
#6	Digestive diseases	6,514
#7	Neonatal disorders	4,887
#8	Diarrheal diseases	4,300
#9	Diabetes	3,753
#10	Liver diseases	3,624
Total Daily Deaths		147,118

Les maladies cardiovasculaires, ou maladies du cœur et des vaisseaux sanguins, sont la principale cause de décès. Cependant, leur importance ne se reflète pas dans notre perception de la mort ni dans les médias.

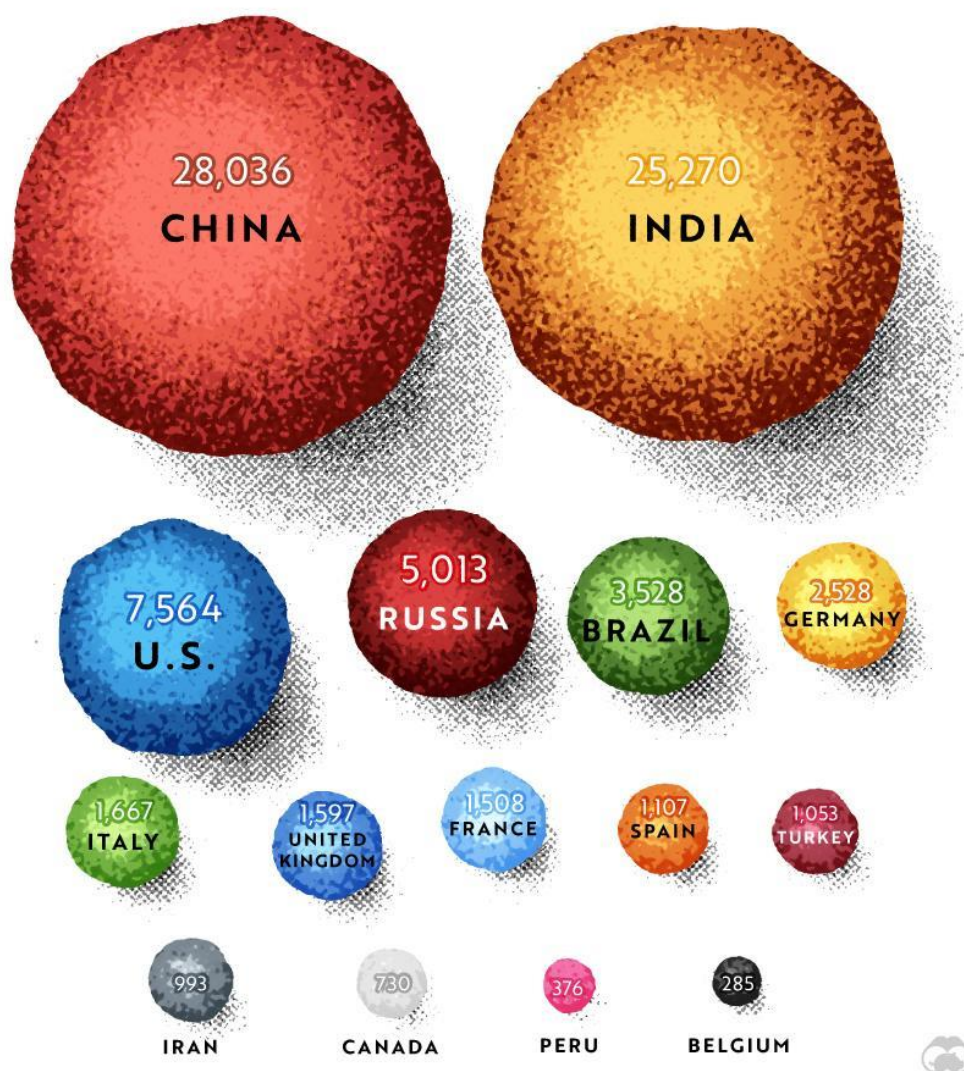
Si le nombre de décès dus au VIH/sida a atteint un sommet en 2004, il touche encore de nombreuses personnes aujourd'hui. La maladie provoque en moyenne plus de 2 600 décès par jour.

Il est intéressant de noter que le terrorisme et les catastrophes naturelles causent très peu de décès par rapport à d'autres causes. Cela dit, ces chiffres peuvent varier d'un jour à l'autre et d'une année à l'autre, en fonction de la gravité de chaque cas.

Nombre total de décès quotidiens par pays

Au niveau national, ces statistiques varient encore. Vous trouverez ci-dessous le nombre total de décès, toutes causes confondues, pour certains pays, sur la base des données de 2017.

TOTAL DAILY DEATHS BY COUNTRY



La Chine et l'Inde enregistrent toutes deux plus de 25 000 décès par jour, en raison de leur importante population.

Cependant, avec 34,7 décès quotidiens par million de personnes chaque jour, la Russie est le pays qui compte le plus grand nombre de décès proportionnels à la population parmi tous ces pays.

Garder la perspective

Bien que ces chiffres aident à mettre en contexte l'échelle mondiale des décès dus à la COVID-19, ils n'offrent pas de comparaison directe.

Le fait est que nombre des taux de mortalité mentionnés ci-dessus sont basés sur des échantillons de données beaucoup plus importants et cohérents. D'un autre côté, depuis que l'OMS a déclaré la COVID-19 comme une pandémie le 11 mars 2020, le nombre de décès quotidiens confirmés a chuté dans une large fourchette entre 272 et 10 520 par jour - et rien ne permet de dire ce qui pourrait se passer à l'avenir.

En plus de cette variance, les données sur les décès confirmés par la COVID-19 présentent d'autres bizarreries. Par exemple, les taux de dépistage du virus peuvent varier d'une juridiction à l'autre, et il y a également eu des désaccords entre les autorités sur la façon dont les décès devraient être comptabilisés au départ. Cela rend l'obtention d'une image précise étonnamment compliquée.

Bien qu'il soit impossible de connaître le nombre réel de décès dus à la COVID-19, il est clair que dans certains pays, les décès quotidiens ont atteint des taux de 50 % ou plus que la moyenne historique pour certaines périodes de temps :



Il faudra du temps, et une analyse plus approfondie, pour déterminer un nombre de décès COVID-19 plus précis.

Ron Paul Rages : L'écoute des "experts" en matière de virus a conduit à la mort et au désespoir

par Tyler Durden Mon, 05/18/2020 - ZeroHedge.com

Rédigé par Ron Paul via l'Institut Ron Paul pour la paix et la prospérité,

Le 21 avril dernier, le Washington Post a mis à mal la décision du gouverneur de Géorgie Brian Kemp de commencer à ouvrir son État après l'avoir fermé pendant des semaines. "La Géorgie mène la course pour devenir la première destination de mort de l'Amérique", titre le journal en ricanant.

L'auteur, l'experte libérale Dana Milbank, a en fait trouvé hilarant la possibilité que les Géorgiens meurent, suggérant que, "comme promotion, la Géorgie pourrait offrir des ventilateurs aux 100 premiers clients de l'hôtel qui s'inscrivent".



Milbank, qui est évidemment toujours payé alors que des millions de personnes sont sans emploi, considère que son travail consiste à pousser le discours dominant selon lequel nous devons rester dans la peur et ne jamais remettre en question ce que nous disent les "experts" comme le Dr Fauci.

Trois semaines se sont écoulées depuis l'attaque de Milbank contre la Géorgie et son gouverneur, prédisant une mort généralisée qu'il a trouvée humoristique. Ses prédictions sont à peu près aussi inutiles que son personnage. Non seulement la Géorgie n'a pas vu "les coronavirus ... brûler comme rien d'autre depuis William Tecumseh Sherman", comme l'a dit Milbank en riant, mais les cas de Covid, les hospitalisations et les décès ont connu une forte baisse depuis que le gouverneur a commencé à ouvrir l'État.

Peut-être que sortir à l'air libre et au soleil n'aurait pas dû être interdit dès le départ !

En fait, comme nous disposons maintenant de beaucoup plus de données, il devient de plus en plus évident que les États américains et les pays qui ont verrouillé le plus étroitement ont également connu les taux de mortalité les plus élevés. L'Italie ultra verrouillée a enregistré 495 décès par million de Covidiens, tandis que la Corée du Sud, relativement non verrouillée, n'a enregistré que cinq décès par million. Il en va de même aux États-Unis, où les États non verrouillés comme le Dakota du Sud ont été relativement épargnés par le virus, tandis que le Michigan, New York et la Californie, dirigés par des régimes autoritaires, ont été les plus touchés.

Dans ces États les plus durement touchés, nous constatons aujourd'hui que la plupart des décès se sont produits dans des établissements de soins pour personnes âgées - après que les gouverneurs aient ordonné aux patients atteints de Covid de quitter les hôpitaux et de retourner dans leurs établissements. Là, ils ont infecté leurs confrères résidents qui étaient les plus susceptibles de présenter les multiples comorbidités et l'âge avancé qui ont transformé le virus en une condamnation à mort. Ces gouverneurs devront-ils répondre de ce mépris impitoyable pour la vie ?

Hier, le ministre de la santé et des services sociaux, Alex Azar, a admis l'évidence :

"Nous voyons que dans les endroits qui s'ouvrent, nous ne voyons pas ce pic dans les cas."

Alors pourquoi ne pas tout ouvrir ? Parce que ces petits tyrans ne supportent pas l'idée de perdre leur capacité à bousculer les gens.

La fermeture de l'ensemble des États-Unis à cause d'un virus qui semble moins mortel qu'un virus de grippe moyen - en particulier chez les moins de 80 ans qui ne sont pas déjà malades - a entraîné un chômage massif et une destruction économique. Il se peut que plus d'Américains meurent à cause des mauvais efforts déployés pour combattre le virus que du virus lui-même.

Les Américains devraient s'arrêter et réfléchir aux mensonges qu'on leur vend. Les masques ne sont qu'une forme de manipulation psychologique. De nombreux médecins et scientifiques de renom ont déclaré qu'ils étaient sans valeur et potentiellement nocifs. Le confinement a pour but de conditionner les gens à obéir sans poser de questions.

Une nation de personnes qui font simplement ce que les "experts" leur disent sans poser de questions est une nation mûre pour une descente vers la tyrannie totale.

Ce n'est pas un avertissement vide de sens - il est étayé par l'histoire. Il est temps de s'opposer à tous les petits tyrans, de nos villes natales à Washington DC. Il est temps de reconquérir notre liberté.



Une Seconde vague de COVID-19 «inévitable» au Canada

Publié le 18 mai 2020 à 21:59:13 / 4 commentaires / 399 vues

Personne ne sait quand une nouvelle vague de la COVID-19 émergera au Canada, mais le nombre de cas pourrait bien être sur le point d'augmenter, même dans des endroits... Lire la suite

Whitney: dans la course à l'immunité, la Suède en tête



Pour tous les cas que nous avons connus en Suède, il n'y a pas eu une seule personne qui ait eu cette maladie deux fois ...

19 MAI 2020 05H00 12668 84

Trump admet prendre de l'hydroxychloroquine avec du zinc comme mesure préventive



"Je ne vais pas me blesser"

19 MAI 2020 04:34 111927

La raison tacite des blocages



Les gouvernements ne peuvent pas admettre ouvertement que l'«assouplissement contrôlé» des blocages de COVID-19 signifie en fait des progrès contrôlés vers la prétendue immunité collective contre le virus ...

19 MAI 2020 03H30 19678 100

Ron Paul fait rage: écouter les "experts" du virus a conduit à la mort et au désespoir



Une nation de gens qui font ce que les «experts» leur disent sans aucun doute est une nation mûre pour une descente dans la tyrannie totale ...

18 MAI 2020 22H05 27992 260



Olivier Delamarche: Le MONDE d'APRÈS, Ce SERA le monde d'Avant... en PIRE ! »

Publié le 18 mai 2020 à 20:54:45 / 4 commentaires / 730 vues

Cette semaine dans C'est Cash Olivier Delamarche et Estelle Farge se questionnent sur le «monde d'après» la pandémie. Avec la crise sanitaire devenue également une... Lire la suite



La FED explose son bilan à presque 7 000 milliards de \$!

Publié le 18 mai 2020 à 16:00:22 / 0 commentaire / 344 vues

Si certains se demandent encore pourquoi l'or augmente et se porte si bien actuellement, la réponse est simple. Ceux qui achètent de l'or connaissent tout simplement le... Lire la suite



Warning: Emirates sur le point d'annoncer la suppression de 30 000 emplois. Une quarantaine d'Airbus A380 devrait être retirée de la flotte d'Emirates.

Publié le 18 mai 2020 à 14:02:17 / 3 commentaires / 585 vues

Emirates sur le point d'annoncer la suppression de 30 000 emplois. Une quarantaine d'Airbus A380 devrait être retirée de la flotte d'Emirates. æ... Lire

la suite

En plus de la crise sanitaire, un nouveau choc pétrolier ?

Le 18 Mai 2020 à 13:00:05 / 5 commentaires / 647 vues

👍 0 👎 0 ⓘ Noter

Lundi 20 avril, le prix du baril de brut américain de référence est descendu en-dessous du zéro dollar, jusqu'à moins 38 dollars. Il s'est légèrement repris mardi matin sur le marché asiatique à moins de 2 dollars, donc toujours très faible.



Le rattrapage après-crise: les illusions perdues !.. Avec Olivier Passet

Publié le 19 mai 2020 à 09:00:14 / 1 commentaire / 291 vues

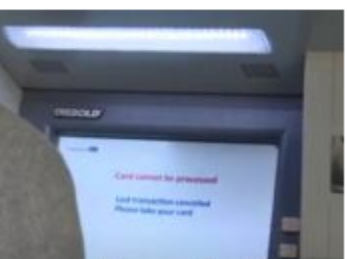
La crise du COVID-19 nous fait-elle entrer irrémédiablement dans un processus de convalescence qui s'étirera plusieurs années ? La question se pose pour toutes les... Lire la suite



Les énormes dépenses des Etats-Unis ! Et ça c'était avant le Covid-19...

Publié le 19 mai 2020 à 08:00:50 / 0 commentaire / 226 vues

Trump qui, en temps normal, se situe aux antipodes du socialisme, applique néanmoins la TMM à l'économie américaine en continuant à dépenser de l'argent... Lire la suite



Liban: c'est terminé, les retraits bancaires sont devenus mission impossible !

Publié le 18 mai 2020 à 22:33:17 / 6 commentaires / 1 327 vues

Liban en pleine crise les retraits bancaires sont devenus mission impossible Avec le Covid-19, le Liban n'est plus au bord du gouffre, il glisse dans le gouffre ! C'est... Lire la suite

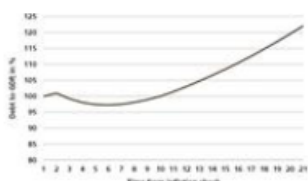
La police britannique humiliée après le lancement de la chasse à l'homme pour un camionneur qui a embrassé une femme



"Donner à quelqu'un un baiser sur la joue n'est pas un crime ni une agression sexuelle ..."

19 MAI 2020 06H00 13984 78

La dette peut-elle être gonflée?



Si les gouvernements tentent de gonfler leur dette, les marchés obligataires exigeront un prix . Et parce que lorsqu'une obligation arrive à échéance, une nouvelle obligation prend sa place, ce risque d'incertitude inflationniste sera éventuellement facturé pour toute la dette en cours ...

18 MAI 2020 22H45 21448 78

La majorité à Wall Street s'attend à une baisse des stocks en 3 mois et à une deuxième vague de virus



La Deutsche Bank a mené sa 7e enquête mensuelle sur le sentiment du marché auprès de 450 professionnels du marché à travers le monde: elle a posé des questions sur le travail à domicile, les attentes du marché, le sort de la pandémie corona et les chances de réélection de Trump.

18 MAI 2020 21:45 21268 61

"Ce n'est pas un exercice sans frais" – Les conséquences imprévues de l'inflation monétaire



Plus tôt dans la descente vers la socialisation de l'argent, les nations ont eu la possibilité de changer de cap ... Celles-ci n'existent plus et il ne peut y avoir qu'un seul résultat: la destruction totale des monnaies fiduciaires ...

18 MAI 2020 21:25 21361 77

Hickman: COVID-19 défie l'hyperbole



Il s'agit d'un choc de demande suffisamment important (un «tremblement de terre» économique) pour que pratiquement n'importe quelle entreprise (américaine ou internationale) aura des difficultés pendant des années ...

18 MAI 2020 19:25 26368 54

Des choses plus scandaleuses que tout ce qui était auparavant imaginable se produisent maintenant



Pourquoi les républicains ne dépenseraient-ils pas 6 \$ de plus pour réduire les impôts à zéro? Peut-être qu'ils devraient. Peut-être le feront-ils. Tout est désormais possible.

18 MAI 2020 16H45 51160 148

Nous sacrifions l'économie pour rien

George Gilder 16 mai 2020 The Daily Recokning

[Jean-Pierre : après 3 mois d'étude intensive du sujet (incluant l'article scientifique de Science et Vie) je suis aussi de cet avis.]

Le Dr Anthony Fauci a récemment mis en garde le Sénat contre la possibilité de "souffrance et de mort" si les États-Unis mettaient fin trop tôt à leur verrouillage.

Malgré sa brillante réputation, Fauci a avoué que la raison de la fermeture et du verrouillage de l'économie et de la société n'était pas les effets prouvés de COVID-19 mais l'impact possible du "pire cas".

En tant que médecin, il ne veut surtout pas que le patient meure. Toute mesure extrême est justifiable. Mais des prescriptions défendables pour des patients individuels sont scandaleusement inappropriées pour des sociétés entières.

Les êtres humains ont évolué pendant des millions d'années avec des virus et des bactéries. S'ils pouvaient nous anéantir, nous ne serions pas 8 milliards à exister.

Si l'entreprise était régie par les pires possibilités, l'avion des frères Wright n'aurait jamais pu décoller, sans parler d'une révolution industrielle ou biotechnologique.

Dans la même veine, le "Green New Deal" fermerait l'économie énergétique américaine au nom d'un péril théorique du climat.

L'auteur Jared Diamond considère la surpopulation comme la menace ultime et arrêterait la croissance démographique, mettant ainsi en péril l'expansion économique et le soutien aux personnes âgées.

Et le Dr Fauci fermerait l'économie pour COVID-19 et tout autre fléau éventuel.

Mais s'attaquer à toutes les menaces extrêmes possibles en même temps paralyserait l'économie qui est la source de la richesse nécessaire pour remédier à toute menace réelle qui se produirait.

Dictant une réponse dictatoriale répétée aux périls spéculatifs, le principe de précaution est une condamnation à mort pour le capitalisme et la liberté qui ont permis à la planète de soutenir une population globale de 8 milliards de personnes.

Aujourd'hui, les verrouillages menacent de famine les quelque 260 millions de personnes du tiers monde qui ont le moins les moyens de les payer.

Les fermetures ravagent l'économie de l'Inde et y provoquent une famine massive, par exemple. Le Programme alimentaire mondial des Nations unies estime que d'ici la fin de l'année, 260 millions de personnes seront confrontées à la famine.

Michael Levitt, professeur de biologie structurale à la faculté de médecine de Stanford et lauréat du prix Nobel de chimie en 2013, déclare : "Il ne fait aucun doute dans mon esprit que lorsque nous regarderons en arrière, les dommages causés par les fermetures dépasseront de beaucoup les vies sauvées".

Je ne prétends pas que COVID-19 n'est pas dangereux pour les personnes âgées et celles qui souffrent de maladies sous-jacentes comme les maladies cardiaques, l'hypertension, l'asthme, le diabète et d'autres affections. Oui, il peut malheureusement être mortel pour ces personnes. Et même si elles vivent, les personnes atteintes de cas graves peuvent subir des dommages durables.

Mais nous pouvons protéger les personnes vulnérables, tandis que l'écrasante majorité de ceux qui ne sont pas vulnérables peuvent reprendre leur vie.

Alors s'il vous plaît, ne dites pas que je suis insensible aux personnes qui ont souffert et sont mortes. Je ne suis pas insensible. Et disons simplement que mon âge me met en danger, alors je ne suis pas cavalier. Mais nous devons examiner la situation dans son ensemble.

L'erreur flagrante du verrouillage actuel illustre les failles paralysantes de la gestion bureaucratique de l'économie et de la société.

Comme je l'ai écrit dans Richesse et pauvreté il y a une quarantaine d'années, "la civilisation moderne est désespérément contingente et problématique, sujette à être détruite à tout moment par d'éventuels renversements climatiques, des accidents astrophysiques, des fléaux génétiques, des explosions nucléaires, des convulsions

géologiques et des transformations atmosphériques - autant de catastrophes concevables dont l'origine échappe à tout remède ou contrôle plausible".

Si nous essayons de combattre toutes ces menaces en même temps, nous finirons par gaspiller toutes nos richesses dans des moulins à vent, les dispersant dans l'environnement ou les faisant basculer comme Don Quichotte. Nous aurons recours à des contrôles toujours plus étouffants qui supprimeront les bénéfices inattendus de la créativité qui ont toujours été la source de notre prospérité et de notre succès.

Nous investirons dans les problèmes plutôt que dans les opportunités et nous nous retrouverons sans richesse ni liberté. La race humaine a vaincu les fléaux et les pénuries de son passé, non pas par la réglementation ou le verrouillage, mais par la créativité et la foi.

La planification étatique a tué près d'un milliard de personnes au XXe siècle. Sous l'impulsion de l'interdiction du DDT, de la résurgence de la malaria, de la suppression de l'énergie nucléaire et du ralentissement de la croissance mondiale, les excès des écologistes ont déjà tué plus de gens que la pollution de l'environnement ne l'a jamais fait.

Aujourd'hui, la réponse des experts au coronavirus est en passe de dépasser même l'environnementalisme dans les vastes dégâts qu'il cause à notre civilisation.

Au nom de la lutte contre le COVID-19, nous détruisons les fondements monétaires des marchés capitalistes avec des billions de dollars de dépenses inconsidérées et de renflouements de copains.

Nous fermons une grande partie de l'économie pendant des mois. Nous mettons en danger les approvisionnements alimentaires et les autres services médicaux.

Nous abandonnons le leadership mondial en matière de technologie aux communistes chinois. Nous tolérons un coup dévastateur pour les économies des pays du tiers monde qui, contrairement aux États-Unis, ne peuvent pas se contenter d'imprimer des dollars et d'attendre que les gens les prennent.

Il est temps de mettre fin à cette folie.

Ci-dessous, je vous présente 25 résultats sur le coronavirus, provenant de l'organisation indépendante à but non lucratif Swiss Policy Research. C'est une preuve supplémentaire que le verrouillage est bien plus destructeur que le virus.

George Gilder : Ennemi de la société ?

Brian Maher 18 mai 2020 The Daily Reckoning

Le courrier de vendredi a été particulièrement lourd.

Nous avons fait part des opinions peu orthodoxes de M. George Gilder sur le virus. Il a affirmé que la menace réelle a été fantastiquement exagérée, que la terreur n'a guère d'excuse dans les faits.

Mais les arguments de George ne sont pas allés dans le sens du jeu. En fait, les lecteurs ont saisi leurs propres fusils de chasse... et ont poivré le derrière de George avec de la chevrotine.

Le lecteur Vince W. - par exemple - nous donne des instructions :

*Veillez dire à M. Gilder que sa position contre le port du masque facial fait de lui un ennemi de la société, et qu'il peut aller (forniquer) lui-même. S'il apporte son a** désolé n'importe où près de moi sans masque, je considérerai qu'il s'agit d'une agression et je réagirai en conséquence.*

Alice S. insiste sur le fait que George pédale très doucement la menace. Selon elle, beaucoup plus d'Américains sont vulnérables :

Nous ne sommes pas la Suède. Plus de 40 % de notre population est obèse (1er facteur de comorbidité associé aux décès par COVID autre que l'âge). Plus de 40 % sont hypertendus (facteur de comorbidité n° 2). Je ne parlerai même pas des millions de diabétiques, asthmatiques, immunodéprimés, etc. qui ont des facteurs de comorbidité supplémentaires.

Le fait est qu'en tant que pays, notre pays tout entier est soit âgé, soit malade. Il est facile de dire que plus de la moitié de notre population appartient à la catégorie des personnes "vulnérables".

Les appels à laisser la minorité chanceuse qui n'est pas vulnérable n'aideront pas l'économie. Ce sera libérateur pour eux, et nous devons le faire, mais il s'agit d'une fraction trop petite de la population pour faire une différence dans la dévastation économique qui s'est déjà produite.

Et il convient de noter que les personnes âgées (les plus de 60 ans - sérieusement ? les personnes âgées ?) et les "vulnérables" comprennent également un pourcentage élevé de travailleurs, de propriétaires d'entreprises et d'entrepreneurs hautement productifs. Les reléguer à un statut de citoyen de seconde zone n'aidera certainement pas l'économie.

Sam L. nous reproche d'avoir diffusé le paquet de mensonges de George :

Je suis très déçu que vous ayez donné à M. Gilder l'occasion de diffuser des informations aussi horribles et trompeuses.

Pendant ce temps, Jane F. est tellement énervée qu'elle tente d'annuler son abonnement - une fois de plus :

J'ai annulé mon abonnement à cette lettre d'information en partie pour un raisonnement comme celui-ci. Je l'annulerai à nouveau et j'espère que cela marchera cette fois-ci.

Hélas, nous ne pouvons donner aucune garantie à Jane. Nous structurons nos opérations sur le modèle de *Dionaea muscipula* - la trappe à mouches de Vénus.

Il est beaucoup plus facile d'entrer que de sortir, c'est-à-dire.

Mais nous lui souhaitons une évasion réussie. Elle nous manquera néanmoins si elle nous échappe.

Mais cette critique de George est-elle tout à fait justifiée ?
Comment savoir ce qu'il faut croire ?

George se moque des idées reçues, c'est vrai. Mais est-ce que la sagesse reçue est vraie ?

Les autorités nous ont d'abord informés que les masques étaient des défenseurs frauduleux, que le virus pouvait briser le blocus.

Ils ont ensuite exécuté un visage droit... et ont prétendu que les masques constituaient en fait des barrières efficaces à l'entrée.

Mais sont-ils exacts ?

Même aujourd'hui, les avis des experts divergent. Certains prétendent que le port d'un masque est en fait préjudiciable à celui qui le porte. Par exemple :

Le Dr Russell Blaylock - neurochirurgien à la retraite - insiste sur le fait que les masques concentrent le virus dans les voies nasales.

De là, il pourrait se frayer un chemin jusqu'au cerveau... et aller à l'encontre de la neurologie.

Nous ne pouvons pas dire si ce type a raison ou s'il a tort.

Mais si même le port du masque ne peut recueillir le consensus des experts... comment savoir ce qu'il faut croire ? Ou qui croire ?

Un expert se dispute avec un autre. Nous sommes tous pris au piège de leurs tirs croisés, la tête collée à la terre, incertains de son exactitude.

Chaque jour semble apporter une nouvelle répudiation d'une revendication antérieure, d'une étude antérieure. Cette revendication initiale était une vérité vivante jusqu'à ce que les nouvelles preuves l'assassinent.

Et c'est ainsi.

En conclusion... ce qui est connu aujourd'hui peut être méconnu demain.

Peut-être que George est loin des faits, comme le prétendent nos lecteurs. Mais peut-être qu'il ne l'est pas.

Nous ne savons tout simplement pas, bien sûr. Mais est-ce que quelqu'un le sait ? Et qui peut dire que les autorités ont répondu correctement à la menace ?

La Suède a peut-être bien fait les choses

Dans les numéros précédents, nous avons provisoirement applaudi l'approche suédoise. La Suède n'a pas cadenassé son économie.

Les écoles, les restaurants, la plupart des lieux de villégiature sont restés ouverts. Les assemblées de masse ont été interdites, c'est vrai. Mais seules les personnes âgées et vulnérables ont été mises en quarantaine.

C'est-à-dire que les groupes appropriés ont été mis en quarantaine. Une grande partie du monde, entre-temps, a également mis en quarantaine les jeunes et les personnes vigoureuses.

Le taux de mortalité suédois a dépassé le taux de mortalité des États-Unis, mais pas de façon excessive.

Aujourd'hui, le virus s'est répandu dans la population en bonne santé. La plupart d'entre eux ne souffrent d'aucun symptôme ou de symptômes supportables.

Ils ont développé des anticorps... et contrairement aux craintes, très probablement une immunité durable.

C'est ce qui explique le classement de l'épidémiologiste suédois, un certain Anders Tegnell :

Il est tout à fait certain que l'immunité existe... Pour tous les cas que nous avons eus en Suède, il n'y a pas eu une seule personne qui ait eu cette maladie deux fois. Et nous avons un système d'identification très strict. Il n'est donc pas possible que nous manquions une personne qui l'a eue deux fois. Je n'ai entendu aucun rapport de pays où il y a eu un cas certifié qui a effectivement eu cette maladie deux fois. Il y a eu des rumeurs à ce sujet. Mais en fin de compte, elles ont été démenties.

Et donc la Suède est probablement sur la voie de l'immunité de la population. C'est-à-dire en route vers l'immunité du "troupeau" qui lèvera le siège.

Le monde s'est peut-être trompé

Entre-temps, les États-Unis ont choisi de se cacher à l'intérieur. Ainsi, le virus n'a pas balayé le troupeau sain.

Les États-Unis sont donc loin de l'immunité de la population que la Suède pourrait approcher.

Mais cette immunité de troupeau est-elle une immunité sans cœur qui entraîne un taux de mortalité intolérable ?

Pas selon un autre Suédois - le Dr Johan Giesecke.

Cet homme a été l'épidémiologiste de l'État suédois. Il a également été responsable scientifique du Centre européen de prévention et de contrôle des maladies. De qui ?

La plupart des gens seront infectés par cette maladie et la plupart ne s'en apercevront même pas. Nous avons maintenant des données en provenance de Suède qui montrent que 98-99% des cas ont eu une infection très légère ou n'ont même pas réalisé qu'ils étaient infectés. Nous avons donc une propagation de cette maladie bénigne dans le monde entier et la plupart des cas se produisent là où nous ne les voyons pas parce qu'ils se produisent chez des personnes qui ne sont pas très malades et qu'ils transmettent la maladie à d'autres personnes qui ne sont pas très malades... Ce que nous observons (avec le nombre officiel de cas et de décès), c'est une fine couche de personnes qui développent la maladie et une couche encore plus fine de personnes qui vont aux soins intensifs et une couche encore plus fine de personnes qui meurent. Mais la véritable épidémie se produit là où nous ne la voyons pas.

Nous admettons librement que la Suède n'est pas les États-Unis... comme nous l'a rappelé la lectrice Alice.

Pourtant, nous nous trouvons liés à l'idée que l'approche suédoise était l'approche généralement appropriée.

Et qu'une arrestation massive des personnes saines et viriles était l'approche inappropriée.

Nous sommes conscients que cela nous place en dehors du courant principal. Nous nageons plutôt dans un ruisseau parallèle...

En dehors du consensus

C'est une publication qui aime brouter le grain, altérer les métaphores. C'est pourquoi nous nous écartons souvent de façon brutale du "consensus".

Nous préférons patrouiller les limites de l'opinion autorisée... et lancer des raids non autorisés à travers la frontière interdite.

Ainsi, nous nous attaquons à des idées que le courant dominant déclarerait scandaleuses ou scandaleuses.

Nous ne sommes pas le New York Times. Nous ne sommes pas le Washington Post. Nous ne sommes pas le Wall Street Journal.

Nous n'aspirons pas non plus à l'être. Et vous ne nous liriez pas si nous l'étions.

L'histoire qui n'est pas racontée

Nous sommes liés à vous, notre lecteur. Nous sommes liés, c'est-à-dire que nous devons vous raconter "l'histoire qui n'est pas racontée".

C'est vrai, nous rapportons souvent une histoire fausse.

Nous poursuivons des pistes fantômes. Nous suivons des pistes qui sont mortes. Nous perdons l'odeur de notre carrière.

D'autres fois, nous nous plongeons dans l'eau - une eau profonde - et parfois chaude.

Mais parfois, nous y arrivons à peu près bien.

Et dans ces rares cas, ça vaut la peine...

Hickman : COVID-19 défie l'hyperbole

par Tyler Durden Lun, 18/05/2020 - ZeroHedge.com

Rédigé par Hickman via KesslerCompanies.com

[Jean-Pierre : j'ai supprimé la seconde partie du texte intitulé « dans quoi investir ». Il est évident qu'il ne connaît pas ou ne reconnaît pas la crise énergétique dans laquelle nous sommes.]

Les effets économiques de COVID-19 seront dévastateurs. Les prix des actions et des actifs chuteront de manière spectaculaire et mettront des années à se redresser. Les rendements du Trésor américain deviendront négatifs. Vendez des actifs "à risque", augmentez les liquidités et achetez des obligations du Trésor.

L'économie américaine, voire mondiale, est prête pour une grave récession à l'horizon 2020. Dans un article publié le 13 janvier, j'ai fait valoir que, sur la base des indicateurs économiques, une récession américaine commencerait avant la fin de 2020 et probablement d'ici mars. Dans ce contexte, COVID-19 n'a été que le

catalyseur (bien que transcendant) qui a fait basculer le monde dans la récession. Pandémie ou pas, le monde était en surapprovisionnement et en raison de la chasse aux mauvaises créances, de la faiblesse des entreprises et des inégalités. Il n'avait besoin que d'un coup de pouce. La Chine n'avait pas connu de récession depuis 42 ans (depuis que des registres modernes ont été tenus en 1978), l'Australie depuis 28 ans et les États-Unis depuis 10 ans. La destruction créative attendait depuis longtemps.

Et quel coup de pouce ! À peine 10 jours plus tard (le 23 janvier), j'ai écrit un e-mail à mes clients avec un article du Washington Post sur les problèmes émergents à Wuhan, disant : "J'ai l'impression que c'est une histoire plus importante que ce que nous connaissons". Dans les mois qui ont suivi, COVID-19 est devenu tout ce qu'il y a de plus important.

L'aspect santé de l'histoire est déjà assez mauvais, mais l'aspect économique est pire. Les effets économiques combinés du verrouillage mondial simultané, de neuf mois ou plus de verrouillage social à distance/en continu jusqu'à ce qu'un vaccin/traitement potentiel soit disponible (l'"économie à 90%" comme l'a appelée The Economist), ainsi que le côté normal de désendettement du cycle économique (les effets "d'entraînement" ou le changement de mentalité qu'est généralement la récession) font que la contraction économique sera profonde (grave), large (généralisée) et longue (durée).

Et pourtant, les marchés boursiers annoncent un retour rapide à la normale. Cela n'arrivera pas. Nous en sommes encore à la première étape (oserais-je dire, au "dénier") ; quelque chose qui ressemble au printemps 1930, lorsque le marché boursier s'était redressé pour ne plus reculer que de 19 % par rapport au pic du 09/03/1929. Je pense qu'il reste encore de nombreuses années et de nombreux chapitres de COVID-19 à venir.

En même temps, ce n'est pas la fin du monde. Si l'on peut comprendre comment cela fonctionne, il y a des investissements qui feront bien l'affaire ; mais seulement quelques-uns.
Le virus sera là pendant un certain temps

De nombreuses personnalités et publications disent des choses sérieuses sur la gravité et la durée de ce virus :

- Bill Gates : "Il est impossible d'exagérer la douleur que les gens ressentent maintenant et continueront de ressentir pendant des années. 4/23/2020
- La chancelière allemande Angela Merkel : "Nous ne vivons pas la phase finale de la pandémie, mais nous en sommes encore au début". 4/23/2020
- Le directeur du CDC, Robert Redfield, "Il est possible que l'attaque du virus sur notre nation l'hiver prochain soit encore plus difficile que celle que nous venons de subir. 4/21/2020
- L'envoyé spécial de l'OMS, David Nabarro, "Nous pensons que ce sera un virus qui traquera la race humaine pendant encore longtemps, jusqu'à ce que nous puissions tous avoir un vaccin pour nous protéger..." 12/04/2020
- L'ancien directeur du CDC, Tom Frieden, "Aussi mauvais que cela ait été jusqu'à présent, nous n'en sommes qu'au début". 5/7/2020
- New York Magazine, "La FDA n'a jamais approuvé un vaccin pour l'homme qui soit efficace contre aucun membre de la famille des coronavirus, qui comprend le SRAS, le MERS et plusieurs autres qui causent le rhume. 4/20/2020

Un vaccin nécessite plusieurs étapes avant de trouver la bonne formule. Une fois qu'une découverte prometteuse est faite, il y a les essais sur les animaux, les essais sur l'homme, la recherche de la dose, l'approbation réglementaire, la production à grande échelle, la distribution et la question de savoir qui paie pour cela. On ne peut pas injecter un produit à tous les humains tant que l'on n'est pas relativement certain qu'il n'aura pas d'effets indésirables. Les experts semblent s'accorder sur le fait que cela ne peut pas se faire plus vite que neuf mois. Dans le meilleur des cas, le monde sera contraint d'entrer dans l'"économie à 90 %" jusqu'en 2021.

Le COVID-19 reste un mystère pour les scientifiques. Il présente plusieurs phénomènes qui le rendent problématique :

Contagieux sans symptômes ;

Une période d'incubation relativement longue ;

Des symptômes dans tout le corps (par exemple, coagulation du sang, orteil COVID, défaillance d'un organe) ;

Une durée d'immunité inconnue après la guérison ; et

Une virulence inégale entre les souches, au sein de la population et au sein d'une même infection.

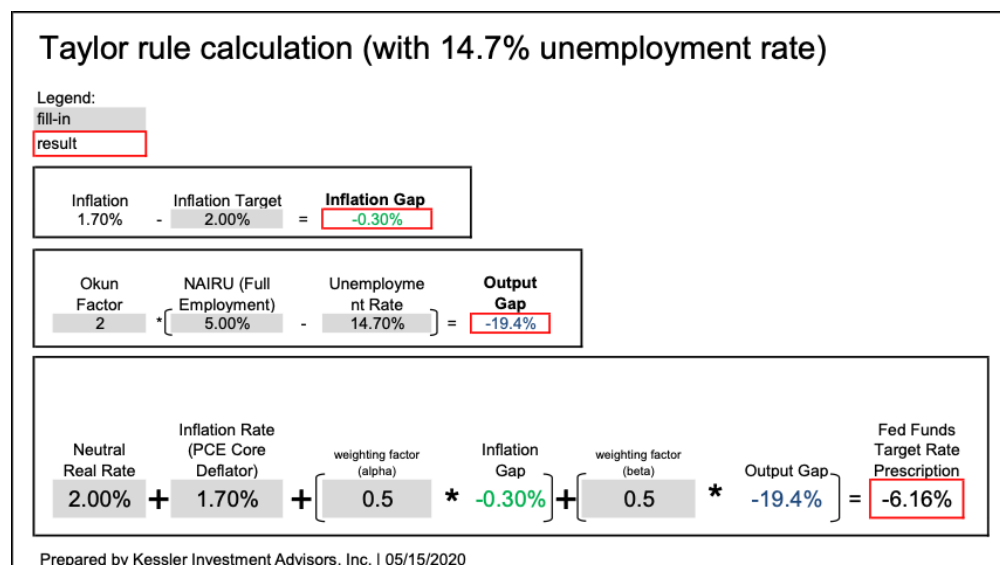
Le COVID-19 a frappé en premier lieu le monde développé, probablement dans les endroits où les voyages internationaux sont plus nombreux. C'est pourquoi la plupart des pays développés enregistrent aujourd'hui un plateau ou une diminution des nouvelles infections (du moins lors de la première vague). Mais il semble que de nombreuses économies en développement n'en soient qu'au début de leur première vague. Les économies en développement génèrent la part du lion du PIB mondial (estimée à 60-70%) et ont donc un impact important sur le monde développé.

La situation économique est grave

- Les dommages économiques déjà causés par le verrouillage ainsi que l'idée que le monde était proche d'une récession entraîneront un changement séculaire dans la mentalité de dépense qui favorise l'épargne plutôt que la dépense.
- Au-delà du confinement, la distanciation sociale requise jusqu'à ce qu'un vaccin potentiel soit disponible a des ramifications directes sur l'activité économique. Des rassemblements moins denses impliquent une moindre demande de biens et de services. Les vols avec des sièges vides au milieu ou les stades à moitié remplis en sont des exemples courants. Les politiques de distanciation sociale entraîneront une moindre production économique jusqu'à ce qu'un vaccin puisse être trouvé et largement distribué.
- La publication de données économiques a été " hors normes ", mais les investisseurs l'ont considérée comme une aberration. Et pourtant, les économistes sont de plus en plus conscients que même si l'économie a déjà touché le fond (j'en doute), il s'agira d'un retour à la normale après un an de reprise. Mais le marché boursier est fixé pour une reprise en forme de V (voir ci-dessous). Les investisseurs imaginent que la courbe des nouvelles infections (d'un pays donné) sera inversement corrélée à sa courbe économique. Lorsque le taux de nouvelles infections diminuera, l'économie reviendra dans la même proportion. Mais les indicateurs

économiques sont "hors normes" dans la même proportion que la gravité de l'incident. En d'autres termes, ce sont des chiffres réels et ils sont tout aussi effrayants.

- Lors de toute récession passée, certaines zones géographiques ou certaines industries n'ont pas été touchées et pourraient atténuer les effets des zones fortement touchées. Dans le cas présent, des pans entiers de l'économie mondiale ont été mis hors service simultanément dans une économie mondiale très spécialisée et optimisée ("juste à temps"). De plus, contrairement aux pandémies historiques plus anciennes, pour lesquelles il fallait des jours ou des semaines pour que les nouvelles se propagent, l'humanité était au courant en même temps, ce qui a modifié notre comportement économique (un peu ou beaucoup) d'un seul coup. C'est un phénomène sans précédent dans l'histoire de l'humanité.
- Face à la diminution des recettes fiscales, les États, les collectivités locales et les municipalités des États-Unis sont en difficulté et auront probablement besoin de leur propre plan de relance. Si cela se produit aux États-Unis, imaginez les crises fiscales qui frapperont les économies moins riches.
- Les pays qui n'ont pas verrouillé leur budget (la Suède) ou les pays qui se trouvent bien de l'autre côté de la courbe d'infection (la Corée du Sud, la Chine) affichent des économies déprimées même sans le verrouillage.
- Avec un taux de chômage américain de 14,7 %, la règle de Taylor implique que le taux des fonds de la Fed devrait être inférieur à moins 6 % pour stimuler l'économie. Si le taux de chômage devait augmenter à 25% en mai (selon le secrétaire au Trésor Steven Mnuchin le 10/05/2020), la règle de Taylor suggère que le taux des fonds de la Fed devrait être inférieur à moins -16% pour stimuler l'économie. Je ne suggère pas que la Fed atteindra ces niveaux, mais cela illustre l'ampleur de la crise.



Plusieurs autres ont des avertissements sévères sur la gravité économique de COVID-19 :

- Le PDG de BlackRock Larry Fink, subrepticement, "Les faillites massives, les avions vides, les consommateurs prudents et l'augmentation du taux d'imposition des sociétés jusqu'à 29% faisaient partie d'une vision que Fink a esquissée lors d'un appel cette semaine." 05/06/2020
- Neel Kashkari, président de la banque de la Réserve fédérale de Minneapolis, a déclaré : "Les grandes banques sont impatientes de participer à la solution de la crise du coronavirus. La chose la plus patriotique

qu'elles pourraient faire aujourd'hui serait de cesser de verser des dividendes et de lever des fonds propres, afin de s'assurer qu'elles peuvent supporter un profond ralentissement économique". 4/16/2020

- Sam Zell, "Sam Zell, le milliardaire connu pour avoir acheté des biens immobiliers en difficulté, a déclaré que la pandémie de coronavirus laissera le même type d'impact sur l'économie et la société que la Grande Dépression il y a 80 ans, avec des changements durables dans le comportement humain qui mettent en péril de nombreux modèles économiques". 05/05/2020
- Nouriel Roubini, "La Grande Dépression des années 2020", 04/28/2020
- Warren Buffett "Je ne sais pas si dans trois ou quatre ans, les gens feront autant de passagers-milles que l'année dernière". 05/02/2020
- Scott Miner, DSI de Guggenheim Investments, "Il est irréaliste de penser que l'économie va se réactiver au troisième trimestre dans le cadre d'une reprise en forme de V pour revenir au niveau du produit intérieur brut (PIB) d'avant la pandémie. Dans quatre ans, l'économie retrouvera très probablement le même niveau d'activité qu'en janvier". 4/26/2020
- L'historien Niall Ferguson, "Il faudra beaucoup plus de temps que ce que les gens pensent pour que l'économie se rétablisse". 05/06/2020

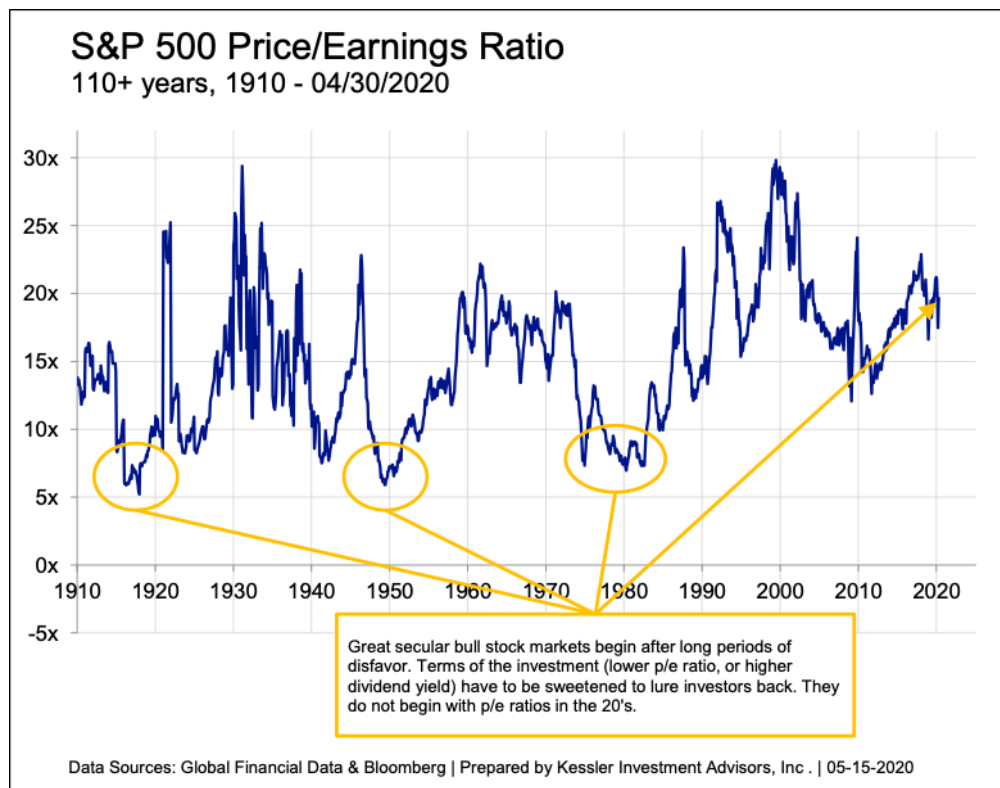
Les marchés boursiers mondiaux vont atteindre de nouveaux plateaux

Des publications de premier plan ont publié des avertissements spécifiques sur le marché boursier :

- The Economist, "Un marché baissier d'un mois semble à peine suffisant pour absorber toutes les mauvaises nouvelles possibles de la pandémie et de l'énorme incertitude qu'elle a créée. Ce drame boursier a encore quelques actes à son actif".
- Le Financial Times, "Les actions sont généralement encore cotées pour un rebondissement presque parfait de la crise du coronavirus. Les blocages peuvent durer plus longtemps que prévu. Les sorties peuvent s'avérer plus brutales. L'espoir que le virus puisse être éradiqué rapidement et qu'une deuxième vague d'infections puisse être évitée pourrait se révéler faux. Un retour rapide au statu quo ante semble de plus en plus improbable. Au milieu de tant d'inconnues, une nouvelle correction du marché semble plus que probable".

Bien qu'il semble que la Réserve fédérale et le Trésor aient dépensé des sommes infinies pour soutenir les choses, c'est encore moins que l'argent perdu. D'une manière générale, si les fonds de relance étaient aussi importants que le problème, les indicateurs économiques ne s'affaibliraient pas. Les politiciens ne rendent jamais les gens plus que entiers (dans l'ensemble) par hasard. Quel que soit le niveau de liquidité, les actions restent en fin de compte redevables aux bénéfices des entreprises.

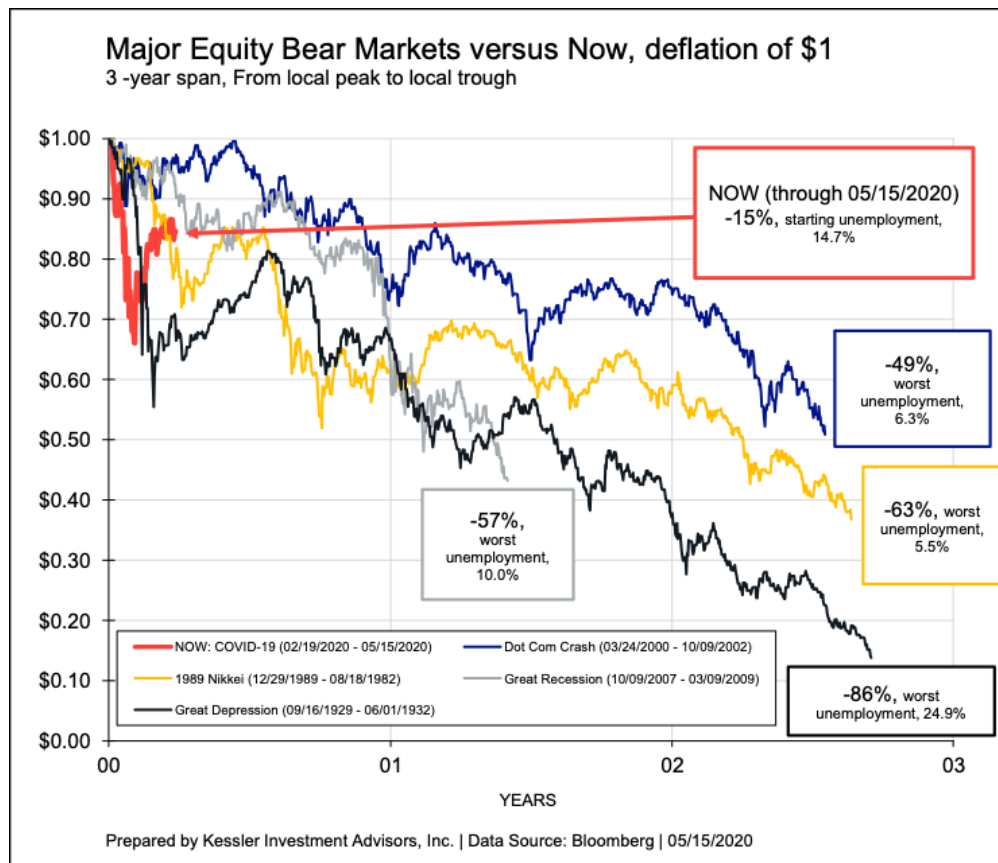
Le marché boursier est fondamentalement cher. Le ratio cours/bénéfices (à la traîne) du S&P 500 est proche de 20. Les prix devront baisser considérablement avant que les actions ne paraissent attrayantes à long terme. Ils devront baisser encore plus si les bénéfices s'affaiblissent de manière significative. Les marchés haussiers séculaires de plusieurs décennies ont commencé lorsque ces ratios sont inférieurs à 10 (voir le graphique ci-dessous).



Il s'agit d'un choc de demande suffisamment important (un "tremblement de terre" économique) pour que pratiquement toutes les entreprises (américaines ou internationales) soient en difficulté pendant des années. Même lorsque le virus et l'économie se seront améliorés, le paiement des énormes dettes publiques que les économies ont accumulées deviendra la priorité. L'augmentation des impôts finira par peser sur la rentabilité pendant des décennies. Il y aura des exceptions (par exemple Clorox ou Netflix, jusqu'à présent), mais la majorité d'entre elles auront du mal.

Comme COVID-19 n'est connu que depuis quatre mois (en fait, seulement trois, en ce qui concerne les marchés), les investisseurs peuvent encore imaginer une reprise en forme de V.

Le graphique ci-dessous situe la performance du marché boursier américain (S&P 500) par rapport à son récent sommet dans le contexte des grands marchés baissiers passés. Dans cette optique, les choses ne font que commencer. Par exemple, lors de la Grande Dépression, il a fallu près de trois ans entre le sommet et le creux. Nous n'en sommes qu'à quatre mois.



La dette peut-elle être gonflée ?

par Tyler Durden Mon, 05/18/2020 - ZeroHedge.com

Par Paul Donovan, économiste en chef chez UBS Global Wealth Management

- Les ratios de la dette publique par rapport au PIB diminuent rarement en période de forte inflation. Depuis les années 1970, la réduction de la dette a presque toujours eu lieu avec une faible inflation.
- Les dépenses publiques sont fortement liées à l'inflation. Cela peut être formel (comme pour le budget de la sécurité sociale américaine) ou simplement parce que le gouvernement est un consommateur sur le marché et doit payer le prix fort.
- Si les investisseurs en obligations sont frappés par une inflation élevée et inattendue, il est peu probable qu'ils soient satisfaits. Lorsque cela s'est produit dans le passé, les investisseurs ont exigé une assurance contre les futurs chocs inflationnistes. Cette prime de risque augmente le coût réel de l'emprunt pour un gouvernement, ce qui rend difficile la réduction des ratios d'endettement au fil du temps.
- La répression financière - une forme de taxation où les épargnants sont obligés de détenir des obligations - peut être combinée à l'inflation pour réduire les ratios d'endettement. Cependant, cela nuit aux entreprises et menace la croissance. La répression financière sans inflation est une solution plus efficace. Les gouvernements utiliseront probablement cette méthode à l'avenir.

L'inflation est un sujet complexe. Des livres entiers peuvent être écrits à ce sujet. L'un des mythes qui existent sur l'inflation est que les gouvernements peuvent facilement faire gonfler leur niveau d'endettement. Dans le monde moderne, les ratios dette publique/PIB diminuent rarement de manière significative en période de forte

inflation. Depuis les années 1970, la réduction de la dette a presque toujours été réussie lorsque l'inflation était faible.

Quelle inflation devrions-nous utiliser ?

Lorsqu'on parle de dette, c'est l'inflation des revenus qui importe, et non l'inflation des prix. L'inflation des revenus facilite le remboursement de la dette. Si une personne a un prêt hypothécaire à taux fixe qui représente trois fois son revenu et que son salaire augmente trois fois, il est alors beaucoup plus facile de rembourser le prêt. Son ratio d'endettement par rapport à ses revenus passe de 300 % à 100 %. Son revenu a fait "gonfler" son ratio d'endettement.

Pour les gouvernements, le taux d'inflation qui compte est aussi l'inflation des revenus. L'augmentation des recettes fiscales d'un gouvernement vous indique la facilité avec laquelle il peut rembourser sa dette. C'est pourquoi la dette publique est normalement mesurée par le ratio dette/PIB. Comme les gouvernements peuvent taxer les revenus de l'économie nationale, la croissance de l'économie nationale est un moyen rapide de mesurer la facilité avec laquelle la dette peut être gérée.

La grande différence entre les citoyens et les gouvernements est que les citoyens sont censés rembourser leur dette à la fin de l'hypothèque. Ce n'est pas le cas des gouvernements. Les gouvernements ont besoin d'emprunter encore et encore. C'est ce fait qui rend si difficile pour les gouvernements de gonfler leur dette. Cela crée deux problèmes.

Premier problème : les déficits augmentent avec l'inflation

Les dépenses publiques sont de plus en plus liées à l'inflation. Dans les années 1970, les États-Unis ont commencé à lier officiellement les paiements de sécurité sociale à l'inflation des prix à la consommation. Au Japon, les retraites sont également officiellement liées à l'inflation depuis les années 70. Même s'il n'y a pas de lien formel, le gouvernement est un consommateur sur le marché tout comme les particuliers. Si les prix augmentent, le consommateur paie davantage. Si les coûts de construction augmentent, les gouvernements paieront davantage pour construire des infrastructures, par exemple.

Ainsi, alors que les recettes fiscales d'un gouvernement auront tendance à augmenter avec l'inflation, une partie importante des dépenses publiques augmentera également avec l'inflation. Cela signifie que les déficits augmenteront avec l'inflation. Il est peu probable que l'inflation contribue à réduire le montant des dépenses annuelles. Il est donc plus difficile de réduire le niveau global de la dette. Mais le fait que les déficits augmentent avec l'inflation n'empêche pas la réduction de la dette. Cela rend simplement les choses plus difficiles. Le véritable dommage est causé par le second problème, la réaction des marchés obligataires.

Deuxième problème - la punition des marchés obligataires compense l'aide de l'inflation

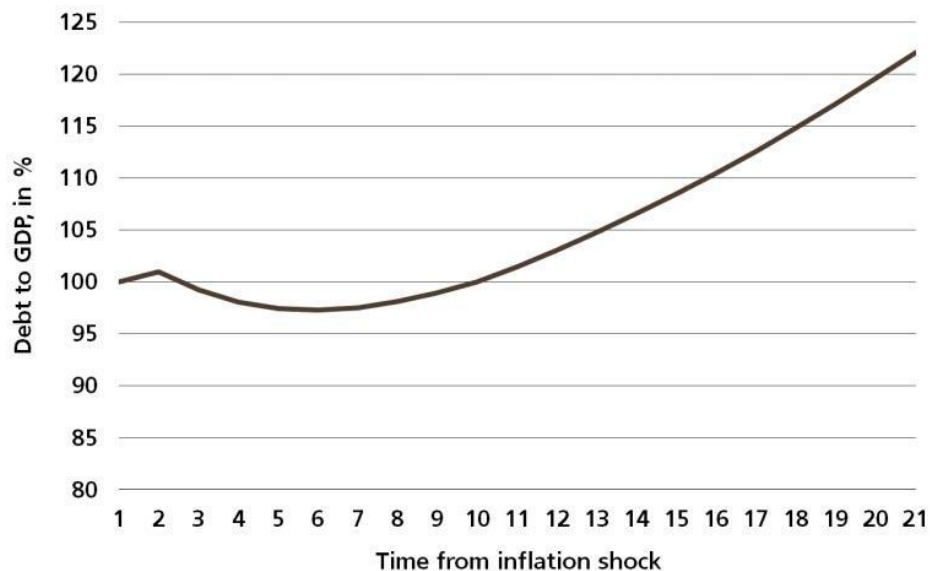
L'inflation en elle-même n'est pas un problème pour les investisseurs en obligations. Si les investisseurs étaient sûrs que l'inflation sera de 10 % par an pendant dix ans, ils achèteraient volontiers des obligations qui couvrent le coût de l'inflation. Le rendement des obligations serait de 11,5 %, ce qui garantit un taux de rendement réel de 1,5 %. Mais les investisseurs ne peuvent pas être sûrs que l'inflation sera de 10 % par an pendant dix ans. L'incertitude de l'inflation est un problème. Si vous pensez que l'inflation sera de 1 % et qu'elle s'avère être de 10 %, c'est une très mauvaise nouvelle pour l'investisseur.

En réalité, l'inflation ne peut pas être maintenue à un niveau absolument stable. Mais si l'on s'attend à ce qu'elle ne bouge pas beaucoup et qu'elle ait tendance à revenir à la tendance au fil du temps, les investisseurs sont satisfaits. Si l'inflation commence à augmenter rapidement, ce bonheur disparaît. Les investisseurs commencent à exiger une sorte d'assurance contre la nature imprévisible de l'inflation. Ainsi, si l'inflation passe de 3 à 6 %, les investisseurs voudront être payés. Ils voudront un rendement réel (en temps normal, peut-être 1,5 %). Ils voudront être payés pour l'inflation (6 %). Ils voudront également une prime d'assurance au cas où l'inflation ne serait pas de 6 %, mais de 8 ou 10 %. Cette assurance est connue sous le nom de risque d'incertitude lié à l'inflation. Elle vaut entre 1 % et 1,5 %.

En d'autres termes, si les gouvernements tentent de se libérer de leur dette en la gonflant, les marchés obligataires exigeront un prix. Et parce que lorsqu'une obligation arrive à échéance, une nouvelle obligation prend sa place, ce risque d'incertitude lié à l'inflation sera finalement imputé à l'ensemble de la dette en cours. Ce n'est pas seulement la nouvelle dette qui coûte plus cher à l'État. À terme, la dette existante finira elle aussi par coûter plus cher.

Debt ratios rise with inflation uncertainty risk

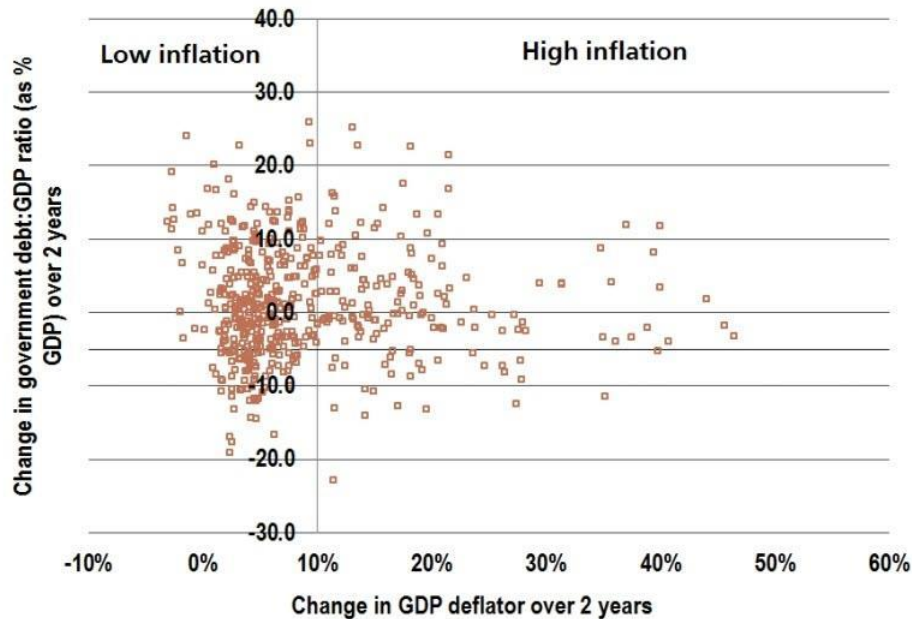
Modeled debt as a share of GDP, with a rise in inflation to 7%



Ce graphique est une simulation de l'effet du risque d'incertitude lié à l'inflation. Il montre que l'inflation réduit un peu les ratios d'endettement à court terme. Comme de plus en plus d'obligations doivent être refinancées, le risque d'incertitude lié à l'inflation augmente le coût de l'emprunt pour une part de plus en plus importante de la dette. Le ratio de la dette au PIB commence à augmenter, malgré l'inflation.

Debt does not normally fall when inflation rises

Two-year cumulative change in debt:GDP and GDP deflator, OECD economies



Source: UBS calculations

Ce graphique montre l'évolution sur deux ans de la dette publique par rapport à l'inflation, pour chaque pays de l'OCDE. Les données couvrent les années 1970 à 2019, lorsqu'elles sont disponibles. La quasi-totalité des réductions de la dette ont lieu lorsque l'inflation est faible (moins de 5 % par an). L'inflation élevée et la réduction de la dette n'ont presque jamais lieu en même temps.

Répression et inflation

Les gouvernements vont probablement essayer de réduire le niveau de la dette après le virus par le biais de la fiscalité. Il existe une forme particulière d'impôt qui sera probablement populaire : la répression financière. La répression financière consiste à obliger les investisseurs à détenir des obligations d'État, à un rendement inférieur à celui qu'ils accepteraient librement. Les investisseurs ont été contraints de céder une partie du rendement qu'ils souhaitent au gouvernement. Donner de l'argent au gouvernement est une taxe, aussi déguisée soit-elle.

La répression financière a été efficace pour réduire la dette dans le passé. La répression financière signifie également que les marchés obligataires ne peuvent pas punir les gouvernements pour l'inflation (du moins, pas aussi facilement). Les rendements obligataires sont contraints de baisser sous l'effet de la répression financière. Alors pourquoi ne pas mélanger la répression et l'inflation ?

Ce mélange permettrait de réduire les ratios d'endettement, mais le prix à payer serait assez élevé. La répression financière ne s'applique normalement qu'aux obligations d'État. Le risque d'incertitude lié à l'inflation s'appliquerait aux obligations d'entreprises. Sans la répression financière, le coût réel de l'emprunt pour les entreprises augmenterait, ce qui nuirait à la croissance économique.

Pour un gouvernement, il est plus logique de taxer les épargnants par le biais de la répression financière, tout en maintenant une inflation modérée. L'ajout de l'inflation ne réduit pas la dette à long terme.

"Ce n'est pas un exercice gratuit" - Les conséquences involontaires de l'inflation monétaire

par Tyler Durden Mon, 05/18/2020 - ZeroHedge.com
Rédigé par Alasdair Macleod via GoldMoney.com



"En bref, la Fed s'est engagée à sauver les entreprises de la plus grande catastrophe économique depuis la grande dépression et probablement plus encore, à financer les déficits budgétaires galopants du gouvernement américain, à financer le maintien de la consommation intérieure directement ou indirectement par l'intermédiaire du Trésor américain, tout en gonflant les marchés financiers pour atteindre ces objectifs et préserver l'illusion de la richesse nationale.

Il est clair que nous sommes au seuil d'une expansion monétaire sans précédent".

Introduction

Le président Reagan a dit de façon mémorable que les neuf mots que vous ne voulez pas entendre sont "Je suis du gouvernement et je suis ici pour aider". Les gouvernements de toutes les grandes juridictions tiennent désormais cette promesse non désirée et prennent la responsabilité de tout sur leurs épaules.

Ceux qui reçoivent des subventions et des garanties de prêts sont sans doute reconnaissants, même s'ils considèrent probablement que c'est le devoir et le droit du gouvernement. Mais quelqu'un doit payer pour cela. Dans le passé, la redistribution des richesses par le biais des impôts signifiait que les nantis étaient taxés pour soutenir financièrement les démunis, du moins c'est ce qui s'est passé. Aujourd'hui, grâce à l'abaissement de la valeur monétaire, presque tout le monde bénéficie de la redistribution monétaire.

Ce n'est pas un exercice sans coût. Les gouvernements ne volent plus Pierre pour payer Paul, ils volent aussi Pierre pour payer Pierre. On pourrait penser que cela est largement compris, mais les Pierre sont tellement distraits par les avantages apparents qu'ils pourraient ou non obtenir qu'ils n'en voient pas le coût. Ils ne comprennent pas que l'impression d'argent n'est pas seulement la source marginale de financement des dépenses publiques excessives, mais qu'elle est désormais devenue une pratique courante.

Les médias établis ne font pratiquement aucun commentaire sur les conséquences de l'inflation monétaire et, pour en réclamer davantage, les experts financiers nous avertissent d'un effondrement déflationniste et de la nécessité pour la Fed d'introduire des taux d'intérêt négatifs pour éviter la déflation. Oui, il existe des forces déflationnistes, car les banques souhaitent réduire leur exposition aux prêts à un moment où les risques augmentent. Mais nous pouvons être sûrs que les banques centrales et leurs maîtres politiques feront tout ce qu'ils peuvent pour contrer la tendance à la contraction du crédit bancaire en augmentant la monnaie de base. Il ne peut y avoir qu'une seule issue : la dévaluation et la destruction éventuelle des monnaies fiduciaires.

C'est l'économiste français du XIXe siècle, Frédéric Bastiat, qui a souligné que la violation de la propriété avait des conséquences invisibles. Il a adopté l'approche biblique d'une parabole, connue sous le nom d'erreur de la fenêtre brisée. Il ne s'agit pas de ce qui est vu, mais de ce qui n'est pas vu. Il a raconté l'histoire d'un garçon qui brisait une fenêtre, dont la destruction a donné au vitrier des affaires qu'il n'aurait pas eues autrement. C'est ce qui est vu, mais ce qui est invisible, ce sont les dépenses constructives qui auraient été faites si le coût de la fenêtre cassée n'avait pas été engagé.

Nous voyons l'argent versé par hélicoptère, le soutien des congés et les entreprises qui ont contribué à ne pas faire faillite. Mais nous ne voyons pas le coût. Nous ne voyons pas comment les ressources utilisées pourraient autrement être déployées de manière constructive. On nous dit que le gouvernement paie pour tout, mais les impôts ne sont pas augmentés.

L'aphorisme de Reagan était-il faux après tout ? Si c'est le cas, il faut saluer l'employé du gouvernement qui se trouve à notre porte avec son offre d'aide. Il vient avec des cadeaux. Et sans une augmentation des impôts, qu'est-ce qui ne va pas ?

Bastiat nous a donné la réponse. Malheureusement, les conséquences invisibles d'un financement inflationniste apparemment sans frais sont innombrables, comme nous le découvrirons douloureusement.

L'effet Cantillon

Plus d'un siècle avant Bastiat, un banquier irlandais en France, Richard Cantillon, avait observé que l'argent frais faisait augmenter les prix au fur et à mesure qu'il était dépensé. Il avait vécu la bulle du Mississippi de John Law, alimentée par la monnaie imprimée et l'émission de crédits bancaires, et Cantillon en avait observé les effets. Cantillon en avait donc observé les effets. Elle a fait la fortune des spéculateurs bien branchés, dont les dépenses excessives ont fait grimper les prix pour tous les autres. L'effet à cette époque était qu'en termes réels, les initiés devenaient riches et les pauvres s'appauvrirent. Aujourd'hui encore, ce processus est connu sous le nom d'effet Cantillon.

Maintenant qu'il s'agit d'une politique officielle, la leçon à tirer aujourd'hui est qu'une augmentation rapide de l'inflation monétaire, dont les effets se font sentir dans toute l'économie, appauvrira encore plus les pauvres. Elle le fera en faisant monter les prix de leurs produits de première nécessité et en réduisant le pouvoir d'achat de leurs salaires, s'ils ont la chance d'avoir encore un emploi. Mais comme le souligne Cantillon dans son Essai, le prix de la monnaie en circulation augmente de manière inégale, ce qui reflète l'augmentation de la quantité de monnaie en circulation. Cela n'a jamais été aussi vrai qu'aujourd'hui, alors que nous sommes confrontés à la combinaison d'un effondrement sans précédent de l'activité économique et d'une forte escalade de l'inflation monétaire : les riches dont les stocks augmentent peuvent acheter leurs jouets coûteux à des prix cassés, tandis que les pauvres, dont un nombre croissant de nouveaux chômeurs, luttent pour joindre les deux bouts avec la hausse des prix des produits de première nécessité.

La situation s'aggrave. Tout comme à l'époque de Cantillon, la politique monétaire moderne vise à maintenir et à accroître la valeur des actifs financiers. La bouffée d'air de John Law a tenté de gonfler la combinaison de sa Banque Royale et de ses entreprises du Mississippi. Aujourd'hui, il s'agit de tous les marchés d'obligations d'État, de la dette des entreprises, des actions et des parts. L'intention est de maintenir et de favoriser un effet de richesse pour remplacer la véritable richesse qui a été perdue, accumulée à l'origine par les entrepreneurs et les hommes d'affaires au service du consommateur avec succès. Tout ce que nous avons aujourd'hui, c'est une bouffée d'air à la John Law.

L'enrichissement de quelques-uns au détriment du plus grand nombre est un processus fini. Le résultat sera inévitablement le même : le projet de Law a commencé à se heurter à des vents contraires en décembre 1719, et en septembre suivant, sa monnaie non garantie avait échoué. Elle était morte, sans valeur, une ex-monnaie. Les preuves empiriques sont claires. Les banques centrales qui imitent aujourd'hui le plan de Law vont détruire leurs monnaies et tout ce qui flotte sur leurs mers de crédit et de dette papier. La rapidité de l'effondrement du plan du Mississippi suggère fortement qu'une fois que le contrôle sur les prix des obligations sera perdu, l'effondrement financier et monétaire contemporain sera tout aussi rapide.

C'est pourquoi il n'a jamais été aussi important de comprendre les conséquences d'une inflation monétaire qui échappe à tout contrôle. Nous devrions savoir quelles sont ces conséquences grâce à une étude de la théorie économique et des preuves empiriques solides. Les pauvres mourront de faim et beaucoup de ceux qui sont devenus riches grâce à l'inflation des actifs financiers finiront par les rejoindre. Pour ces derniers, il arrivera un moment où ils abandonneront un système d'inflation basé sur le dollar qui a échoué pour sauver ce qu'ils peuvent du naufrage financier.

Distorsions et mauvaises allocations du capital

Il y a un aspect de la destruction causée par la politique monétaire, qui n'est presque jamais pris en compte par les décideurs politiques, et c'est la façon dont elle fausse l'allocation du capital et conduit à sa mauvaise affectation. Sur les marchés libres, les capitaux sont rares et doivent être utilisés au mieux si l'on veut que le consommateur soit correctement servi et que l'entrepreneur maximise ses profits.

Le capital se présente sous plusieurs formes et englobe tous les aspects de la production ; principalement un établissement, des machines, de la main-d'œuvre, des produits semi-finis et des marchandises à transformer, et de l'argent. Un établissement, tel qu'une usine ou des bureaux, et la disponibilité de la main-d'œuvre sont relativement fixes dans leur capacité. En fonction de leur déploiement et de leur capacité, ils produisent une quantité limitée de biens. Les banques centrales et le système bancaire ne fournissent plus qu'une seule forme de capital, à savoir l'argent et le crédit, qui, sous sa forme non garantie, est infiniment flexible. Par conséquent, les tentatives de stimuler la production par des moyens monétaires se heurtent aux contraintes de capacité des autres formes de capital.

La politique monétaire a été de plus en plus utilisée pour manipuler l'allocation du capital depuis les premiers jours de la grande dépression des années 1930. L'effet a été variable mais il s'est généralement heurté aux contraintes des autres formes de capital. Lorsqu'il y a un excès de main-d'œuvre, il faut du temps pour la recycler avec les compétences spécialisées requises, un processus entravé par les syndicats qui protègent ostensiblement leurs membres, mais qui résistent en réalité à la réaffectation des ressources en main-d'œuvre. Le contrôle du gouvernement sur la planification et les réglementations de plus en plus étouffantes, qui freinent à nouveau le changement, font que les changements et les ajouts à l'utilisation des établissements allongent le temps avant que l'investissement des entreprises ne soit récompensé par des bénéfices. L'intervention du gouvernement a également découragé le retrait du capital monétaire des déploiements non rentables, ou des mauvais investissements, prolongeant ainsi inutilement les récessions.

Lorsque les nations avancées disposaient de noyaux industriels solides, les expansions périodiques du crédit et leurs contractions soudaines ultérieures ont entraîné des booms et des bustes observables au sens classique, puisque la production de biens de consommation à forte intensité de main-d'œuvre dominait l'ensemble de la production.

Il y a eu ensuite deux autres développements. La première a été l'abandon des accords de Bretton Woods en 1971, qui a entraîné une hausse substantielle des prix des produits de base. Selon l'indice général des produits de base des Nations unies, le prix est passé de 33 à 157 au cours de la décennie, soit une hausse de 376 %. Cette catégorie d'intrants de capital de production s'est comparée défavorablement à l'augmentation de 112 % des prix à la consommation aux États-Unis au cours de la décennie, l'inadéquation entre ces catégories et d'autres catégories d'allocation de capital faisant du calcul économique un exercice infructueux. Le second développement a été la libération des contrôles financiers au milieu des années 80, le big-bang de Londres et l'abrogation de la loi américaine Glass Steagall de 1933, permettant aux banques commerciales d'embrasser et d'exploiter pleinement les activités de banque d'investissement.

Le cartel bancaire a de plus en plus orienté sa capacité à créer du crédit vers des activités purement financières, principalement pour leurs propres livres, finançant ainsi la spéculation financière, tout en désaccrochant l'expansion du crédit bancaire à des fins de production pour toutes les entreprises sauf les plus grandes. En partie en réaction, les années 90 ont vu les entreprises déplacer la production vers des centres à bas coûts en Asie du Sud-Est où toutes les formes de capital de production, à l'exception du capital monétaire, étaient sensiblement moins chères et plus flexibles.

C'est alors qu'a débuté un quart de siècle d'expansion du commerce international qui a remplacé une grande partie de la production nationale de biens aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Europe. Ce sont ces événements qui ont privé l'Amérique de sa production manufacturière, et non la concurrence déloyale comme l'a prétendu le président Trump et comme le prouve la rétention des produits manufacturés par l'Allemagne. Mais cela a eu pour effet de modifier radicalement la façon dont nous devrions interpréter les effets de l'expansion monétaire sur l'économie américaine et d'autres, par rapport aux triangles de La Haye et autres.

La recherche sur le cycle économique avait supposé une structure capitaliste d'épargne des épargnants et donc la mise à disposition du capital monétaire aux entrepreneurs. L'évolution de la propension à épargner a envoyé des signaux contraires aux entreprises sur la propension à consommer, ce qui les a amenées à modifier leurs plans de production. Basé sur le rapport entre les dépenses de consommation et l'épargne, ce modèle analytique a été corrompu par l'État et ses banques agréées en remplaçant les épargnants par d'anciens épargnants qui n'épargnent plus, et même qui empruntent pour consommer.

Aujourd'hui, les origines inflationnistes des fonds d'investissement pour le développement des entreprises sont cachées par l'intermédiation financière des fonds de capital-risque, des fonds quasi-gouvernementaux et autres. Étant obligatoires, les fonds de pension continuent d'investir l'épargne, mais leurs bénéficiaires ont abandonné l'épargne volontaire et s'endettent, de sorte que même les fonds de pension ne sont pas entièrement à l'abri de l'inflation monétaire. Les fonds d'assurance seuls semblent être constitués d'une véritable épargne dans le cadre d'un système inflationniste.

Outre les fonds de pension et les compagnies d'assurance, le souhait de Keynes de voir l'épargnant euthanasié a été réalisé. Il a poursuivi en suggérant qu'il y aurait un moment "où l'on pourrait viser en pratique... à une augmentation du volume du capital jusqu'à ce qu'il cesse d'être rare, de sorte que l'investisseur sans fonction ne reçoive plus de prime...".

Maintenant que partout les dépôts bancaires ne rapportent aucun intérêt, son souhait a été exaucé, mais Keynes n'a pas prévu les conséquences involontaires de ses politiques inflationnistes qui nous sont maintenant présentées. Entre autres erreurs, il n'a pas tenu compte de manière adéquate de la limitation des formes non monétaires de capital, qui entraîne des goulets d'étranglement et une hausse des prix au fur et à mesure de l'expansion monétaire.

Les conséquences involontaires des échecs de la politique néo-keynésienne seront bientôt exposées. Les freins et contrepoids à la formation et au déploiement du capital monétaire dans le système de marché libre basé sur la division du travail ont été complètement détruits et remplacés par l'inflation. Alors, où nous emmenez-vous, M. Powell, M. Bailey, Mme Lagarde, M. Kuroda ?

Faire le point

Nous pouvons maintenant dire que l'Amérique, la nation responsable de la monnaie de réserve mondiale, a encouragé des politiques qui ont transformé son économie, qui était au départ un producteur de biens avec des services de soutien comme source de richesse pour ses citoyens, en un peu plus qu'un casino financier. Les vertus de l'épargne et de l'économie ont été remplacées par des dépenses extravagantes financées par la dette. Les entreprises non rentables sont soutenues jusqu'au retour espéré d'une époque plus facile, aujourd'hui révolue.

Les liquidités et les dépôts bancaires (comptes chèques et dépôts d'épargne) sont presque entièrement créés par l'inflation, et s'élèvent actuellement à 15,2 billions de dollars aux États-Unis, alors que le capital total des banques commerciales est d'un peu moins de 2 billions de dollars. Cela nous indique grossièrement que 13 billions de dollars sur les comptes des clients peuvent être attribués à l'inflation des crédits bancaires. Une proportion croissante de ces clients sont des sociétés financières et des entités étrangères, et non des consommateurs qui conservent des soldes de trésorerie et d'épargne.

De l'autre côté des bilans bancaires se trouve la dette des consommateurs, principalement hors bilan, mais finalement financée sur le bilan. Si l'on exclut les prêts hypothécaires, le total des cartes de crédit, des voitures et des dettes d'études s'élevait à 3,86 billions de dollars à la mi-2019, soit une dette moyenne de 27 571 dollars par ménage, ce qui confirme à quel point la dette à la consommation a remplacé l'épargne.

Avec 20 500 milliards de dollars, les bilans des banques sont bien plus importants que la simple somme de l'argent liquide et des dépôts bancaires, ce qui leur donne un effet de levier de plus de dix fois leurs fonds propres. Les banquiers seront très nerveux face à la situation économique actuelle, sachant que les pertes sur prêts et autres pertes de seulement dix pour cent anéantissent leur capital. Pendant ce temps, leurs entreprises clientes sont soit fermées, ce qui signifie que la plupart de leurs dépenses se poursuivent alors qu'elles n'ont pas de revenus, soit elles subissent des perturbations de paiement dans leurs chaînes d'approvisionnement. En bref, les livres de prêts bancaires sont en train de se retrouver dans un état désastreux. En effet, l'ensemble du système bancaire est sous l'eau alors que la Fed les exhorte à se joindre à elle pour sauver l'économie en élargissant encore plus leurs bilans.

Les sommes impliquées dans les chaînes d'approvisionnement sont considérablement plus importantes que le PIB des États-Unis. Sur terre, il s'agit d'une partie substantielle de la production brute du pays, qui capte les paiements de la chaîne d'approvisionnement à hauteur d'environ 38 000 milliards de dollars. À l'étranger, un autre chiffre énorme alimente la chaîne d'approvisionnement en dollars, ce qui porte le total pour l'Amérique à peut-être 50 000 milliards de dollars. La Fed soutient l'élément étranger par des échanges de devises et l'élément intérieur principalement par le biais du système bancaire commercial. Et elle finance indirectement les tentatives du gouvernement de soutenir les consommateurs qui sont dans le trou pour ces 27 571 dollars en moyenne par ménage.

En bref, la Fed s'est engagée à sauver toutes les entreprises du plus grand effondrement économique depuis la grande dépression, et probablement plus que cela, à financer les déficits budgétaires galopants du gouvernement

américain, à financer le maintien de la consommation intérieure directement ou indirectement par le biais du Trésor américain, tout en pompant les marchés financiers pour atteindre ces objectifs et préserver l'illusion de richesse nationale.

Il est clair que nous sommes au seuil d'une expansion monétaire sans précédent. Une partie de celle-ci consistera, à la manière de John Law, à assurer le maintien de prix gonflés pour les bons du Trésor américain. Aux taux d'intérêt actuels, le service de la dette coûte déjà au gouvernement américain 40 % de ce qui devrait être le déficit public de cette année. Ce projet de loi va maintenant augmenter de façon incontrôlable, même si les rendements obligataires n'augmentent pas. Une aide est également apportée au marché de la dette des entreprises. Blackrock a été chargé de canaliser l'investissement monétaire de la Fed par le biais d'ETF spécialisés dans ce marché. Ainsi, non seulement la Fed souscrit au marché du Trésor américain en pleine expansion, mais elle souscrit également à la dette commerciale en dollars.

Fin 1929, une relance similaire a prolongé le rallye du marché boursier, les banques s'étant engagées à acheter des actions et la Fed ayant injecté 100 millions de dollars de liquidités sur les marchés en achetant des titres d'État. Les taux d'intérêt ont été réduits. Et lorsque ces tentatives de maintenir le prix des actifs ont échoué, le Dow a baissé, perdant 89 % de sa valeur à partir de septembre 1929.

Aujourd'hui, des tentatives similaires de sauvetage des économies et des marchés financiers par l'expansion monétaire sont communes à toutes les grandes banques centrales, à l'exception peut-être de la BCE, qui se heurte à l'obstacle inattendu d'une contestation de la Cour constitutionnelle allemande revendiquant la primauté dans ces matières. Il y a donc un risque supplémentaire que le système d'inflation mondiale s'effondre en Europe, ce qui, si cela se produit, entraînera rapidement des crises financières et bancaires pour les États membres dépensiers. Il ne fait aucun doute que toute contagion financière nécessitera encore plus de tirage de monnaie par les autres grandes banques centrales pour s'assurer qu'il n'y a pas de faillites bancaires dans leur domaine.

Où est la sortie ?

Jusqu'à présent, peu de commentateurs ont saisi les implications de ce qui équivaut à la nationalisation totale de l'économie américaine par des moyens monétaires. Ils n'en ont vu que le début, le bilan de la Fed reflétant les premiers stades de la nouvelle inflation qui a vu son bilan augmenter de 61% depuis le début de l'année. Non seulement la Fed va se battre pour tout financer, mais elle devra aussi compenser la contraction du crédit bancaire, dont on sait qu'il s'élève à environ 18 000 milliards de dollars.

La Fed doit supposer que les banques vont coopérer et transmettre les liquidités nécessaires pour sauver l'économie. Outre les obstacles monétaires et opérationnels auxquels une telle politique est confrontée, elle ne peut pas s'attendre à ce que les banques veuillent assumer la responsabilité de la gestion d'entreprises qui, sans ce financement, n'existeraient pas. La Fed, ou une autre agence gouvernementale, doit alors décider de l'une des trois grandes options suivantes : poursuite du soutien, retrait du soutien ou prise en charge des activités commerciales. Cette dernière option implique une nationalisation complète.

Nous ne devons pas nous laisser séduire par l'idée que c'est un résultat qui peut fonctionner. La nationalisation des banques en faillite et leur éventuelle privatisation ne constituent pas un bon précédent pour une nationalisation plus large, car une banque n'a pas besoin d'avoir le flair entrepreneurial pour estimer la demande future des consommateurs et pour entreprendre les calculs économiques nécessaires pour y répondre. L'État qui reprend les activités commerciales échoue pour cette raison, comme le montre l'effondrement d'États totalitaires tels que l'URSS et la Chine de Mao Zedong.

Cela laisse un choix difficile entre un soutien monétaire indéfini ou le fait de tirer le tapis sous les entreprises en faillite. Il n'y a pas de prix pour deviner que l'on résistera fortement à la tentation de tirer le tapis. Par conséquent, le soutien du gouvernement aux entreprises en difficulté devrait se poursuivre indéfiniment.

À un moment donné, la prise de conscience que les banques centrales et leurs gouvernements s'enfoncent dans cette impasse économique sapera les rendements des obligations d'État, malgré les tentatives des banques centrales pour y mettre fin, même si la détérioration des perspectives du pouvoir d'achat des monnaies fiduciaires ne détruit pas d'abord les finances publiques.

Plus tôt dans la descente vers la socialisation de la monnaie, les nations ont eu l'occasion de changer de cap. Malheureusement, elles n'avaient ni les connaissances ni les tripes pour deviner et mettre en œuvre un retour à des marchés libres et à une monnaie saine. Ces opportunités n'existent plus et il ne peut y avoir qu'un seul résultat : la destruction totale des monnaies fiduciaires accompagnée de toutes les difficultés qui l'accompagnent.

Les énormes dépenses des Etats-Unis ! Et ça c'était avant le Covid-19...

Source: [or.fr](https://www.or.fr) et BusinessBourse.com Le 19 Mai 2020



Trump qui, en temps normal, se situe aux antipodes du socialisme, applique néanmoins la TMM à l'économie américaine en continuant à dépenser de l'argent qu'il n'a pas. Ses réductions d'impôts et ses dépenses excessives, combinées au ralentissement imminent de l'économie américaine, placeront bientôt les États-Unis dans la même catégorie que des pays comme l'Italie. On qualifie cette catégorie de « cas désespéré », le défaut de paiement y étant inévitable.

Mais contrairement à l'Italie, les États-Unis peuvent imprimer leur propre monnaie et ils continuent de le faire à un rythme de plus en plus soutenu. Le graphique ci-dessous montre la seule façon dont le gouvernement américain sait faire croître le PIB. Nous devons cependant nous rappeler que l'impression de quantités illimitées d'argent sans valeur entraîne une dépréciation totale de la monnaie, ce qui est une autre forme de défaut.

De 1970 à 2008, il fallait 0,77 \$ de dette pour produire 1 \$ de PIB. De 2008 à 2019, il a fallu 4 \$ de dette pour

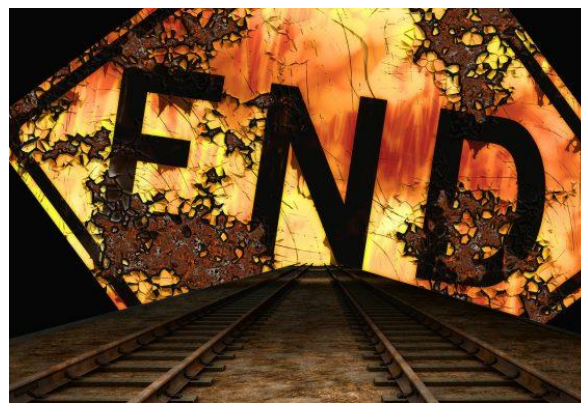
produire 1 \$ de PIB. En d'autres termes, les États-Unis tournent à sec.

THE MORE MONEY THEORY



68% des travailleurs au chômage aux États-Unis "sont éligibles à des paiements supérieurs à la perte de leurs revenus".

par Michael Snyder le 18 mai 2020



Quelqu'un peut-il expliquer comment nous allons motiver les chômeurs à reprendre le travail alors que la plupart d'entre eux peuvent en fait gagner plus d'argent en campant sur leur canapé à regarder Netflix ? Au cours des deux derniers mois, 36,5 millions d'Américains ont déposé de nouvelles demandes d'allocations de chômage, et le Congrès a naturellement voulu faire quelque chose pour faire face à cette montée en flèche sans précédent du chômage. Mais en donnant à tous ces chômeurs une prime de 600 dollars en plus des allocations de chômage existantes, le Congrès a en fait créé une incitation très puissante pour les Américains à être au chômage et à le rester aussi longtemps que durent les primes. Selon un groupe d'éminents économistes de l'Université de Chicago, 68 % des chômeurs actuels peuvent désormais rapporter plus d'argent que lorsqu'ils étaient effectivement employés...

Une nouvelle analyse de Peter Ganong, Pascal Noel et Joseph Vavra, économistes à l'Université de Chicago¹, utilise les données gouvernementales de 2019 pour estimer que 68 % des chômeurs qui peuvent bénéficier de prestations ont droit à des paiements supérieurs à leur perte de revenus. Ils ont également

constaté que le taux de remplacement médian estimé - la part du salaire hebdomadaire initial d'un travailleur qui est remplacée par des indemnités de chômage - est de 134 %, soit plus d'un tiers au-dessus de son salaire initial.

Bien entendu, il n'est pas nécessaire de ramener à la maison 100 % de son ancien revenu pour être incité à rester au chômage.

Par exemple, si vous aviez un emploi que vous détestez vraiment, vous sauteriez presque certainement sur l'occasion de rester à la maison tous les jours et de gagner encore 90 % de votre ancien salaire.

Donc oui, ceux qui ont eu des emplois très bien payés seront motivés à reprendre le travail, mais tous les autres seront fortement tentés de prendre la poudre d'escampette tant que cela durera.

Et moins vous gagnez d'argent lorsque vous travaillez, plus cette tentation est intense.

Il suffit de penser à ce à quoi les travailleurs des restaurants et des hôtels doivent penser maintenant. Selon CNBC, le chômeur moyen dans ce secteur peut désormais percevoir "182 % de son salaire précédent"...

Le travailleur moyen de cette industrie, qui emploie 14 millions de personnes, gagne 13,45 \$ de l'heure - le plus bas niveau par rapport aux autres industries.

Ce sont ces travailleurs qui bénéficieraient le plus du système de chômage par rapport aux autres - ils perçoivent 182 % de leur salaire précédent, selon une analyse du CNBC des données du Bureau des statistiques du travail et du Département du travail.

Pensez-vous que ces travailleurs vont être impatients de retrouver leur ancien emploi ?

Je ne le pense pas.

Bien sûr, la vérité est que beaucoup de leurs emplois ne reviendront jamais. Selon l'Atlantique, "des centaines de milliers d'entreprises" se sont déjà effondrées pendant cette crise économique...

L'activité des petites entreprises a chuté de près de 50 % à l'échelle nationale. Des centaines de milliers d'entreprises ont déjà fait faillite. De grands détaillants comme J.Crew et Neiman Marcus ont déposé leur bilan, tandis que d'autres, dont Macy's, vacillent. D'après certaines mesures, à peine un tiers des Américains disent qu'ils travaillent. Le rapport sur l'emploi du mois prochain montrera probablement que, pour la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale, une majorité d'Américains n'ont pas d'emploi officiel.

La dure et froide réalité est donc qu'il n'y aura tout simplement pas assez d'emplois pour tout le monde aux États-Unis dans un avenir prévisible.

Et à l'avenir, beaucoup plus d'entreprises vont faire faillite.

Tout récemment, Facebook a mené une enquête auprès de "86 000 propriétaires de petites et moyennes entreprises", et les résultats de cette enquête ont été assez surprenants...

Environ un tiers des petites entreprises contraintes de fermer en raison de la pandémie de coronavirus disent qu'elles ne pourront pas rouvrir en raison d'une incapacité à payer les factures ou le loyer, a constaté une enquête sur Facebook.

Plus de la moitié des propriétaires d'entreprises interrogés par Facebook ont également déclaré qu'ils ne s'attendaient pas à pouvoir réembaucher le même nombre de travailleurs qu'avant la pandémie.

Plus précisément, l'enquête a révélé que seulement 45 % des propriétaires de petites et moyennes entreprises prévoient de réembaucher le même nombre d'employés qu'avant la pandémie.

Cela signifie donc que des millions et des millions d'emplois ont disparu pour de bon.

Et bien sûr, le climat de peur que COVID-19 a créé va paralyser les nouvelles embauches pendant longtemps. Si vous êtes une entreprise existante et que vous craignez de ne pas pouvoir garder les employés que vous avez déjà, vous allez hésiter à en embaucher de nouveaux.

En fin de compte, il sera extrêmement difficile de trouver un emploi dans les mois à venir, et les perspectives à long terme pour les nouveaux chômeurs ne sont pas du tout bonnes.

Pour l'instant, ces nouveaux chômeurs sont pris en charge par le gouvernement fédéral, mais les primes de 600 dollars doivent expirer en juillet.

Si nous arrivons en juillet et que ces prestations ne sont pas prolongées, nous pourrions avoir une énorme crise nationale sur les bras.

Bien sûr, nombreux sont ceux au Congrès qui sont très désireux de prolonger ces prestations, mais cela signifierait aussi emprunter et dépenser des milliards et des milliards de dollars supplémentaires que nous n'avons pas.

Et que se passera-t-il lorsqu'une crise encore plus grave que la COVID-19 se présentera ? Nous ne faisons qu'expérimenter les premiers vents de la "tempête parfaite" que j'ai décrite dans "Le début de la fin", et la plupart des Américains ne sont absolument pas préparés à ce qui s'en vient.

Alors ne soyons pas en colère contre ceux qui ont perdu leur emploi simplement parce qu'ils ont une aubaine pour quelques mois. Au contraire, tenons nos dirigeants nationaux pour responsables de nous avoir mis dans ce pétrin en premier lieu.

Pendant des décennies, nos dirigeants nationaux nous ont conduits sur une voie qui mène à l'oubli national, et il semble maintenant que nous approchions rapidement de la fin de cette voie.

Quand l'orage gronde vient le vent des idées courtes

François Leclerc 16 mai 2020

Venant de se brûler les ailes avec ses investissements dans le transport aérien qui se sont révélés calamiteux en ces temps de confinement, Warren Buffett n'entend pas recommencer. Tout un symbole, il se désengage de Goldman Sachs et de JP Morgan Chase qu'il avait sauvé en 2008 en leur faisant payer cher, reconnaissant que « nous ne savons pas exactement ce qui se passe lorsque une partie importante de la société est à l'arrêt ».

Lui faisant écho, la Fed met en garde les institutions financières, les banques américaines en particulier, en raison de risques élevés de pertes sur les prêts et de baisse du prix des actifs. L'endettement des entreprises à bas standard de crédit s'accélère, et rien ne garantit que les particuliers, qui ont bénéficié d'un délai de grâce gouvernemental de 90 jours, vont reprendre leurs remboursements interrompus. Les hedge funds ne sont pas épargnés, certains étant déjà très affectés par la volatilité des marchés et les phénomènes de « dislocation » (qui ne tournent pas rond plus simplement). Enfin, le marché des Collateralized loan obligations (CLO), sur lequel la Fed intervient déjà, ne va pas être épargné.

Avec l'accroissement du risque crédit, la crise atteint sa dimension financière. De sanitaire, elle est vite devenue économique et sociale, imposant aux États d'intervenir en grand au prix d'un endettement sans précédent en si peu de temps. Ce n'est pas fini. Aux États-Unis, la Chambre des représentants à majorité démocrate a adopté un plan de 3.000 milliards de dollars, principalement axé sur des mesures de soutien aux américains, que les républicains, engoncés dans leurs certitudes idéologiques, rejettent. Ils le qualifient de « pas sérieux » et se préparent à ne même pas le mettre à l'ordre du jour du Sénat qu'ils contrôlent.

Plus modestement, la Commission va tenter de faire adopter par les chefs d'État et de gouvernement, puis par le Parlement européen, un plan d'un montant plafonné à 1.000 milliards d'euros destiné une fois de plus à impressionner. Il n'y a pas de quoi, le Parlement réclame le double ! Et les emprunts de la Commission sur les marchés s'échelonnent sur trois ans, tandis que leurs modalités de remboursement ainsi que l'affectation future des fonds restent à ce stade imprécisées.

Des deux côtés de l'Atlantique, les partisans de la rétention sont à la manœuvre, le terme d'apprentis sorciers n'étant pas inapproprié. Sans les y assimiler, c'est aussi l'heure pour les exorcistes de se manifester. Aux États-Unis, l'un des lanceurs d'alerte de la précédente crise, pour un temps économiste en chef de la mégabanque américaine Citibank, Willem Buitter, pense le moment venu de rappeler que « toute dette doit être payée » et l'expédie sans autre forme de procès en la qualifiant de « magique » la théorie monétaire moderne qui voit dans la création monétaire des banques centrales une bonne manière d'effacer la dette. Or, il ne croit pas au renouvellement des conditions qui ont prévalu à la suite de la seconde guerre mondiale, lorsque l'action combinée d'une forte croissance et de l'inflation l'ont progressivement rognée, ce en quoi il n'a pas non plus tort. Cela ne laisse selon lui que de pénibles solutions. La dette des entreprises pourra être convertie en prises de participation dans leur capital, mais il ne sera pas fait l'économie des réductions budgétaires et des hausses d'impôt, un cocktail différent suivant les pays.

« Annuler la dette, c'est toujours en transférer le fardeau à d'autres », assène de son côté Jean Pisani-Ferry, sans préciser à qui. Il annonce cependant que des créances vont devoir être abandonnées et des pertes sur les garanties de crédit reconnues, ce qui en donne une petite idée. L'essentiel de son propos est toutefois ailleurs, consacré à pourfendre les avocats de l'annulation de la dette, désignant Alain Minc et Jean-Luc Mélenchon qui préconisent à l'identique de convertir la dette en obligations perpétuelles ou de longue durée à taux zéro émises par la BCE. Un « tour de magie monétaire » selon lui, qu'il reconnaît cependant être une solution de dernier ressort, car « elle appauvrit les épargnants, détruit les banques et dégrade la réputation financière du pays. » Ce serait cependant une « mystification » prétend-il ensuite, procédant d'une « conversion à l'économie vaudou ». Voilà qui justifie en effet un exorcisme.

Comme le petit Poucet, ils sont perdus, ne disposant que de miettes de pain pour retrouver leur chemin faute des petits cailloux de Charles Perrault...

« Merkron et le dernier plan bidon ! »

par [Charles Sannat](#) | 19 Mai 2020

Mes chères impertinentes, chers impertinents,

Voyez, le problème, parfois, c'est que l'on sait exactement ce qu'il va se passer avant même que cela n'arrive. Tous ceux parmi vous qui sont parents d'enfants savent très bien de quoi je parle. De l'instinct, à la compréhension et à l'expérience du vieux singe à qui plus personne ou presque ne peut plus apprendre à faire une nouvelle grimace, l'avenir est déjà connu.

Alors nous devons supporter les médias serviles, remplis de jeunes blanc-bec et de blanche-bec également, soyons paritaire, les « hourras » de rigueur, nous devons communier à la cathédrale cathodique les vraies étant encore fermées au culte, saluer notre grand timonier à la barre au Palais qui se prenait ce week-end pour le Général de Gaulle, et depuis hier pour le sauveur de l'Europe et du couple franco-allemand sans lequel ... « rien n'est possible en Europe ».

Simagrées prévisibles.

Communication pathétique.

La réalité elle est la suivante.

500 milliards d'euros qui seront empruntés et répartis par la Commission Européenne de Bruxelles qui n'a jamais servi à rien si ce n'est à pondre des règlements ineptes sur la contenance des chasses d'eau des cuvettes à chiottes de l'Union ou encore le diamètre de la noix sur le marché de Foix... C'est important le diamètre de la noix même si c'est un sujet à la noix.

Je peux donc déjà vous dire très précisément que ces 500 milliards ne représentent strictement rien dans une zone euro dont le PIB est déjà de 14 000 milliards d'euros !

Nous parlons de 3.6 % du PIB de l'eurozone et de 2 % en gros de l'Union Européenne tout entière ! Bref, une goutte d'eau dans un océan d'endettement qui est en train de se créer dans chaque pays d'Europe. L'Allemagne va dépenser presque 900 milliards à elle seule, la France terminera sur son budget propre à 500 milliards d'euros, l'Italie et l'Espagne également, bref, ces 500 milliards ne représentent rien, mais ce n'est pas là le plus important.

Comme je suis voyant, je peux vous dire très exactement comment la Commission Européenne va les répartir.

États membres du MES	Pourcentage des contributions
Allemagne	27,1464
France	20,3859
Italie	17,9137
Espagne	11,9037
Pays-Bas	5,717
Belgique	3,4771
Grèce	2,8167
Autriche	2,7834
Portugal	2,5092
Finlande	1,7974
Irlande	1,5922
Slovaquie	0,824
Slovénie	0,4276
Luxembourg	0,2504
Chypre	0,1962
Estonie	0,186
Malte	0,0731

Par exemple l'Allemagne percevra après toutes les circonvolutions bruxelloises de rigueur 27,1464 % de ces 500 milliards d'euros soit précisément 135 milliards et 732 millions d'euros. Je vous épargne les centimes.

La France recevra 101 milliards et 929 millions.

Puis, plus nous irons vers les « petits » pays plus les sommes baisseront.

Si l'Europe veut être « sympa » et souhaite faire un peu de démagogie facile, ils s'écarteront des répartitions traditionnelles pour donner un peu plus aux plus petits ou à ceux qui en auront le plus besoin, mais cela ne changera rien au bout du compte au fonctionnement déjà moribond de la zone euro que le couple Merkron n'a pas pu sauvé hier.

Ils ont offert aux peuples d'Europe un petit répit et une nouvelle séance de communication comme toutes celles auxquelles nous avons eu droit lors de la crise précédente de 2008 à 2012 où tous les deux mois un « sommet de la dernière chance » sauvait à nouveau l'Europe.

D'ailleurs je crois que c'est Nicolas Sarkozy qui a le plus souvent sauvé l'Europe à lui tout seul aidé de Merkel déjà à l'époque.

Souvenez-vous... la crise de 2007, il faudra attendre 2010 pour que l'Europe mette au point le Le Fonds européen de stabilité financière (FESF) pour la zone euro.

Mais il y aura aussi le Le Mécanisme européen de stabilité financière (MESF)... pour les pays de l'Union Européenne mais hors zone euro.

Puis tout cela sera consolidé et fusionné dans le MES, le mécanisme européen de stabilité...

Déjà à l'époque le mécanisme était très simple.

Des pays surendettés, en déficit chronique, se portaient « garants » d'un fonds qui empruntait pour prêter de l'argent à ces mêmes pays en faillite théorique.

Il fallait là aussi s'extasier sur l'intelligence remarquable d'une telle décision européenne.

Aujourd'hui nous ne savons pas très bien comment tout cela va fonctionner, mais en gros l'idée, c'est que l'Union Européenne puisse emprunter. Mais pour emprunter, encore faut-il qu'elle dispose de ressources... des impôts quoi. Il n'y a pas d'impôts européens pour le moment. Soit les pays vont abonder un peu plus selon leur quote-part, soit nous aurons droit à la mise en place d'un nouvel impôt, fédéral et européen cette fois.

Ils en rêvent depuis le départ.

L'impôt européen.

Haaaaaa.... quelle idée géniale.

Nous paierons, car au bout du compte c'est toujours les petits gueux qui payent, du fin fonds de la Grèce, à la campagne portugaise, aux coins reculés de la Creuse, nous sommes taxés et rapinés avec une grande constance.

Évidemment l'Europe n'est pas sauvée du tout, et nous ne sommes globalement d'accord sur rien, si ce n'est sur une petite chose, faire de la communication et des moulinets dans l'eau.

Encore quelques instants de plus Monsieur le bourreau, cela peut durer encore longtemps, mais il va falloir cette fois payer une crise aux coûts monstrueux.

Je ne suis pas persuadé compte tenu des montants concernés que les accords minima et les expédients marketing soient suffisants.

Pas cette fois, surtout que la crise n'est pas terminée.

Elle ne fait que commencer.

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu. Préparez-vous !

Bourses euphoriques. Les marchés parient sur le « pire est passé » !

C'est « la meilleure séance depuis mars pour les Bourses européennes » s'exclame l'agence de presse Reuters.

Et pourquoi selon vous ?

Parce que les Bourses européennes profitent « *des espoirs de reprise progressive de l'activité économique, de la promesse renouvelée de soutien de la Réserve fédérale et des premiers résultats prometteurs d'un essai de vaccin expérimental contre le COVID-19* ».

« *Les traders valident le scénario selon lequel le pire de la crise est passé, d'où la vigueur du courant acheteur* », résume David Madden, analyste de CMC Markets.

Une pandémie c'est long, très long et... nous vivons en réalité depuis le début c'est-à-dire depuis début janvier 2020 avec un horizon de temps à 15 jours.

Prenez le cas de la France.

Nous sommes en train de « déconfiner ».

Il y a 14 jours de délais d'incubation.

Nous commencerons à voir dans les chiffres une stabilisation, une baisse ou une augmentation des nouveaux cas en début de semaine prochaine.

Si le nombre de nouveaux cas s'accélère, alors nous repartirons vers de nouvelles restrictions et même vers un nouveau confinement éventuel.

Ce n'est pas à souhaiter, mais c'est fort probable. Si le port du masque réduit considérablement les contaminations ils ne les évitent pas toutes.

Nous allons donc normalement avoir un ralentissement des cas par rapport au premier pic épidémique qui nous fera gagner du temps avant le second avec l'espoir de pouvoir le maîtriser sans confinement.

C'est évidemment envisageable, mais ce n'est pas certain.

Nous continuerons donc à avoir une forte volatilité en fonction du flot d'informations parfois positives, et parfois inquiétantes avec des variations d'autant plus fortes que l'incertitude restera élevée.

Charles SANNAT

Marché immobilier. Prix en baisse, taux en hausse.

« La crise exceptionnelle qu'est en train de subir la France, comme pratiquement le monde entier, à la suite de la pandémie de coronavirus, influence tous les secteurs, et celui de l'immobilier n'y fait pas exception. Selon les experts, si les prix devraient, selon toute vraisemblance, baisser de façon plus ou moins importante, les taux d'emprunt quant à eux ont déjà commencé à remonter. Tout dépendra donc de la durée de la « crise » qui, si elle persiste, pourrait faire plonger de nombreux français, et le marché de l'immobilier avec, dans les pires tourments ».

Voici l'essentiel de cet article.

Oui les taux montent et oui les prix devraient baisser, pourtant je crois que ce n'est pas les deux points les plus importants pour prévoir l'avenir du marché immobilier.

Les taux ne devraient pas remonter durablement ou alors ce sera la faillite généralisée de tous les acteurs endettés de l'économie et ils sont trop nombreux pour que cela soit envisageable. Les prix ne devraient pas s'effondrer mais plutôt évoluer vers une forte hétérogénéité en fonction de l'évolution de la crise.

Si les mesures de distanciation sociale doivent perdurer plusieurs années, alors c'est un nombre considérable de commerces qui devront redimensionner leurs charges.

Les murs de boutiques et de commerces devraient donc être terriblement impactés, là où le résidentiel pourrait ne connaître qu'une faible correction... qui sera inégale car des changements d'usage pourraient apparaître et ce sont les changements d'usage qui bouleversent les marchés.

Et si demain les Parisiens restaient à la campagne en télé-travail ?

De quoi faire baisser les prix en Île de France et les faire monter en zone rurale.

Autre élément de réflexion... le directeur scientifique de MeilleursAgents, Thomas Lefebvre, estime ainsi que *« des villes comme Toulouse, centrée sur l'aéronautique, ou la région de Sochaux si l'automobile est en difficulté, seront sûrement les plus impactées »*

Ce pourrait être surprenant.

Charles SANNAT

Les USA comptent priver le chinois Huawei de processeurs grâce à « l'exterritorialité » de leur droit

Les Etats-Unis sont lancés dans une guerre économique à mort avec la Chine pour la domination du monde et le maintien de leur leadership.

Cette guerre fera de très nombreux morts.

Des modèles économiques d'entreprises que l'on croyait solides vont s'avérer inadaptés aux changements en cours et subir de plein fouet la démondialisation qui est en cours et qui s'accélère avec le choc que représente le Sars-Cov2.

Huawei, finira comme un géant des Télécom uniquement en Chine et sans doute en Russie, mais guère plus, Huawei finira par se faire sortir de l'Amérique du Nord et... de l'Europe de l'Ouest, les deux plus gros marchés mondiaux même pour la Chine.

Vous noterez que les Américains poursuivent leur stratégie basée sur l'exterritorialité de leur droit.

Un terme complexe pour dire que toutes les entreprises du monde qui veulent travailler aux Etats-Unis doivent respecter les règles américaines, sinon, elles sont sorties du marché américain et peuvent alors appliquer uniquement leur propre droit.

Charles SANNAT

Relocalisation, ça commence et c'est une bonne nouvelle. L'exemple Axess Vision.

C'est un article de La Nouvelle République qui revient sur les relocalisations en cours... A la base la prise de conscience semble-t-il de notre dépendance aux importations venant de l'étranger avec cette histoire de masques...

C'était largement prévisible, mais « avant » parler de souveraineté était un gros mot, alors que nous parlions d'indépendance et de résilience. Mais mieux vaut tard que jamais.

« Depuis les premiers jours de la crise sanitaire, c'est un thème récurrent pour envisager l'après-crise sanitaire : la relocalisation. Autrement dit, le retour de l'activité et de l'emploi sur le territoire. Le président du conseil régional, François Bonneau, en a même fait une priorité politique. « Nos concitoyens s'interrogent sur la mondialisation aveugle. Une illustration a été de découvrir que pour s'approvisionner en masques, nous étions dépendants de la production et du marché international. »

Privilégier les circuits courts, la sous-traitance de proximité, les filières locales, le marché intérieur ou même régional... Des démarches de bon sens que l'internationalisation à marche forcée a parfois mis à mal. Dirigeant d'Axess Vision Technology à Joué-lès-Tours, Emmanuel Hallauer témoigne des contraintes et des paradoxes. Ce fabricant de matériel chirurgical de pointe a été en première ligne de l'urgence sanitaire ces dernières semaines. En rupture de stock sur ses endoscopes, il accroît progressivement sa capacité de production, et joue le jeu de la ressource humaine locale en recrutant régionalement techniciens et ingénieurs. Mais dans un marché concurrentiel et en l'absence d'une préférence territoriale sur les appels d'offres, il n'équipe pas les grands établissements hospitaliers de la région ».

Comme le montre l'exemple d'Axess Vision, il n'y aura pas de relocalisations durables sans la mise en place de protections adaptées.

Il n'est pas possible de laisser faire la concurrence quand les coûts de production sont trop divergents (supérieurs à 10 %). Entre la zone euro et la zone dollars, les coûts de production et la main d'oeuvre sont globalement sensiblement au même prix. Ce n'est pas le cas entre l'Europe et la Chine, et ce n'est même pas le cas au sein même de l'Union Européenne avec un smic français mensuel à 1 500 euros charges comprises et un smic bulgare à... 250 euros/ mois !

Charles SANNAT

Pour réfléchir: nous perdons nos facultés et possibilités d'adaptation.

Bruno Bertez 18 mai 2020

C'est un de mes thèmes récurrents, nos sociétés se dés-adaptent aux défis et aux changements de la vie.

Notre survie en tant que groupes et en tant que sociétés organisées passent par l'adaptation. La vraie adaptation, pas l'adaptation aux caprices et aux intérêts des Maîtres.

Ce qui est important c'est le monde réel, pas le monde névrotique, déformé par leurs désirs, leur minable volonté de puissance et leurs ordres appuyés de violence. Quand les maîtres manipulent vos perceptions, créent un monde Potemkine imaginaire en fonction de leurs intérêts, ils vous mutilent, ils amputent vos capacités d'adaptation. En passant ils vous rendent vulnérables et donc dépendants d'eux.

Nos sociétés ne supportent plus rien, elles s'affolent rapidement et facilement, elles demandent à être protégées de tout. En tant que sociétés et espèces, elles vieillissent.

Ceci tient à de nombreuses causes, dont le fait que nous avons remplacé la perception du réel par la perception de signes ou signaux plus ou moins fidèles, plus ou moins imaginaires. A force de subir le code de la route, nous ralentissons face à un panneau oublié « verglas » en plein été, cela devient un réflexe. Bien sûr c'est caricatural et je ne cherche qu'à vous faire comprendre ce qu'est un signal névrotique: c'est un signal qui n'est pas symbolique du réel, un signal inadapté qui produit une réponse elle-même inadaptée, il ne le reflète pas, il pointe quelque chose d'imaginaire.

Tout cela doit être médité alors que beaucoup d'événements vont solliciter et sollicitent déjà vos facultés d'adaptation.

Je vous livre ce petit extrait d'un texte de JP Hussman

« Dans un large éventail d'animaux, y compris les humains, la capacité de détecter, d'observer et de répondre immédiatement à la peur ressentie par d'autres membres du groupe est essentielle à la survie.

Quand un troupeau de gazelle fuit un lion, ce n'est pas parce que la plupart des gazelles ont même vu le lion, mais plutôt parce qu'elles répondent en séquence aux signaux de peur fournis par les membres qui sont à proximité. Cette réponse essentielle à la survie est médiée par une partie du cerveau appelée l'amygdala.

À mon avis, en intervenant de manière agressive sur les marchés financiers, à des niveaux de valorisation encore loin des normes historiques banales, la Réserve fédérale a procédé à une amygdalotomie sur le public investisseur.

La Fed a encouragé une confiance inadaptée en l'absence de risque. Cette confiance excessive des investisseurs est en soi une menace pour leur survie.

Du point de vue de la santé publique, une atténuation similaire de la « réaction à la peur » au début de l'épidémie de COVID-19 a également contribué à de lourdes pertes de vies humaines et d'activité économique au cours des derniers mois ».

A lire. Les différentes étapes de la fuite devant la monnaie. Les marchés tiennent les banques centrales par les c...les .

Bruno Bertez 18 mai 2020

A lire. Les différentes étapes de la fuite devant la monnaie

Les différentes étapes de la fuite devant la monnaie selon Artus. Extrait

La monétisation des dettes publiques va entraîner une hausse énorme, de l'ordre de 70% de l'offre de monnaie, c'est à dire de la base monétaire par les banques centrales.

Une création monétaire aussi forte va conduire à la défiance des agents économiques vis à vis de la qualité, de la valeur de la monnaie.

Elle va conduire à la fuite devant la monnaie. Quelles en sont les différentes étapes?

-Comme tous les pays font la même chose, il n'y aura pas d'incidence sur les taux de change, tout se dévalorise en même temps. C'est ce que l'on observe.

-Mais les épargnants et investisseurs vont essayer de se débarrasser de cette monnaie pour acheter des actifs comme les actions, l'immobilier, l'or etc. Ainsi vont se développer des bulles sur tous les prix des actifs, c'est ce que l'on a vu avec la crise des subprimes et cela va empirer après la crise du Covid.

-Le sentiment de perte de valeur de la monnaie va conduire les agents économiques à rechercher d'autres monnaies de transaction que les monnaies officielles dévalorisées ; ceci ouvre la porte aux monnaies privées de type crypto par exemple.

-ce n'est que si le réflexe de défiance vis à vis de la monnaie conduisait, pour se débarrasser de la monnaie, à des achats de biens et services et non à des achats d'actifs qu'il y aurait inflation des prix des biens et services. Pour l'instant ceci ne s'observe pas.

Tel est en gros ce que pense Artus.

Mes observations.

La création de monnaie vise à stabiliser le système financier et boursier. Donc elle est réalisée de telle façon qu'elle se dirige vers les marchés boursiers, en soutiennent les prix, et au fur et à mesure que la spéculation prend conscience du phénomène, elle s'enhardit , une nouvelle bulle encore plus grosse se forme.

Cette bulle est cynique c'est à dire quelle ne se pose pas la question de la surévaluation du prix des actifs et de la rentabilité future des placements pour la bonne raison, que ce ne sont pas des placements mais des spéculations qui font monter les cours. On joue non pas la rentabilité du placement mais des écarts de cours .

Les acheteurs ont une vision de court terme, une vision de prédateurs, ils viennent « tirer un coup ».

En quelque sorte ils « jouent » les actions, les mesures des banques centrales et non pas le résultat de ces actions. Ils jouent comme on dit en Bourse « sur le poil des banques centrales » , lesquelles leur font donc un splendide cadeau.

Ces spéculations sont en quelque sorte des achats d'initiés car les banques centrales d'une part font toujours la même chose depuis 1987; elles sont prévisibles et d 'autre part elles téléphonent leurs coups. Ce que l'on appelle la communication et les guidances.

Les marchés savent par avance à la fois ce que les banques centrales vont faire et en même temps elles savent que ces même banques centrales ne peuvent plus les laisser tomber; ces achats sont des achats « rogues », « voyous » en quelque sorte par des opérateurs qui tiennent les banques centrales en otage.

Comme on dit les marchés tiennent les banques centrales par les couilles.

Donc le regonflement de la bulle consiste à acheter des actifs longs avec de l'argent court et à acheter des actifs à risque sachant que l'on aura l'argent gratuitement et que l'on ne risque rien à court terme puisque les banques centrales fournissent le financement, soutiennent les cours et protègent des erreurs ou des excès d'avidité .

C'est la situation idéale en terme de spéculation:

-les banques centrales ont peur, elles sont terrorisées et tétanisées donc elles paient, elles crachent face au risque/chantage

-l'économie productive va mal et donc l'argent n'y va pas, l'argent reste dans les marchés, dans la loterie toujours gagnante, dans l'imaginaire hédonique boursier.

Comme l'argent ne va pas dans le réel il n'y a pas de hausse des prix des biens et des services, pas d'inflation et peu de croissance donc la banque centrale peut continuer à arroser et maintenir sa politique

La question importante va se poser à l'avenir, au prochain tour du manège spéculatif; lors du prochain choc, les actifs financiers seront encore plus surévalués, les marchés seront encore plus fragiles, les banques centrales pourront encore moins tolérer une baisse des bourses et elles devront encore plus cracher au bassinet.

Lisez Artus :

Éditorial. L'inflation, la monnaie, les déficits, le jeu et pour finir la destruction puis la guerre.

Bruno Bertez 19 mai 2020

Ce n'est pas simplement la création de monnaie en elle-même qui crée l'inflation, mais la création de monnaie dans le but de financer les déficits publics.

J'ai écrit régulièrement depuis 2009 que ce n'est pas la politique monétaire qui produit l'inflation mais qu'elle ne fait que la permettre, la solvabiliser.

Ce qui produit de l'inflation c'est la politique budgétaire. La quantité de monnaie dans le système n'est pas inflationniste quand cette monnaie est neutralisée par la peur et donc par la demande d'encaisses oisives. Quand la monnaie est stockée, neutralisée, c'est comme si elle n'existait pas.

L'inflation se déclenche quand on cesse d'avoir peur et quand on recommence à préférer détenir/acheter des biens et des services plutôt que des signes monétaires. Bref quand on la fait circuler.

L'inflation se produit si on crée de la monnaie à un tel point que la confiance du public dans les dettes du gouvernement est ébranlée, quand la confiance est déstabilisée.

Les conséquences inflationnistes tendent à être particulièrement graves lorsque ces déficits surviennent lors de « chocs d'offre » lorsque la production de biens et de services devient contrainte/limitée pour une raison ou une autre. Si l'offre ne peut répondre à la demande, les producteurs regagnent la capacité à fixer les prix en fonction de leur désir ou de leur besoin de profit. Les salariés en souffrent, ils exigent des hausses de salaires et ainsi se dresse l'échelle de perroquet des prix et des salaires.

Quand les masses de dettes montent, le besoin de profit augmente. Il y a un lien entre dette aujourd'hui et besoin de profit futur puisque pour honorer les dettes il faut faire des excédents, excédent, c'est l'autre nom du profit.

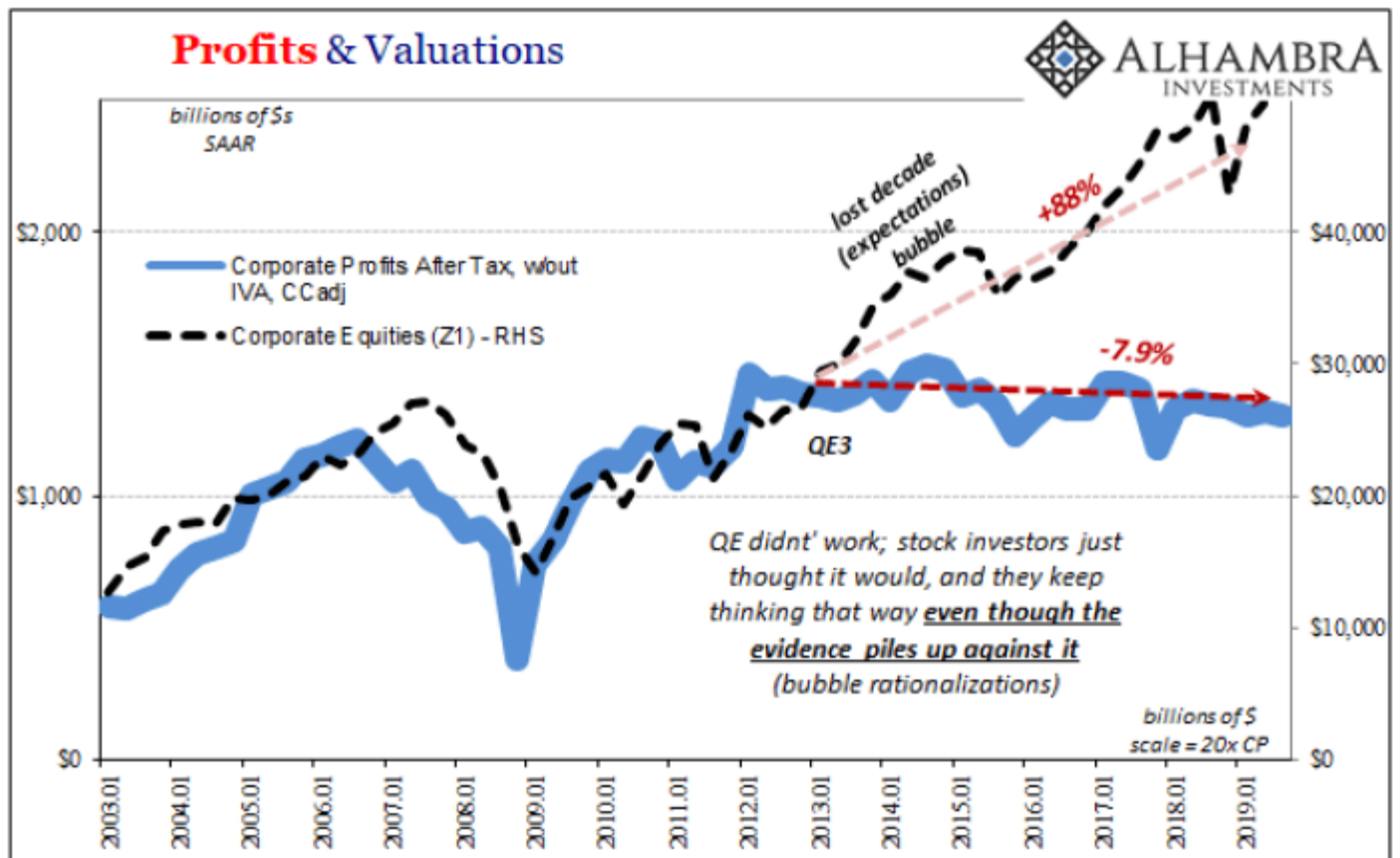
Quand la masse des actifs financiers, quand la capitalisation boursière enfle, le besoin de profit enfle également car il faut délivrer. En anglais « deliver ». Deliver cela signifie que l'économie doit augmenter la masse de profit et de cash flow qu'elle produit afin de valider/soutenir les cours boursiers.

Si elle ne le fait pas, les marchés chutent. Et la banque centrale est obligée réinjecter de la monnaie pour les soutenir ce qui ne fait qu'aggraver et reporter le besoin de profit et d'inflation future.

Le gonflement de la masse des actifs financiers est une sorte d'anticipation de l'inflation future puisque les actifs financiers en bonne logique ne sont rien d'autre que la somme actualisée de tous les flux financiers auxquels ces actifs vont avoir droit.

Cette anticipation peut être fondée ou non fondée auquel cas il faut la corriger. Si on refuse la correction/chute boursière alors on soutient les cours par la création de monnaie.

La hausse des cours de bourse, le gonflement de la masse d'actifs représentatifs de capital devient problématique des lors que les profits et cash flows ne suivent pas. La pression pour le profit augmente, ce qui par exemple produit les rachats d'actions/réduction de capital ou alors le besoin de destruction augmente.



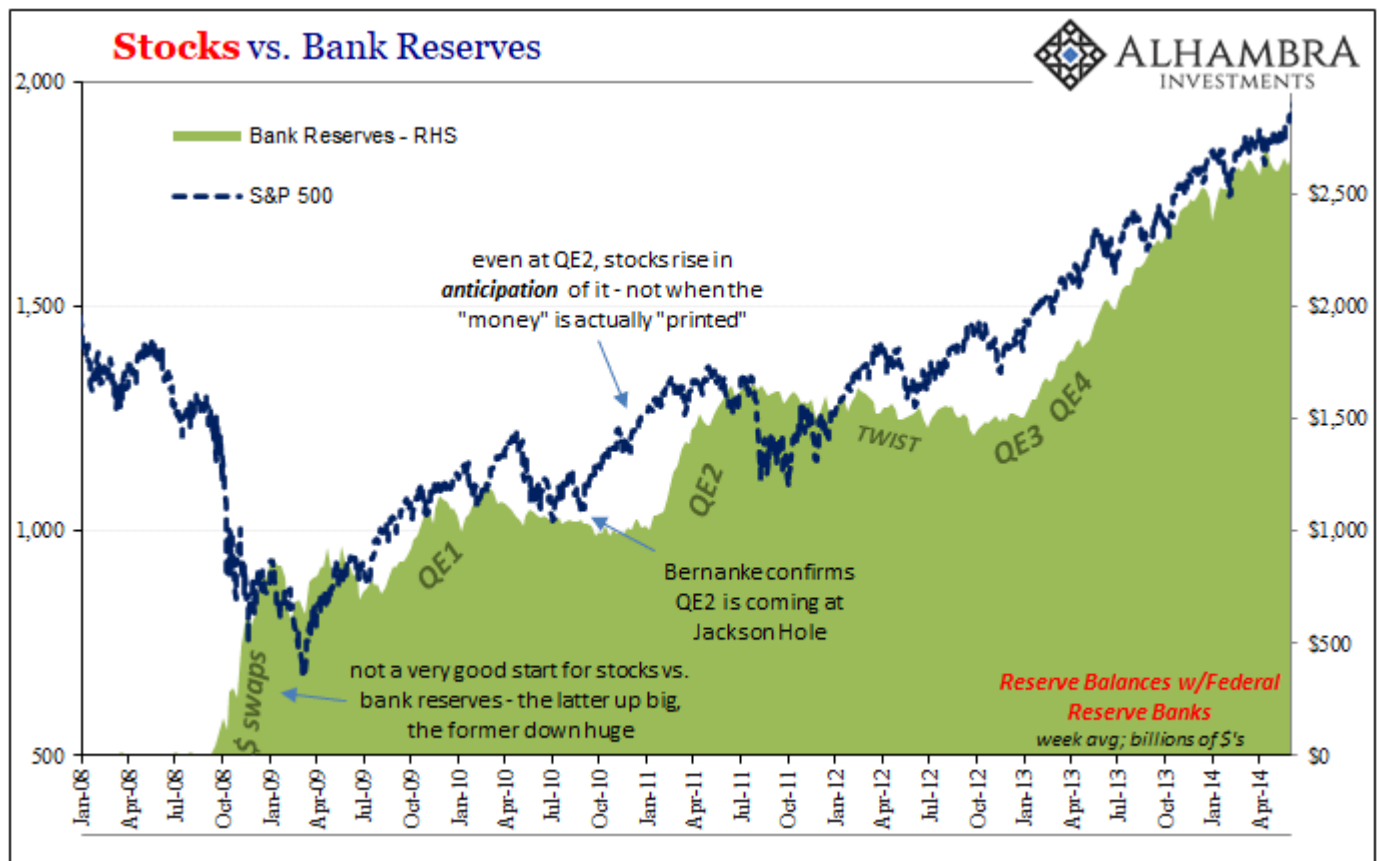
Hausse de la masse des actifs = anticipation de cash flows futurs en hausse. Celle-ci peut bien sûr n'être que nominale, pas besoin qu'elle soit réelle.

Quand les dettes sont colossales comme elles le sont maintenant, les besoins de profits sont eux même colossaux. **De la dette c'est soit de la demande de profits ou de cash flows futurs soit un besoin de destruction différé du capital fictif que représente cette dette.**

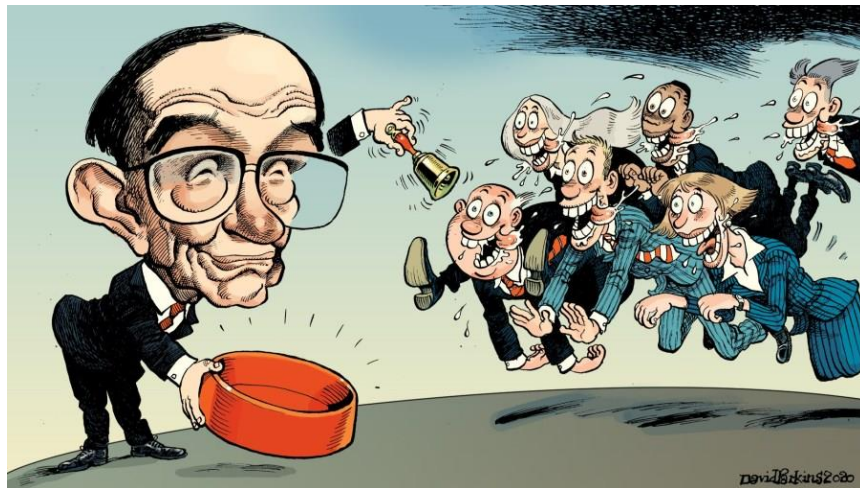
Les morceaux de papier créés par le gouvernement, ne sont pas inflationnistes en eux même. Les quantitative easing sont simplement un échange, un swap qui change la composition du portefeuille mondial d'actifs monétaires, quasi monétaires et money like. On retire du portefeuille des fonds d'état ou obligations corporate et on donne en échange de la monnaie. La masse totale ne change pas.

Avec les morceaux de papier créés par le gouvernement on peut soit acheter des biens et des services soit acheter des actifs financiers, la monnaie elle-même étant un actif financier de second ordre puisqu'elle ne rapporte rien. Donc si un emploi de cette monnaie attrayant ou séduisant se présente on a tendance à utiliser cette monnaie plus avantageusement qu'en la stockant, on va spéculer ou investir en bourse. Le choix de la Bourse est non pas organique, mais psychologique. C'est parce que la loterie a été branchée (Momentum, magie de la Tendance) et que l'on y croit que l'on y participe.

La corrélation entre monnaie et cours boursiers n'est qu'apparente; ce n'est pas la monnaie qui mécaniquement, organiquement fait monter les bourses, non c'est la psychologie, la croyance, c'est à dire le gout du jeu; les indices boursiers jouent puis anticipent les largesses monétaires.



Nous sommes dans le réflexe conditionnel à la Pavlov



Même si elles ne sont pas inflationnistes, les unités monétaires ainsi mises en circulation ne sont pas uniquement de l'argent/des jetons de Monopoly. Chaque unité monétaire représente une créance/promesse soit sur des biens et services réels produits par d'autres; soit sur des actifs financiers patrimoniaux représentatifs de capital.

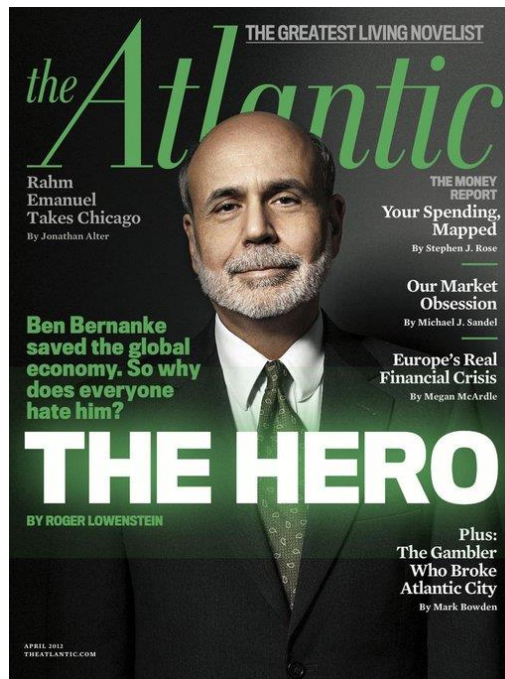
Peu importe qui les obtient, gratuitement et sans garantie, et dans quel but. Ils confèrent un pouvoir d'achat à ceux qui les reçoivent et ils ont un impact redistributif profond.

Ces politiques de redistribution implicites expliquent la hausse vertigineuse des inégalités dans nos systèmes: la redistribution se faisant des moins riches vers les plus riches à haut pouvoir d'endettement.

Bernake a-t-il sauvé quoi que ce soit? Non bien sûr, il n'a rien compris et c'est parce qu'il n'a rien compris que nous en payons les conséquences depuis 12 ans avec:

- une économie anémique,*
- une paupérisation récurrente,*
- un système financier fragile et*
- des inégalités qui détruisent/fracturent nos consensus sociaux.*

En attendant l'inéluctable destruction de la monnaie et la guerre intérieure ou extérieure.



Essai: Est-ce que l'aménagement politique actuel va suffire à faire tenir les 95% de salariés tranquilles face à la paupérisation?

Bruno Bertez 19 mai 2020

Le socle de soutien à Macron est stable depuis de nombreux mois, aux erreurs près on est toujours autour des 30% mais ces 30% ne sont plus les 30% de départ car les soutiens de gauche se sont réduits et ceux de droite les ont remplacés.

Donc la confusion LREM/LR est tout à fait normale et je suggère que ce sont les deux faces d'une même pièce, la pièce centriste. Celle qui se trouve au milieu du marécage qui se trône au centre de la vie politique.

Étant entendu que la notion de centre est très riche, il n'a pas d'existence autre que par rapport aux extrêmes dont il est le milieu. Le centre dis-je souvent c'est comme le trou, cela ne se définit que par ce qu'il y a autour. Ce n'est pas seulement le milieu, c'est le vide.

Il faut réinterpréter l'échiquier politique contemporain, le découpage droite-gauche n'a plus le même sens depuis que l'on a évacué les divisions en termes de production c'est à dire en termes de salariés d'un côté et de capital de l'autre.

L'affirmation idéologique la plus importante depuis les Trente Glorieuses c'est que la lutte des classes n'existe pas.

Si la lutte des classes n'existe pas alors le découpage de la société n'est pas entre les 90% ou 95% de salariés et les capitalistes, non, elle est entre les salariés entre eux, d'où le concept utilement mystifiant des inégalités qui remplace la lutte des classes. D'où l'utilité de la clique des Piketty.

Et pour réduire le pouvoir des salariés il faut trouver des modes de division entre eux qui sont en grande partie liés à la consommation d'une part et au sociétal d'autre part. Ou encore à l'appartenance au Centre, urbain ou à la Périphérie, banlieues et campagnes.

Le prolo ce n'est pas/plus celui qui travaille et est exploité, c'est celui qui consomme moins, qui roule en diesel, qui est raciste, qui est homophobe, qui est macho etc.

Le prolo au lieu d'être le fer de lance de l'Histoire et du progrès est un moins que rien, il a à peine le droit d'exister politiquement. Il est banni.

C'est le découpage politique qui est opérationnel chez Macron.

Il est absolument évident que ce découpage politique n'a rien ni de libéral, ni de néo libéral, c'est une invention des idiots pseudo de gauche que de nous parler de libéralisme dans cette situation car **c'est un système qui ne repose pas sur le marché, mais sur une organisation politique précise, particulière; une organisation qui permet le maintien et même la tentative de hausser le taux d'exploitation des salariés; c'est à dire de payer moins pour produire plus.**

Nous sommes dans un système très spécial « de capitalisme monopolistique d'état crony et de banque centrale réunis ».

Pourquoi introduire les banques centrales? Parce qu'à notre époque les béquilles du capital, les cadeaux au capital ne sont plus budgétaires mais monétaires.

Pourquoi capitalisme d'état? Parce que c'est l'état qui se charge de prendre les mesures pour augmenter la plus value, les profits et faire régresser les salaires directs et indirects et intensifier et flexibiliser le travail.

.

Pourquoi capitaliste? Parce que cela reste un système d'accumulation de capital même si la financiarisation devient dominante.

Sociologiquement ce système se présente comme , mais c'est une apparence , comme libéral- libertaire.

C'est l'héritage de Mai 68 ou les soi-disant révolutionnaires ont retourné leur casaque comme les Cohn Bendit et se sont mis au service du capital en échange de la possibilité de jouir sans limite. Comme le dit Léo, ils ont fait de la Sorbonne un claque et se sont mis en carte comme les putes.

Ce fut, c'est l'association de l'exploitation des travailleurs et de la libération des moeurs?

Ceci a donné un nouveau système politique, toujours au niveau des apparences, dans lequel la gestion économique est de droite et la gestion de la société et des moeurs est de gauche.

La droite gère l'économie et le pognon et la gauche gère les moeurs, le cul, le sexe, la drogue, l'ouverture, la transgression.

La fusion, la réunion de l'alliance ainsi nouée est illustrée par ce propos de Pierre Bergé qui était gros bailleur de fonds du PS, propos qui relie l'exploitation des travailleurs au cul et au sexe, c'est à dire aux moeurs pour faire un sinistre amalgame:

« *Moi je suis pour toutes les libertés. Louer son ventre pour faire un enfant ou louer ses bras pour travailler à l'usine quelle différence ?* » Il aurait pu ajouter et il l'a certainement fait : « *louer sa chatte ou son cul pour faire la pute ou louer sa force de travail à l'usine, aucune différence* » .

L'échiquier politique s'est remodelé et le capital qui a réussi à évacuer le clivage capital/salariés a imposé un nouveau cadre qui se situe au centre, et repousse les extrêmes dans la non-participation à la gestion des affaires.

Les extrêmes, protestataires, canalisent le mécontentement.

Leur fonction systémique est celle-là : canaliser vers des impasses. Canaliser, défouler, sublimer, grâce à des débordements tribunitiens qui sont simplement le masque de l'impuissance réelle.

La droite est là pour faire le pognon.

La gauche est là pour jouer le jeu « que tout change pour que rien ne change »

Les extrêmes sont là pour canaliser et surtout neutraliser grâce à leur diabolisation.

Le centre lui, gère le pays. Le capital contrôle le centre, le centre droit gère l'économie, le centre gauche le sociétal. Les extrêmes eux fourvoient le peuple et le font tenir tranquille.

La question qui se pose maintenant est celle-ci : est-ce que le réaménagement politique qui a fonctionné jusqu'à présent peut encore servir avec les deux crises, la financière et la sanitaire, en cours?

Est-ce que cet aménagement va suffire à faire tenir les 95% de salariés tranquilles face à la paupérisation ?



Jamais le CAC40 n'a gagné autant de terrain avec une mise de fond aussi ridicule !

Rédigé par [Philippe Béchade](#) 18 mai 2020

Ce doit être un record historique, du jamais vu (il faudra certes vérifier mais les risques de se tromper sont faibles) : le CAC40 a pris +2,3% avec 225 millions échangés en l'espace des 45 premières minutes de cotations.

Jamais l'indice de la Bourse de Paris n'a gagné autant de terrain (+100 points) avec aussi peu d'argent mis sur la table... et des prétextes à la hausse dignes d'échanges dans une cour de maternelle.

Rares sont les observateurs qui mentionnent qu'un gros "gap" à la hausse (totalement artificiel et cette première séance du terme boursier de juin, mais bon, c'est pas ça qui compte) court-circuite toute velléité de vente (plus personne ne se met face à "la machine").

Face à cette manipulation manifeste, les "idiots utiles" tentent de rationaliser ce mouvement :

- Jerome Powell a redit que la FED était en mode "*no limit*" dimanche sur CBS (on l'avait sûrement oublié).
- Les ventes à découvert vont être autorisées à compter de ce lundi soir à 23H59 : c'est un beau signe de confiance, les marchés ne baisseront plus !

- Il n'y aura pas de "seconde vague" de pandémie... d'ailleurs la première n'a jamais eu lieu non plus si on se fie au Nasdaq100 qui affiche +6% de hausse cette année en tenant compte de la préouverture ce lundi.
- Le déconfinement, c'est "le retour à la normale", les gens ont envie de dépenser, de rattraper le temps perdu, ça va soutenir l'économie... d'ailleurs il y a la queue partout... et que dire des kilomètres de voitures patientant en amont d'un Mac Drive.

Si on doit évaluer le potentiel de hausse du CAC40 en fonction de la longueur des queues... alors c'est sûr, il va aller très très haut, mais peut-être pas aussi haut que la naïveté béate des commentaires ci-dessus !

Hystérie haussière : le CAC40 gagne près de 4%

rédigé par [Philippe Béchade](#) 18 mai 2020

Une véritable hystérie haussière s'empare des "futurs" aux Etats Unis : ils étaient déjà en forte hausse pour des raisons qui nous échappent (Jerome Powell a rappelé que les capacités d'intervention de la FED étaient "non limit" ce weekend, ce que l'on avait déjà compris depuis la mi-septembre 2019) mais tout s'accélère alors que Kevin Hassett, conseiller économique de la Maison Blanche vient de déclarer que "l'activité américaine devrait être très forte aux troisième et quatrième trimestres 2020".

Le prochain "conseiller" n'a qu'à prétendre que le PIB va croître de +10% au 2ème semestre : dans le contexte très particulier de ce lundi, les opérateurs qui payent en mode "FOMO" (moins on comprend pourquoi ça monte, plus on se rue à l'achat) semblent prêts à croire n'importe quoi !

A Paris (+3,8%), les commentaires des opérateurs ne questionnent même plus cette hausse (pourquoi, comment, avec quels flux d'argent) mais s'interrogent sur l'heure où la barre des 5% sera franchie !

Mais qui a retiré leur indépendance aux banques centrales ?

Par [Nicolas Perrin](#) - 19 mai 2020

Depuis la crise de 2008, nos banques centrales en principe « indépendantes » ont fait exploser leurs bilans, à l'encontre de ce que prévoyaient les modèles économiques qui avaient prôné leur autonomie.

C'est ainsi qu'après plus d'une décennie de politiques monétaires ultra laxistes, nous nous retrouvons avec une économie mondiale surendettée ([322% du PIB](#)), une [Everything Bubble](#) qui n'est plus qu'à quelques encâblures de ses records d'avant le coronavirus, et un système économique et financier [extrêmement sensible aux chocs](#).

Depuis les années 2010, la mission n°1 des banques centrales ne consiste plus à stabiliser l'inflation ou à soutenir la croissance, mais à sauver le système économique et financier.

L'« indépendance » des banques centrales est donc *de facto* morte et enterrée, mais cela ne nous dit cependant pas *de qui* les banques centrales sont dépendantes.

Comme nous allons le voir aujourd'hui, les suspects se bousculent au portillon...

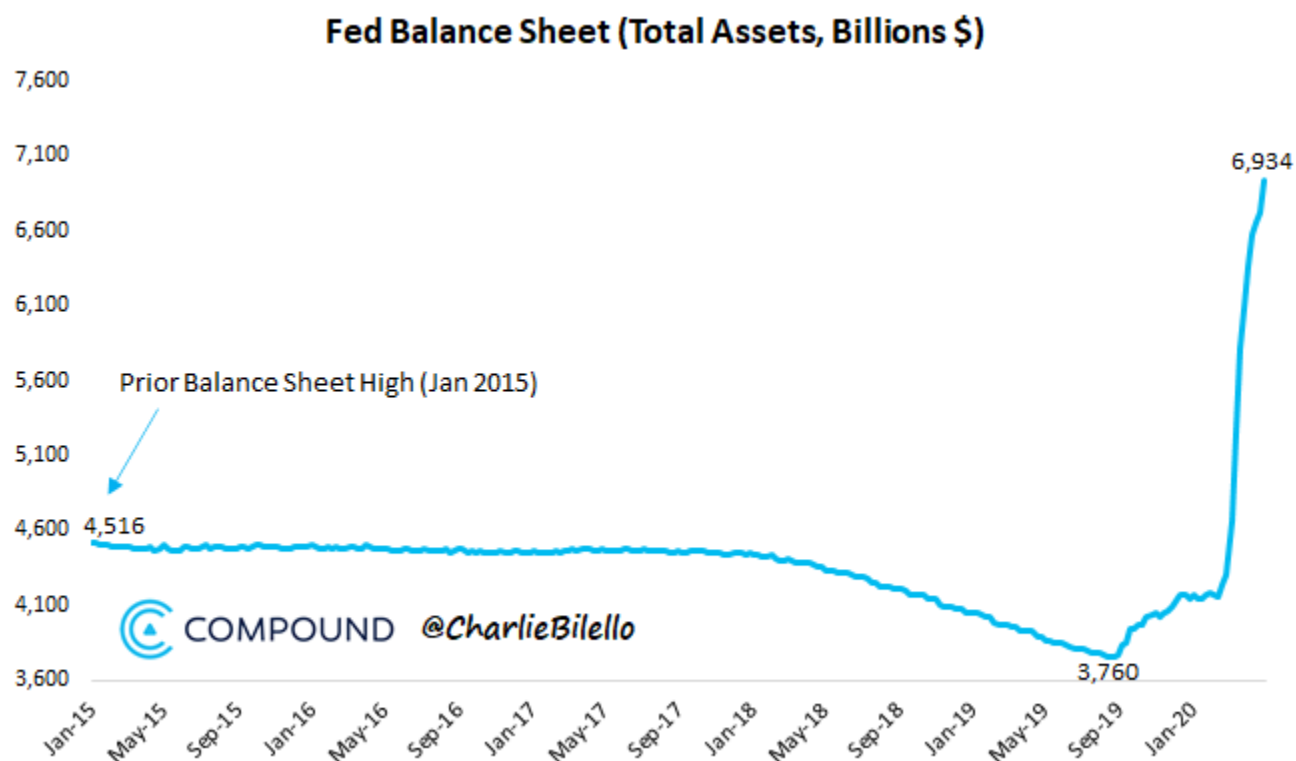
De l'« indépendance » à la « dominance fiscale » : quand les banques centrales deviennent dépendantes des gouvernements

C'est a priori la réponse la plus évidente. Dans la pratique, à défaut d'avoir instauré une digue infranchissable entre le pouvoir budgétaire et le pouvoir monétaire, les différents schémas institutionnels mis en place aux Etats-Unis, au sein de la zone euro et dans le reste du monde ont tous abouti à la même situation : la « **dominance fiscale** ».

Cela signifie que « **la Banque Centrale est obligée d'assurer la solvabilité budgétaire des Etats, et est donc en situation de dépendance vis-à-vis des Etats** », comme le souligne [Patrick Artus](#). C'est-à-dire que la Fed, la BCE et les autres n'ont plus d'autre choix que d'assurer le rôle d'acheteur en dernier ressort de la dette émise par les gouvernements.

Considérez par exemple l'extraordinaire [explosion du bilan de la Fed](#) :

Bilan de la Fed en milliers de Mds\$



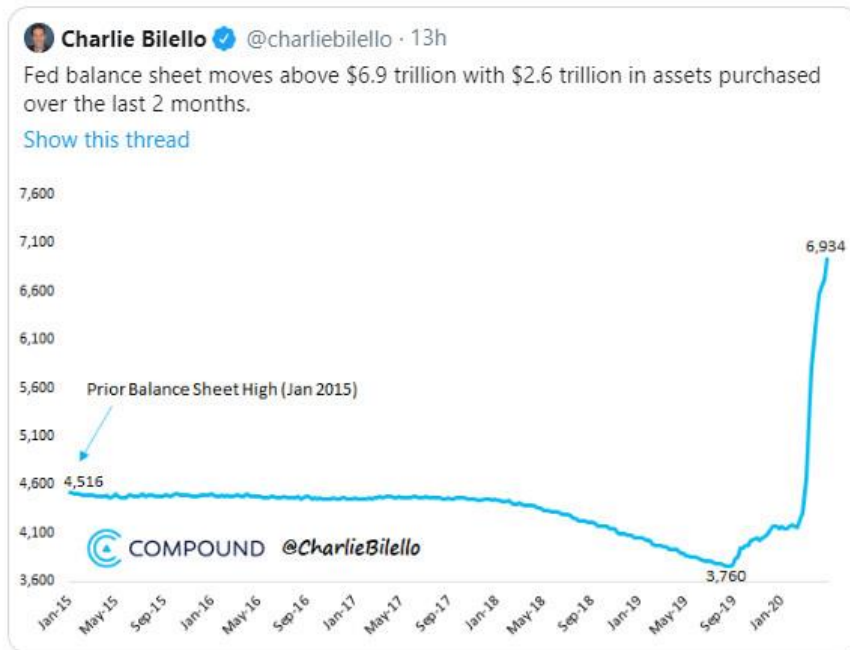
Si vous avez du mal à interpréter ce que représentent ces chiffres, Charlie Bilello les a mis en relief pour vous :

« Jusqu'à présent, les 2600 Mds\$ d'actifs achetés par la Fed équivalent grosso modo au montant du plan de relance du gouvernement américain, qui a été financé par l'augmentation de la dette nationale. La Fed a acheté tout ce papier et plus, et continuera de le faire à mesure que de nouveaux programmes de relance seront annoncés. »



Charlie Bilello ✓
@charliebilello

The \$2.6 trillion in assets bought by the Fed is roughly equivalent to the the US government stimulus thus far, funded through increasing the national debt. The Fed has bought all of that paper and more and will continue to do so as more stimulus programs are announced.



11:47 PM · May 14, 2020 · Twitter Web App

Ce constat est valable pour la Fed mais il l'est également pour la BCE. Le [13 mai](#), Patrick Artus faisait part de son interprétation du jugement rendu par la Cour constitutionnelle de Karlsruhe 8 jours plus tôt. Voici ce qu'il écrivait : « *Les juges de Karlsruhe veulent que la BCE démontre qu'elle n'a pas dérogé à son mandat et aux traités européens en mettant en place depuis 2015 des programmes massifs d'achat de dette publique, que ces programmes visaient bien à remplir le mandat de la BCE (inflation voisine de 2%) et non à financer directement les Etats de la zone euro.*

Mais l'arrêt de la cour de Karlsruhe souligne l'ambiguïté, sinon l'hypocrisie, du comportement de la BCE. En réalité, elle monétise les dettes publiques pour assurer la solvabilité des Etats ; qu'elle achète des dettes publiques sur le marché secondaire et pas sur le marché primaire ne change rien au fait qu'il s'agit de monétisation. »

Difficile de faire plus clair, n'est-ce pas ?

Mais ce n'est pas tout.

Quand les banques centrales n'ont plus d'autre choix que d'étatiser l'économie en rachetant la dette des entreprises zombies

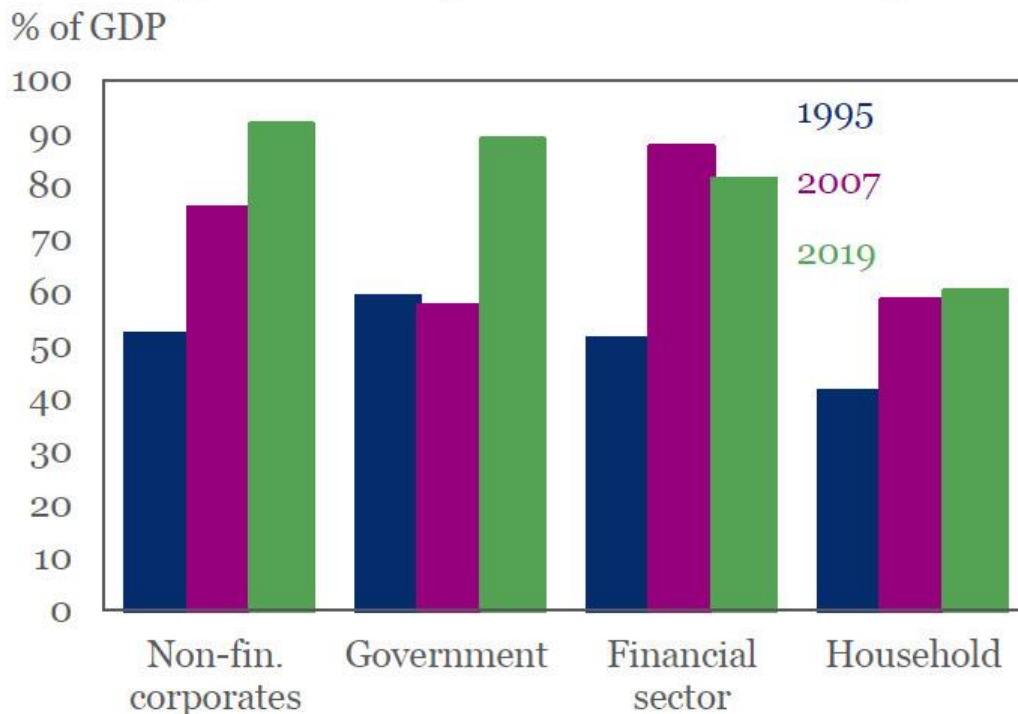
En effet, comme le relève Patrick Artus, « *les Banque Centrales sont les acheteurs forcés en dernier recours [non seulement] des dettes publiques [mais également] des dettes des entreprises* ».

Et le chef économiste de Natixis de poursuivre en expliquant que « **Les banques Centrales ne sont plus du tout indépendantes en réalité, elles n'ont plus d'objectif d'inflation mais elles ont l'objectif d'éviter une crise des dettes publiques (et un problème de financement des entreprises).** »

Ce basculement ne date pas d'aujourd'hui. En effet, « Si les Banques Centrales étaient indépendantes, les Etats devraient assurer eux-mêmes leur solvabilité budgétaire, ce qui n'est plus le cas **depuis la crise des subprimes** », écrit Patrick Artus. Il en va de même vis-à-vis des entreprises non-financières, et c'est exactement ce que nous avons vu dans un [précédent billet](#) avec ce graphique qui illustre l'explosion des dettes souveraines et de la dette corporate entre 2007 et 2019.

La dette publique a doublé pour atteindre 70 000 Mds\$ depuis la crise de 2008 ; la réponse à la pandémie la conduira encore plus haut (de gauche à droite : entreprises non-financières, gouvernements, secteur financier, ménages)

Chart 1: Government debt has doubled to \$70T since the 2008 crisis; pandemic response will drive that higher still



Source: IIF, BIS, IMF, National sources

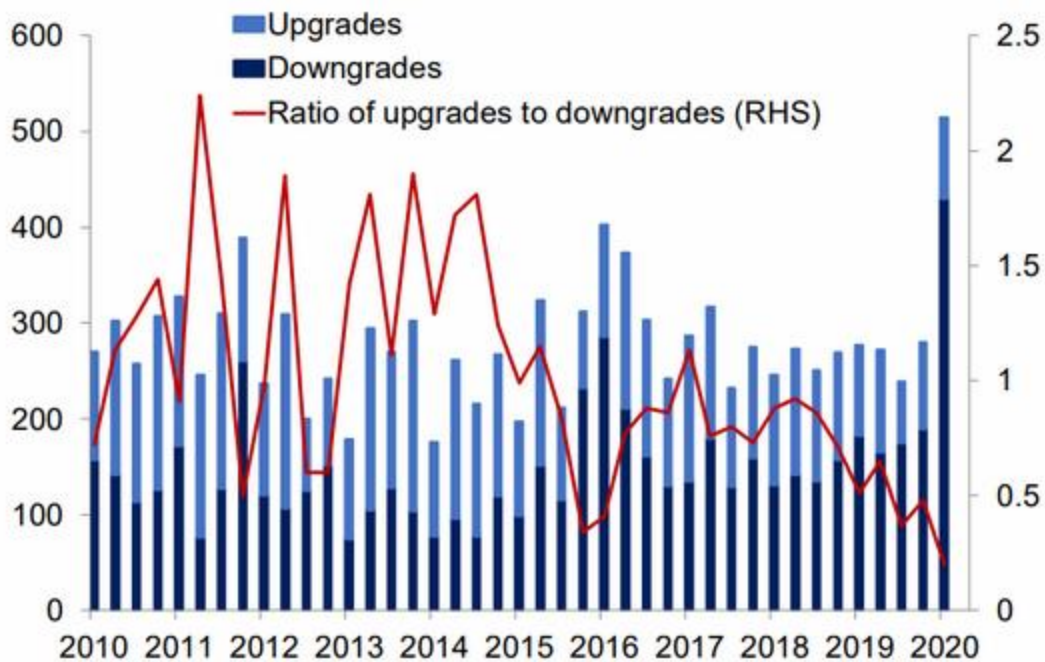
Que pensez-vous qu'il arrive si vous mettez sous confinement un tissu économique gangrené par les entreprises zombies ? Rien que de très prévisible : vous vous retrouvez naturellement avec [encore plus d'entreprises zombies](#).

« Les dégradations de notes de crédit des entreprises américaines par Standard & Poor's sont les plus importantes depuis la crise de 2008 »

Figure 3: US credit downgrades surpassing upgrades by the most since the GFC

Posted on
WSJ: The Daily Shot
27-Apr-2020
@SoberLook

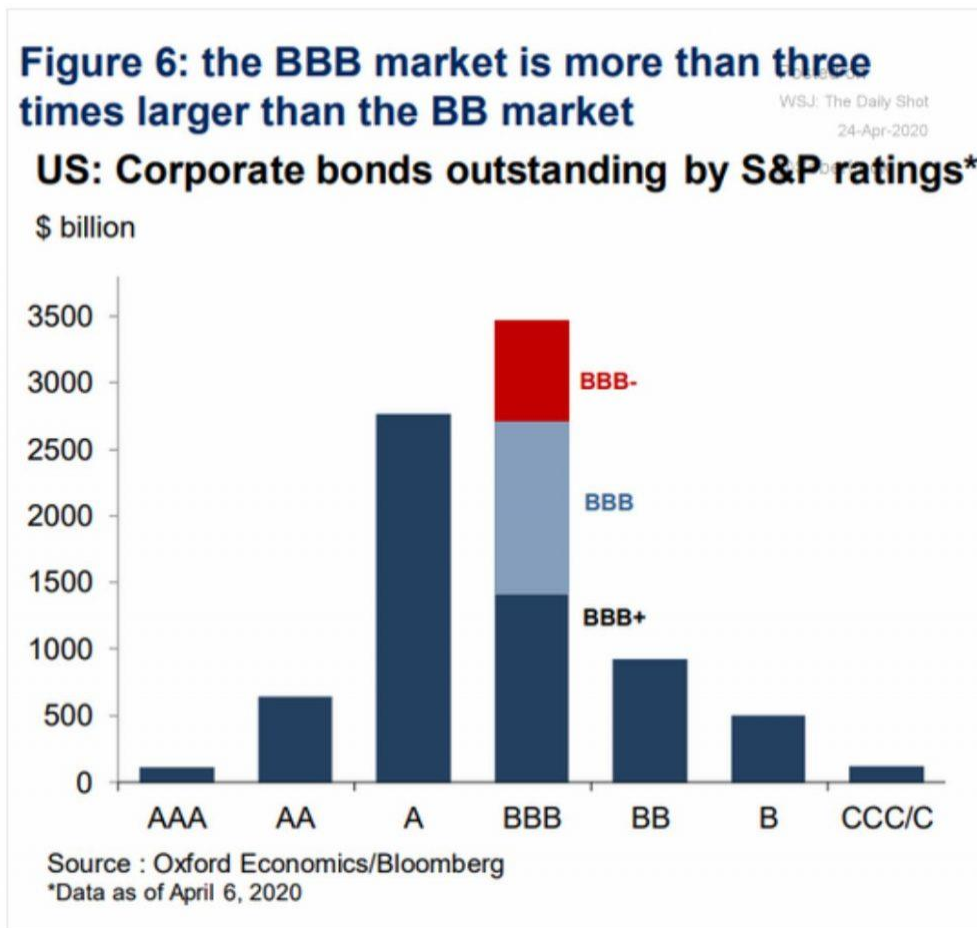
US: S&P credit ratings*



Source : Oxford Economics/Bloomberg
*Data as of April 21, 2020

D'où un graphique des notes de crédit qui ne cesse de se déporter vers la droite. Environ 750 Mds\$ d'obligations d'entreprises américaines ne sont plus qu'1 cran au-dessus de la catégorie *junk*.

« [Notation](#) des obligations d'entreprises en circulation aux Etats-Unis au 6 avril 2020, selon les notations de Standard and Poor's »



Avec des [entreprises non-financières endettées](#) à hauteur de 74% du PIB aux Etats-Unis, 105% en zone euro et 150,3% en Chine, vous vous doutez que c'est le branlebas de combat dans les institutions bancaires.

LA TRIBUNE ECONOMIE BOURSE ENTREPRISES & FINANCE TECH VOS FINANCES IDÉES MÉTROPOLIS CARRIÈRES

CAC 40 4 279,00 PTS **+0,14%** ▲

+ FORTES HAUSSES CAC 40
PUBLICIS GROUPE +3,27%
ENGIE +2,96%

+ FORTES BAISES CAC 40
PEUGEOT -2,45%
Unibail-Rodan-Immo -1,87%

DOW JONES +1,62%
NASDAQ 100 +1,05%
FTSE 100 +0,58%

Or +1
OAT 10 ans +13
Pétrole Brent +11

🏠 > Entreprises & Finance > Banques / Finance

"On ne va pas pouvoir éviter une explosion des faillites" : les banques européennes se préparent au choc

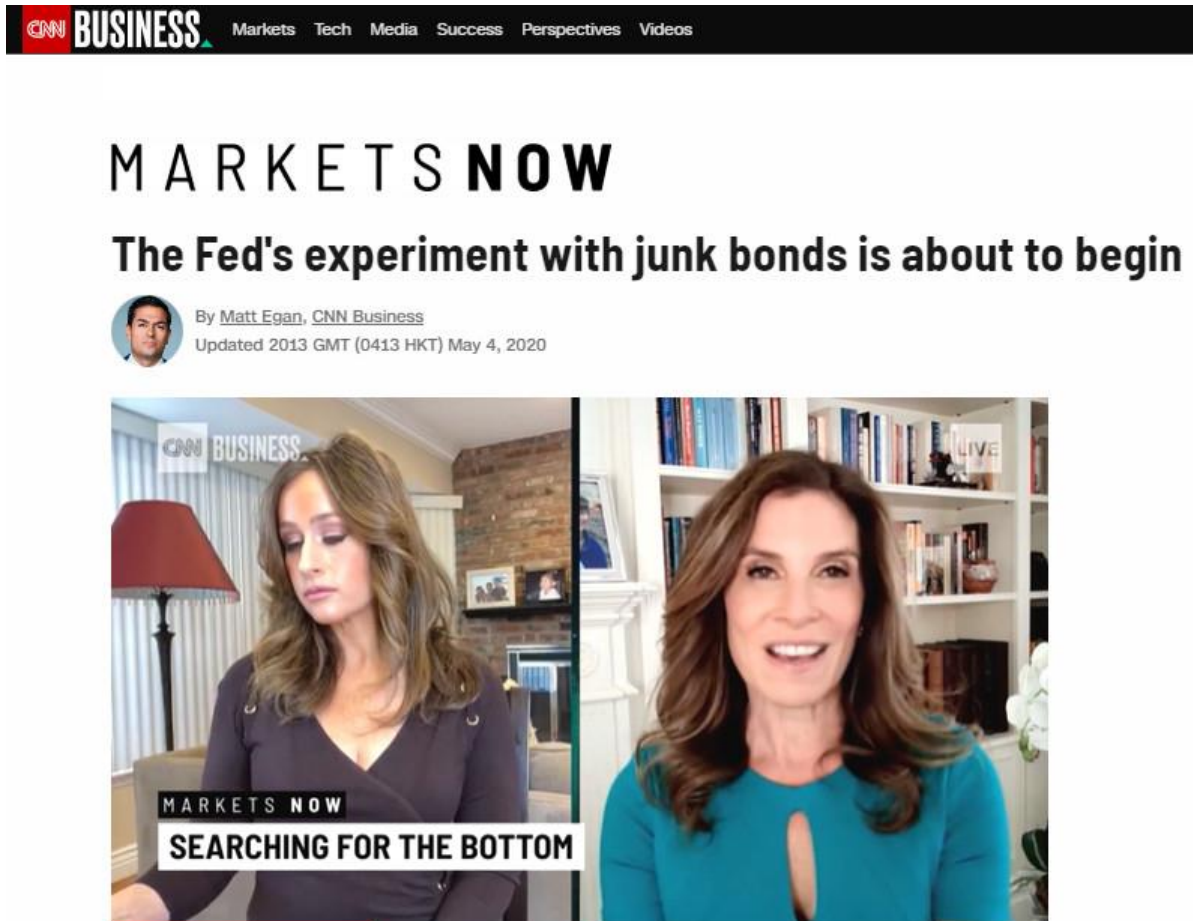
👤 Par **Carole Guirado, AFP** | 12/05/2020, 15:20 | 781 mots

Comme le relève [La Tribune](#), la file de dominos est la suivante : faillites d'entreprises non-financières => défauts des entreprises non-financières sur leur dette bancaire + chômage (donc défauts des particuliers sur leurs prêts bancaires) => banques en difficultés. Ajoutez à cela la baisse des taux d'intérêt qui annihile la rentabilité des banques, et vous obtenez l'un des cocktails les plus détonants qu'un économiste puisse vous concocter.

Pour toutes ces raisons, les banques centrales n'ont d'autre choix que d'intervenir sur le marché du crédit, en achetant des dettes d'entreprises non-financières de plus en plus pourries.

Tout récemment, [la Fed](#) s'est mise à acheter des *junk bonds* sans que cela ne choque grand monde dans les médias traditionnels.

4 mai : L'expérience de la Fed avec les junk bonds est sur le point de commencer



Sur le site du [Monde](#), il ne manque plus que des petits cœurs pour finir de présenter les choses comme l'histoire d'un preux chevalier qui se porterait à la rescousse de sa gente dame...

ÉCONOMIE • ÉTATS-UNIS

Partage 

Comment la Fed sauve les « anges déchus » de Wall Street

Au cours de cette crise du Covid-19, la Réserve fédérale veut éviter la faillite d'entreprises américaines.

Par Arnaud Leparmentier • Publié le 09 mai 2020 à 12h21 - Mis à jour le 10 mai 2020 à 22h06

 Lecture 6 min.

 Article réservé aux abonnés



La Réserve fédérale américaine, à Washington, le 1er mai. KEVIN LAMARQUE / REUTERS

En [zone euro](#), Christine Lagarde semble réticente à suivre le chemin de la Fed mais son destin semble tout tracé.

LesEchos **investir**

Recherche 

CONNEXION ▾

[Cotations](#) [Actualités](#) [Traders](#) [Voter aux AG](#) [Investir Responsable](#) [Placements](#) [Portefeuilles](#) [Espace](#)



La BCE étudie la possibilité d'acheter du "high yield"-sources

REUTERS | LE 08/05/20 À 15:26 | MIS À JOUR LE 08/05/20 À 15:35

En effet, avec des économies comme la France dont les entreprises non-financières sont endettées à hauteur de [140% du PIB](#), la patronne de la BCE risque bientôt de ne plus vraiment avoir le choix.

Récapitulons : les **États** sont tellement endettés que cela fait belle lurette qu'ils auraient fait défaut sans le soutien des banques centrales, et les banquiers centraux se mettent à acheter des *junk bonds* d'**entreprises non-**

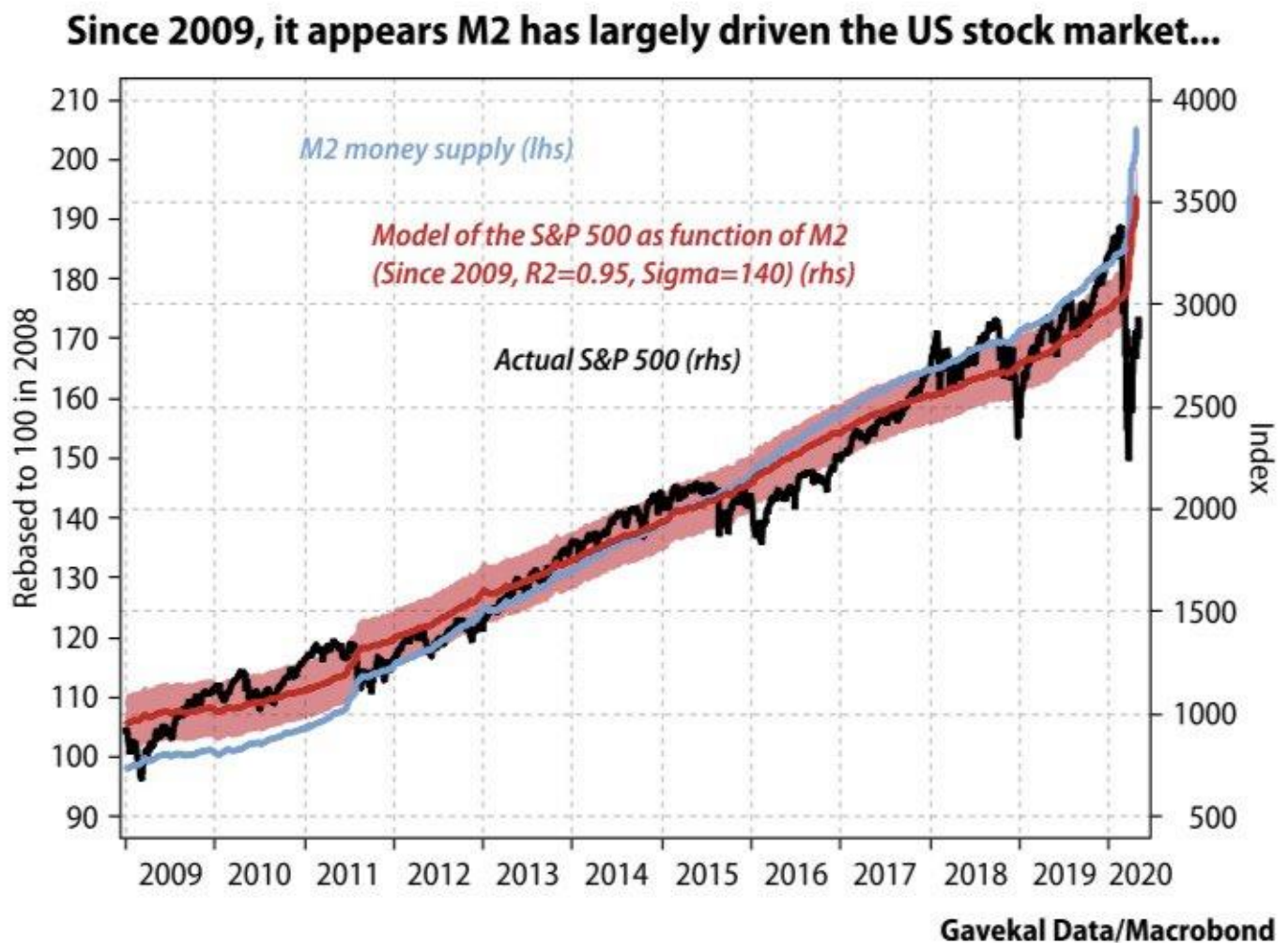
financières comme des petits pains pour éviter des faillites en cascade. On peut donc considérer que les banques centrales sont dépendantes de ces deux catégories d'agents économiques.

Avons-nous fait le tour de la question et le moment est-il venu de nous dire à la semaine prochaine ? Évidemment pas !

Que deviendraient les marchés financiers sans les banques centrales ?

Et oui ! Il ne vous a sans doute pas échappé que la corrélation entre les afflux de liquidités en provenance des banques centrales et le niveau des marchés, et tout particulièrement des marchés actions américains, est particulièrement significative.

« [Depuis 2009](#), il apparaît que M2 a largement driven le marché boursier américain »



Attention, je ne suis pas en train de dire que la Fed a la capacité d'administrer le prix des marchés financiers – en tout cas pas sur le long terme.

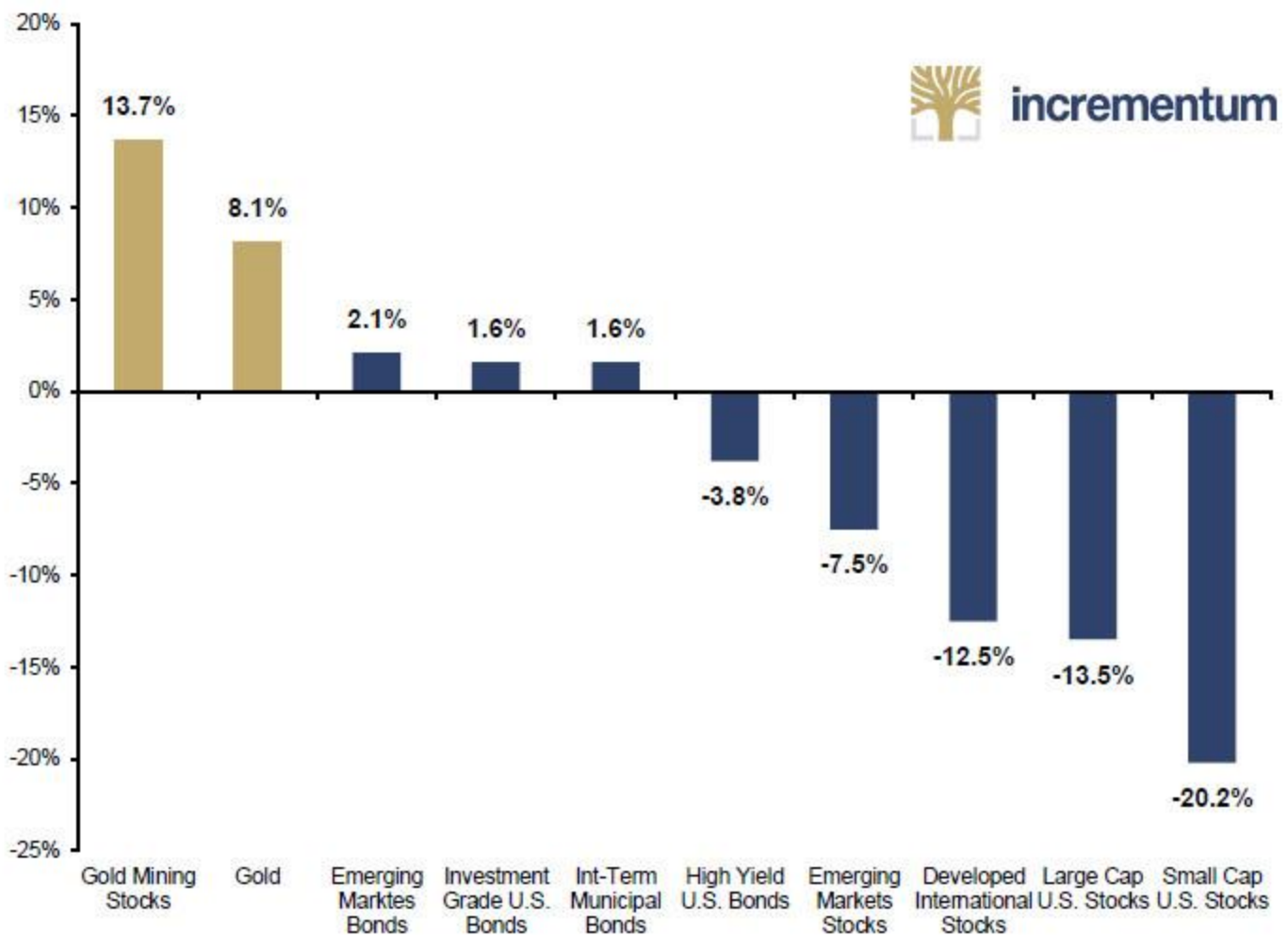
Pour s'en convaincre, il suffit de comparer la taille de son bilan (un peu moins de [7 000 Mds\\$](#)) à la capitalisation totale du S&P500 ([24 000 Mds\\$](#)), ou encore à la dette fédérale américaine ([25 000 Mds\\$](#)).

La Fed est certes un acteur important et indispensable des marchés financiers mais elle n'a pas la capacité d' « administrer les prix », comme on le lit trop souvent. Depuis août dernier, son bilan a certes [explosé de 84%](#), mais cela ne représente jamais qu'un peu plus de 3 000 Mds\$ – une paille, en comparaison des montants en jeu sur les marchés.

Ceci dit, il n'en reste pas moins que le fossé entre l'économie réelle et la planète finance est à ce point béant que les marchés ont besoin de rester en permanence sous perfusion monétaire, au risque d'une descente déchirante. Je renvoie ceux qui l'auraient oublié à ce qu'il s'est passé en 2018 : Jerome Powell a [tenté de « normaliser » sa politique monétaire](#), et le château de cartes a failli s'effondrer au mois de décembre.

Performance des classes d'actifs au 4^{ème} trimestre 2018

Performance by asset class, in %, Q4/2018



Source: Federal Reserve St. Louis, Investing.com, Incrementum AG

Pour enfoncer le clou, j'aimerais vous livrer une considération de Natixis. Le [14 mai](#), Patrick Artus écrivait que « nos estimations, et différents travaux de recherche, montrent que la Réserve fédérale réagit aux mouvements des cours boursiers, particulièrement quand il s'agit de baisses de cours. **Il y a donc vraiment un « Fed put » sur les actions** ».

En somme, la bête qui rugit dans sa cage doit continuer d'être alimentée...

« [La Fed](#) a été cohérente sur un point au cours des 11 dernières années : ne jamais oser décevoir les marchés. Ce que le marché veut, le marché l'obtient. La Fed ne dirige rien, elle suit. Pourquoi ? Parce qu'elle a peur de la bête qu'elle a créée. Une bête avec un appétit insatiable qui rugit qu'elle veut toujours plus. »



Sven Henrich ✓
@NorthmanTrader

The Fed has been consistent in one thing over the past 11 years: Never dare disappoint markets.
What the market wants the market gets.
The Fed doesn't lead on anything, it follows.
Why? Because it is afraid of the beast it created.
A beast with an insatiable appetite for MOAR.

1:45 PM · May 13, 2020 · Twitter Web App

... sans quoi elle ne manquerait pas de se retourner contre son créateur.

L'indépendance des banques centrales n'est donc plus qu'un vestige du passé. Mais sur qui rejeter la faute ?

Etats, entreprises surendettées et marchés financiers en apesanteur : voilà la liste des suspects.

Nous concluons cette enquête dans notre prochain article...

Une bulle cynique

rédigé par [Bruno Bertez](#) 19 mai 2020

Les marchés tiennent les banques centrales par les c... et font monter les enchères – mais à mesure que les crises se succèdent, les déséquilibres s'aggravent. Qu'arrivera-t-il au prochain tour de manège ?***

Voici un extrait/résumé de l'analyse de Patrick Artus, économiste et directeur de la recherche chez Natixis, sur [les différentes étapes de la fuite devant la monnaie](#) :

La monétisation des dettes publiques va entraîner une hausse énorme, de l'ordre de 70%, de l'offre de monnaie, c'est-à-dire de la base monétaire par les banques centrales.



Une création monétaire aussi forte va conduire à la défiance des agents économiques vis-à-vis de la qualité, de la valeur de la monnaie. Elle va conduire à la fuite devant la monnaie.

Quelles en sont les différentes étapes ?

- Comme tous les pays font la même chose, il n’y aura pas d’incidence sur les taux de change, tout se dévalorise en même temps. C’est ce que l’on observe ;
- Mais les épargnants et investisseurs vont essayer de se débarrasser de cette monnaie pour acheter des actifs comme les actions, l’immobilier, l’or etc. Ainsi vont se développer des bulles sur tous les prix des actifs – c’est ce que l’on a vu avec la crise des *subprime* et cela va empirer après la crise du Covid-19 ;
- Le sentiment de perte de valeur de la monnaie va conduire les agents économiques à rechercher d’autres monnaies de transaction que les monnaies officielles dévalorisées ; ceci ouvre la porte aux monnaies privées de type crypto, par exemple ;
- Ce n’est que si le réflexe de défiance vis-à-vis de la monnaie conduisait, pour se débarrasser de la monnaie, à des achats de biens et services et non à des achats d’actifs, qu’il y aurait inflation des prix des biens et services. Pour l’instant ceci ne s’observe pas.

Tel est en gros ce que pense Artus.

Mes propres observations

La création de monnaie vise à stabiliser le système financier et boursier. Elle est donc réalisée de telle façon qu’elle se dirige vers les marchés boursiers et en soutienne les prix ; au fur et à mesure que la spéculation prend conscience du phénomène, elle s’enhardit, une nouvelle bulle encore plus grosse se forme.

Cette bulle est cynique – c’est-à-dire qu’elle ne se pose pas la question de la surévaluation du prix des actifs et de la rentabilité future des placements... pour la bonne raison que ce ne sont pas des placements mais des spéculations qui font monter les cours. On joue non pas la rentabilité du placement mais des écarts de cours.

Les acheteurs ont une vision de court terme, une vision de prédateurs : ils viennent « tirer un coup ».

En quelque sorte, ils « jouent » les actions, les mesures des banques centrales et non pas le résultat de ces actions. Ils jouent, comme on dit en Bourse, « sur le poil des banques centrales » – lesquelles leur font donc un splendide cadeau.

Ces spéculations sont en quelque sorte des achats d'initiés car les banques centrales, d'une part, font toujours la même chose depuis 1987, elles sont prévisibles, et d'autre part, elles téléphonent leurs coups – au moyen de ce que l'on appelle la communication et les *guidances*.

Les marchés savent par avance ce que les banques centrales vont faire... et en même temps, ils savent que ces mêmes banques centrales ne peuvent plus les laisser tomber. Leurs achats sont donc des achats « voyous », en quelque sorte, par des opérateurs qui tiennent les banques centrales en otage.

Comme on dit, les marchés tiennent les banques centrales par les c***...

Comment on regonfle une bulle

Le regonflement de la bulle consiste donc à acheter des actifs longs avec de l'argent court et à acheter des actifs à risque, sachant que l'on aura l'argent gratuitement et que l'on ne risque rien à court terme puisque les banques centrales fournissent le financement, soutiennent les cours et protègent des erreurs ou des excès d'avidité.

C'est la situation idéale en termes de spéculation :

- les banques centrales ont peur, elles sont terrorisées et tétanisées... donc elles paient, elles crachent face au risque/chantage ;
- l'économie productive va mal donc l'argent n'y va pas, il reste dans les marchés, dans la loterie toujours gagnante, dans l'imaginaire hédonique boursier.

Comme l'argent ne va pas dans le réel, il n'y a pas de hausse des prix des biens et des services, pas d'inflation et peu de croissance. La banque centrale peut donc continuer à arroser et maintenir sa politique.

La question importante va se poser à l'avenir, au prochain tour du manège spéculatif : lors du prochain choc, les actifs financiers seront encore plus surévalués, les marchés seront encore plus fragiles, les banques centrales pourront encore moins tolérer une baisse des Bourses et elles devront encore plus cracher au bassinet.

La Nouvelle dépression (2/2)

rédigé par [Jim Rickards](#) 19 mai 2020

La crise du coronavirus est profonde, et la reprise économique sera lente – et longue. Les marchés ont encore du chemin à faire : voici les niveaux boursiers à surveiller avant d'investir.



Les nombreuses pertes – à tous les échelons de l'économie – engendrées par la crise du coronavirus déclencheront une réaction en chaîne, [disions-nous hier](#). Il faut savoir qu'une fois que l'aide gouvernementale

est distribuée, bon nombre de destinataires ne la dépensent pas (contrairement à ce que l'on espère) : ils l'épargnent.

Cette épargne est dite « préventive ». Même si vous n'êtes pas licencié, vous craignez peut-être que votre emploi soit tout de même menacé. Tout revenu perçu vous permet soit de régler vos factures, soit d'épargner « au cas où ».

Dans les deux cas, cet argent n'est pas consacré à de nouvelles dépenses. A un moment où l'économie a besoin de consommation, celle-ci ne va pas se produire. L'économie va tomber dans un « piège de liquidité » où l'épargne provoque la déflation, ce qui augmente la valeur de l'argent, et engendre encore plus d'épargne. La dernière fois que ce schéma a été constaté remonte à la Grande dépression (1929 -1939).

Même si les gens avaient envie de dépenser (ce n'est pas le cas), ce serait des dépenses réduites dans tous les cas, car il subsiste moins de motifs de dépenser : les spectacles et les événements sportifs sont annulés. Les restaurants et les cinémas sont fermés. Les déplacements sont quasi inexistantes, et personne ne voudra monter sur un navire de croisière ou séjourner dans un complexe touristique tant qu'on n'aura pas la garantie que le risque de Covid-19 a énormément diminué.

Engrenage infernal

Nous sommes pris dans un engrenage infernal où les gens ne veulent pas dépenser – et même s'ils le voulaient, il y a peu de choses auxquelles consacrer ces dépenses. C'est la garantie d'une reprise lente et d'une déflation persistante qui devraient aggraver d'autant cette lente reprise.

Outre ces contraintes sur la demande, il existe de graves contraintes sur l'offre. Les chaînes d'approvisionnement mondiales ont été sérieusement perturbées en raison des confinements et des goulots d'étranglement dans les transports. La distanciation sociale va ralentir la production, même sur les sites qui sont ouverts et peuvent obtenir les intrants nécessaires.

Un seul cas de Covid-19 dans une entreprise peut provoquer sa fermeture intégrale et une période de quarantaine de deux semaines. Les sociétés qui dépendent de la production de cette entreprise pour produire leurs propres produits seront également fermées.

Au-delà de ces effets directs – la perte de revenus et la perte de production – les effets indirects – sur la volonté d'investir des entrepreneurs et celle de dépenser des particuliers – sont considérables.

Un « effet de richesse » négatif

Le premier de ces effets indirects est « l'effet de richesse ». Lorsque la valeur des actions chute entre 20 et 30%, comme cela s'est produit dernièrement, les investisseurs se sentent appauvris, même s'ils ont encore beaucoup d'argent après cette chute.

Cet effet psychologique incite les gens à réduire leurs dépenses, bien qu'ils puissent se les permettre. Cela signifie que la baisse des dépenses ne provient pas seulement de la classe moyenne et des chômeurs, mais également d'individus plus aisés, qui se sentent menacés par une perte de richesse, même s'ils continuent de percevoir leurs revenus.

Les effets de richesse négatifs ne se limitent pas aux pertes essuyées sur le marché actions. Beaucoup de particuliers possèdent des obligations d'entreprises qui devraient faire défaut, désormais, à mesure que les sociétés émettrices se déclareront en faillite.

Enfin, la valeur de l'immobilier va s'effondrer à mesure que les locataires refuseront de payer leur loyer et que les propriétaires feront défaut sur leurs prêts et s'exposeront à des saisies.

Aucune de ces conséquences économiques négatives issues de la Nouvelle dépression ne peut être résolue facilement par le Congrès US et la Fed. Les dépenses financées par le déficit ne vont pas « stimuler » l'économie si les bénéficiaires s'en servent pour régler leurs factures ou économiser de l'argent.

La Fed peut fournir la liquidité permettant au système financier de fonctionner, mais elle ne peut remédier à l'insolvabilité ou empêcher les faillites.

Encore 1 000 points de chute pour le S&P 500 ?

Bref, la perte de production, les faillites d'entreprises et la perte de consommation vont se produire quoi que le Congrès US et la Fed accomplissent. Une fois que ces pertes seront claires, les effets de richesse négatifs provoqueront de nouvelles baisses des dépenses.

Le processus va s'autoalimenter sous forme de déflation, ce qui incitera encore davantage à épargner et dissuadera de consommer. Nous sommes pris dans une spirale déflationniste et d'endettement qui ne fait que commencer.

Si l'on se base sur cette analyse, les investisseurs devraient s'attendre à une reprise lente et faible à la suite de la Nouvelle dépression.

La Fed n'aura plus de munitions. Les dépenses financées par le déficit vont ralentir la croissance au lieu de la stimuler car des niveaux d'endettement sans précédent vont inciter les Américains à anticiper une hausse des impôts, de l'inflation ou des deux.

L'économie américaine ne retrouvera pas avant 2022 les niveaux de PIB de 2019. Le taux de chômage ne retombera même pas à 5% avant 2026, voire plus tard.

Cela signifie que les actions sont loin d'avoir atteint un plus bas. L'indice S&P 500 pourrait facilement atteindre les 1 870 points (il est à 2 800 points environ au moment où je rédige ces lignes) et l'indice Dow Jones Industrial Average pourrait chuter à 15 000 points (il affiche 23 600 points au moment où je rédige ces lignes).

Ce sont les niveaux auxquels les investisseurs pourraient envisager d'investir dans les actions. Dans l'intervalle, toute démarche visant à « acheter sur les replis » ne fera que générer de nouvelles pertes lorsque l'impact intégral de ce que j'ai décrit commencera à être réellement appréhendé.

Comment devenir riche dans l'économie actuelle

rédigé par [Bill Bonner](#) 19 mai 2020

Nous ne sommes pas dans une économie de marché normale. Les règles de la richesse ont changé... et elles vont changer encore plus vite à l'avenir.

« Si ça saigne, ça fait la une », disent les vétérans du journalisme. Cataclysmes et croquemitaines retiennent l'attention des foules. Les menaces font vendre du papier... et donnent à des fonctionnaires – Anthony Fauci, Jerome Powell, etc. – le statut d'Elvis Presley.

Des gros titres racleurs nous disent qu'un enfant a succombé à une maladie rare...



Les soignants dans les EHPAD [hospices] se mettent en congé maladie...

La Chine fait un truc...

Une ville fait faillite...

Une idole des jeunes est testée positive...

Une chaîne de magasins met la clé sous la porte...

C'est la fin du monde... le pôle Nord fond... un veau à deux têtes est né...

Oh... et le coronavirus lui-même mute pour prendre une forme encore plus mortelle !

Les médias trouvent un épouvantail terrifiant. Les politiciens et les experts promettent des remèdes... le salut. Et la population se prosterne... abandonnant ses derniers vestiges de dignité... priant pour des réparations, et, par-dessus tout, la sécurité.

Il y a encore du chemin

Au milieu de toute cette excitation, qui remarque le plus grand cambriolage de l'Histoire ? Les Etats-Unis enregistrent déjà un déficit de 4 000 Mds\$... pour cette année. Ajoutez 3 000 Mds\$ d'emprunts supplémentaires – comme le proposent les démocrates de la Chambre des représentants US – pour durer jusqu'à Noël, et les Etats-Unis pourraient se retrouver avec [7 000 Mds\\$ d'impression monétaire supplémentaire](#). Rien que cette année.

Ensuite, il y aura l'année prochaine.

« Si la réaction économique a été à la fois opportune et convenablement élevée, elle ne représente peut-être pas le dernier chapitre », a déclaré Jerome Powell la semaine dernière.

Non, ce n'est clairement pas le dernier chapitre. On a tout juste dépassé l'avant-propos. Il reste beaucoup de chemin à parcourir... à mesure que la fiesta de dépenses, d'emprunts et d'impression des autorités américaines suit son cours inévitable.

C'est-à-dire qu'elle suit le même chemin que [toutes les finances m***iques](#) : inflation... destruction de richesse... pauvreté... et peut-être insurrection.

Où va l'argent ?

En attendant, nous suivons l'argent. Chaque sou de « relance » émis par la Réserve fédérale doit aller quelque part... mais où ?

De Bloomberg :

« Des compagnies aériennes de luxe transportant des touristes en Alaska ont reçu des millions de dollars d'aide fédérale grâce aux 25 Mds\$ du programme du département du Trésor US destiné à aider les travailleurs de l'aviation à conserver leur emploi, ainsi que les sociétés d'évacuation médicale et autres transporteurs.

Situé en Floride, à l'aéroport international de Palm Beach et à quelques kilomètres du club Mar-a-Lago du président Trump, Jet Access Aviation LLC devrait recevoir 2,4 millions de dollars d'aide aux salaires.

'Je suis vraiment, vraiment très inquiet que nous ne puissions pas redémarrer pleinement jusqu'à après septembre', [déclare le PDG] dans un entretien téléphonique autour du 16ème trou d'un parcours de golf de Palm Beach. 'Nous ne savons pas combien de temps cela va durer'. »

Où va l'argent ? [Là où les élites veulent qu'il aille](#), bien sûr. On n'est pas dans la sorte d'économie de marché où l'on obtient en donnant d'abord. En d'autres termes, on ne devient pas riche en créant de la richesse.

On est dans une économie politique, où l'on gagne de l'argent en le prenant à d'autres... en ayant le bon réseau... en embauchant des avocats et des lobbyistes... en exploitant les failles du système... ou en faisant des dons (des pots-de-vin) aux décideurs.

Perte de valeur

Rappelez-vous : voitures, maisons, restaurants, télévision – rien de tout cela n'apparaît soudain simplement parce que la banque centrale a imprimé plus d'argent.

Le nouvel argent n'est jamais qu'un droit sur l'ancienne richesse. L'Américain moyen a une valeur nette d'environ 70 000 \$. Multipliez cela par 330 millions de personnes, vous obtenez 23 000 Mds\$ pour l'ensemble du pays.

Ainsi, lorsque vous donnez 7 000 Mds\$ de pouvoir d'achat à un petit groupe, ceux qui le composent peuvent désormais acheter près d'un tiers de la richesse privée des Etats-Unis tout entiers. A mesure que les prix chutent durant la récession déflationniste, ils auront l'occasion d'acheter des fermes et des entreprises... des voitures de collection – tout ou presque – à des prix cassés.

Les plus intelligents en tireront avantage. Ils s'accapareront autant de fausse monnaie que possible. Ensuite, ils s'en débarrasseront soigneusement le plus vite possible. Plus tard, une fois que les prix bas se transformeront en prix élevés. Ensuite, la fausse monnaie perdra rapidement de la valeur.

Tout saigne

L'économiste Richard Cantillon – qui a donné son nom à « l'effet Cantillon » – a observé cela au XVIIIème siècle. L'auteur Matt Stoller explique :

« Un banquier et philosophe français du XVIIIème siècle appelé Richard Cantillon a remarqué une première version de ce phénomène dans un livre qu'il a appelé Essai sur la nature du commerce en général. Selon sa théorie de base, c'est le cadre institutionnel d'un Etat qui détermine qui profite d'une impression monétaire de la part de cet Etat. Au XVIIIème siècle, cela signifiait que plus vous étiez proche du roi et des riches, plus vous profitiez, et plus vous étiez loin, plus vous souffriez. L'argent, en d'autres termes, n'est pas neutre. »

Les premiers qui obtiennent l'argent prospèrent... mais seulement s'ils s'en débarrassent rapidement.

Ensuite, à mesure que les prix grimpent... ce sont les malchanceux ou les ralentis... ou simplement les naïfs et les confiants... qui encaissent les pertes. Ils vendent leur ferme un million de dollars. Ils mettent l'argent en banque. Ensuite, le temps qu'ils réalisent ce qu'il se passe... cet argent a perdu sa valeur.

Mais tout ça reste encore à venir.

Pour l'instant, les gens ont peur. [Comme nous l'avons expliqué hier](#), la vitesse de la monnaie, v , et le multiplicateur monétaire, m , sont tous deux en chute.

Tout saigne...

Le moment est venu de passer au *cash*... au vrai *cash*.